1200

« Amoco-Cadiz »: amère victoire

L est des victoires qui lais-sent un goût amer. Celle qui a été remportée, vandradi 24 avril, par l'Etat français et les communes bretonnes sinistrées, au terme de quatorze ans de propétrolière américaine Amoco, 'inscrit dans ce douteux paimarès. Se voir accorder un peu plus de 1 milliard de francs d'indemnités pour 220 000 tonnes de brut épandues, lorsque les Amé-ricains d'Alaska en ont obtenu 7,5 milliards après la marée noire de l'« Exxon-Valdez » (38 000 tonnes), c'est évidem-ment une maigre consolation. Elle arrive aussi bien tard pour les victimes de la catastrophe de 1978 : lorsque les premiers chèbués, il y aura beau temps que le

subsistait. Le renoncement cago répare en partie une injus-tice. Une compagnie pétrollère, per définition richlesime, pouvait ruiner en quelques heures, impunément, le milieu de vie et de travall de milliers de modestes abitants d'un pays étranger.

préjudice financier aura été absorbé par les victimes - estréi-

culteurs, pêcheurs, hôteliers

d'une part, Etat et collectivités

A décision de poursulvre en justice la compagnie améri-caine chez elle, devant une cour fédérale, était un pari risqué, fondé sur cette exigence morale da réparation d'une fauta. L'Etat français et les communes sinistrées auraient pu se contenter d'une transaction amiable, qui ur aurait peut-être rapporté plus d'indemnités, et surtout plus vite, comme ce fut la cas après la pollution du Rhin par le groupe chimique suisse Sandoz, en 1986. ils ont voulu un procès exemplaire, qui fasse jurisprudence devent l'opinion internationale. Ils l'ont su.

Même zi les Bratons ont été finalement bien mai payés de leur peine, ils ont réusei à imposer une idée neuve dans la communauté internationale : tout pollueur, fût-il un puissant groupe multinational, doit payer ses erreurs, les victimes fussentelles des citovans sans défense.

EN 1984, après la catas-Etrophe de Bhopai, l'Inde avait choisi d'attaquer Union Carbide devant ses propres tribu-naux. La société américaine a été condamnée à verser 3 milliards de francs d'indemnités aux victimes, ce qui est peu au regard des milliers de morts et de blessés, Mais l'image du groupe en a tellement souffert qu'il a dû vendre nombre de ses actifs en Inde

Quand, le 24 mars 1989, la marée noire de l'« Exxon-Valdez» est venue frapper les côtes de l'Alaska, le géant Exxon n'a pas attendu d'être traîné en justice pour accepter de verser aux habi-tants de l'Alaska une somme beaucoup plus importante qu'aux et touchés par une marée noire de plus grande ampleur. Si les Américains d'Alaska ont été al bien indemnisés deux ans seule-ment après la catastrophe, c'est un peu sux Bretons qu'ils le doivent. La France, dans l'affaire de i'« Amoco-Cadiz», n'a peut-être pas touché son dû, mais elle a montré la voie. Tous en profitent aujourd'hui.

Lire page 8 l'article de notre correspondant GABRIEL SIMON



Transition à Kaboul

Un Conseil islamique intérimaire devrait remplacer l'ancien régime communiste

issu d'un accord réalisé vendredi 24 avril au Pakistan entre la plupart des factions de la résistance, un Conseil islamique intérimaire devrait remplacer à Kaboul l'ancien régime communiste. Il serait présidé par un dignitaire musulman modéré, M. Modjaddedi. Cependant, des groupes de moudjahidins rivaux avaient pris position samedi autour du palais présidentiel.



Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

« Si nous ne ratifions pas le traité de Maastricht, nous risquons d'assister à un démantèlement progressif de la Communauté »

Le débat sur la révision constitutionnelle firme son approbation de la procédure parlerendue nécessaire par la ratification du traité 🛮 mentaire retenue par M. Mitterrand, L'ancien de Maastricht s'engage avec la réunion publique de la commission des lois de l'Assemblée nationale la 28 avril. Dans l'entretien qu'il nous assisterait au « démantèlement progressif de la a accordé, M. Valéry Giacard d'Estaing réaf- Communauté ».

que le Parlement soit pleine-ment associé au débat sur la nationale dans la deuxième quinzaine de mai, puis au Sénat dans la première quinzaine de juin, de tricht? Pensez-vous que ce débat puisse s'engager dans les meilleures conditions? façon à aboutir à un texte conforme dans les deux assem-

doit l'aborder avec l'intention

d'aller au fond des choses et la

volonté d'aboutir à des concluaions les plus adaptées possible.

Il nous faut prendre du souffle et

ne pas vivre dans la nervosité de

l'instant. Le travail est difficile,

car l'étude du texte suppose un

examen minuticux. De son côté,

l'opinion est remplie d'inquié-

tudes, alimentées en partie par une insuffisance d'informations

sur le contenu du traité. Un

débit trop rapide, qui n'apporte-rait pas de réponses à ces

blées pour la fin juin ou le début juillet, me paraît être le bon calendrier. débat parlementaire sur la ratifi- Maigré l'insistance du RPR, la procédure référendaire n'a toujours pas votre agrément? cation du traité de Maastricht soit serein et approfondi, et qu'il contribue, sur un sujet qui en vaut la peine, à la revalorisation du rôle du Parlement. Chacun

~ Le recours au référendum comporterait deux inconvénients. Je vois mal comment on pourrait dissocier le vote pour l'Europe de celui sur l'action du président de la République. Nous n'échappe rions pas à l'ambiguité de la réponse. Il impliquerait aussi la disparition du travail parlementaire, seul moyen pratique d'améliorer le texte, et d'aider au pro-grès collectif. Les étus doivent apporter leur pierre à la pédagogie collective.

» Prenons l'exemple du droit de vote des étrangers européens aux élections municipales. Au accepte maintenant l'idée d'en

président de la République souligne que si le traité sur l'Union européenne était rejeté, an

principe. On a progressé. Sur l'af-faire de l'union monétaire, les esprits peuvent également évoluer si on pose devant les Français la vraie question : faut-il subir la loi des antres dans un système de parités de change fixes ou vaut-il mieux gérer en commun le système avec eux? Le débat peut faire progresser notre attitude nationale. Mais, de toute façon, nous sommes engagés maintenant dans la voie parlementaire...

Dans le texte adopté par le conseil des ministres est-il judi cleux d'inclure la référence à

- Le gouvernement propose d'ajouter un titre XIV, intitulé «De l'Union européenne», en laissant en place le titre XII qui s'appelle «De la Communauté», et qui vise en fait le communauté franco-africaine des années qui ont suivi l'indépendance.

DANIEL CARTON et la chronique d'ANDRÉ LAURENS

La Cour de cassation Le premier président lance

un appel au calme.

et l'affaire Touviel

L'adieu à Khomeiny

La République islamique d'Iran délaisse peu à peu l'háritage de son fondateur.

Le congrés de Force ouvrière

Depuis trois ans à la tête de FO, Marc Blondal a donné à son syndicat un style plus combatif, quitte à paraître se rapprocher de la CGT.

M^{me} Simone Veil au « Grand Jury RTL-le Monde »

M= Simone Veil, ancien ministre, député européen, invitée de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTLle Monde » dimanche 26 avril, à 18 h 30.

Le sammire complet se trouve page 18

Les exilés du Fleuve

Wolofs, Toucouleurs ou Soninkés, ces émigrants africains partis « faire la France » vivent un retour difficile

LE LONG DU FLEUVE SÉNÉGAL Agnam-Sivol, dans le départe-

de notre envoyé spécial

Leurs maigres champs de sor-gho ne les nourrissent plus. Une épouse, souvent deux, dix enfants, vingt enfants. Le désert qui s'étend. Le soleil qui brûle tout. L'exil comme destin.

Ils partent en masse « faire la France's. Sans illusions sur « Waala Fenndoo, le pays où l'eau gèle la nuit». En ont-ils jamais eu? Le fleuve Sénégal longe leurs pauvres villages. Mau-ritaniens, Maliens on Senégalais, ils sont d'abord Wolofs, Toucou-leurs et surtout Soninkes. Près de 70 % des Noirs africains installés en France sont de cette ethnie. Immigrés de toujours, toujours ils émigreront. Il n'est que d'arpenter les terres arides qui les ont vu naître et se désespèrer pour le vérifier. L'Europe peut verrouiller ses frontières et se bercer d'illusions. Ils continueront de partir. Ils n'ont guère le choix.

ment de Matam (Sénégal), porte les stigmates de la terrible sécheresse qui, depuis près de vingt ans, fait fuir ses enfants. L'âge d'or ne reviendra plus qui voyait, au mois d'août, le grand fleuve s'épancher pour une crue bienfaisante. Les marigots sont taris, les troupeaux squelettiques, le maîs et le mil incertains. Le long de la route qui, de Saint-Louis, suit le fleuve Sénégal, l'harmattan fait tourbillonner une poussière rouge qui assèche le gosier et dénude les collines. L'émigration a

écologique. Dans son grand boubou tur-quoise, Demba Ka, le chef du village, se remémorait ce jour-là les malheurs des siens. Sans l'argent des émigrés, le village serait

d'abord pour ressort ce désastre

BERTRAND LE GENDRE

Duel à Cinéville

Deux exploitants de salles s'affrontent à Aix-en-Provence, la ville de France où l'on va le plus au cinéma

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Aix-en-Provence est une ville où il fait bon aller au cinéma, entre deux pastis sirotés aux Deux garçons, à l'abri du soleil, sous les platanes du cours Mirabeau. Face au café, le Renoir et son logo très « Dernière Séance ». A deux pas, le Mazarin où les figures de Marylin Monroe, Charlie Chaplin, Jean Gabin et Michel Simon accueillent le spectateur. En bas du cours, le complexe imposant du Cézanne avec ses neuf salles et ses grosses affiches, de Dien Bien Phu h Kafka.

Les Aixois vont beaucoup au cinéma, plus que partout en France. Avec vingt cinq mille entrées par semaine pour une population de 125 000 habitants, la ville arrive en tête du box-of-fice de fréquentation des salles en Lire la suite page 8 fonction du nombre d'habi-

tants. Et si Aix veut oublier que la Dernière Tentation du Christ de Martin Scorsese a été interdit des écrans aixois, les exploitants rappellent qu'il n'y a pas de salles porno ou karaté et que leur public a plutôt bon goût, préférant la «qualité française» l'Amant, Tous les matins du monde, la Gloire de mon père, le Grand Bleu - aux films américains violents, Terminator en

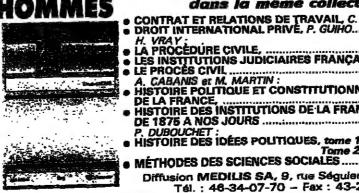
Cet engouement tient en quelques formules : « Aix-en-Provence, banlieue chic d'une Marseille sinistrée » ou « vingt-et-unième arrondissement de Paris». « Ville d'eau-ville d'art », préfère-t-on dans cette municipalité PS, qui souligne que le budget de la culture a doublé entre 1988 et 1991, passant de 18 à 36 millions de francs.

> MICHEL GUERRIN Lire la suite page 13

l'essentiel à savoir sur les Conseils de PRUD'HOMMES

Claude ORLIAC expose clairement at simplement, d'après la loi, le fonctionnement de cette juridiction d'exception, élective et paritaire, à la veille des élections prud'hom-

males de décem-



dans la même collection : DROIT INTERNATIONAL PRIVE, P. GOING.
 H. VRAY;
 LA PROCEDURE CIVILE,
 LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES FRANÇAISES
 LE PROCES CIVIL
 A. CABANIS et M. MARTIN:
 HISTOIRE POLITIQUE ET CONSTITUTIONNELLE
 DE LA FRANCE,
 HISTOIRE DES INSTITUTIONS DE LA FRANCE
 DE 1975 A MOS JOURS DE 1875 A NOS JOURS P. DUBOUCHET:

Diffusion MEDILIS SA, 9, rue Séguler, 75006 Paris.

Tél. : 46-34-07-70 - Fax : 43-25-26-18

revue juridique européenne **LEGIS** MÉTHODES DES SCIENCES SOCIALES 77 F Documentation sur demande

HEURES LOCALES M Strasbourg, Lorient, Cher-

bourg : l'armée déménage, les élus protestent a Les iles du Ponant menacées par le tourisme . La polémique sur la taxe d'habitation . Budgets, modes d'emploi pages 9 à 11

CHRONIQUE DES MARCHÉS

monétaire et obligataire ché international des capi-

A L'ETRANGER: Aberie, 4.50 DA; Marco, 8 DH; Tunisia, 750 m; Allemagna, 2.50 DM; Austrine, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2.25 \$ CAN; Antikas/Réunion, 9 F; Côte-d'hoire, 486 F CFA; Denament, 14 KRD; Espagna, 130 FTA; G.-B., 85 p. Carlos Canada, 1, 20 £; Italia, 2 200 L; Luxiambourg, 42 FL; Norvèga, 14 KRN; Pays-Bas, 2.75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suèda, 15 KRS; Sulsae, 1.30 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2 BD & Carlos Canada, 1, 20 £; Italia, 2 200 L; Luxiambourg, 42 FL; Norvèga, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suèda, 15 KRS; Sulsae, 1.30 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2 BD & Carlos Canada, 2 BD

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principaux associés de la société
Société civile
« Les Rédecteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Coloned-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
TÉ: (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléx: 4442-98-71, - Secial Biste
de la SARL le Mondre de Mésias et Réjes Europe SA

unission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGROUE LUXEMB. PAYS-BAS.	AUTRES PAYS
3 mais	460 F	572 F	790 F
6 mis	1898 F (2)**	1121	1507
1-	1/20 P···	12 MA E	· 286 F

ÉTRANGER: par voie aérienne terif sur demande. pour vous abonner accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-desses on per MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définiciés on provincires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 3 mais 6 mais 1 au

Prépom :

Code postal: _

Localité : _

Pays: _

Le Monde

Erité par la SARL Le Monde Comité de direction :

Rédacteurs en chef :

Yves Agnès Jacques Amairic Thomas Ferenczi hilippe Herreman

Hubert Betwe-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Ardré Fontains (1985-1991)

DATES

Il y a deux cents ans

La première guillotine

TN cri parcourut la foule, mas-N cri parcourut la foule, mas-sée depuis des heures jus-que sur les toits, le mercredi 25 avril 1792, dès que la charrette du condamné déboucha place de Grève (aujourd'hui place de l'Hôtel-de-Ville). Nicolas Pelletier, pauvre diable coupable d'avoir, six mois plus tôt, attaqué un passant à coups de gourdin pour lui voler un portefeuille bourré de misérables assignats, avait l'honneur d'inaugnassignats, avait l'honneur d'inaugu-rer la guillotine.

Montée sur une estrade, pour que les assistants puissent plus confortablement jouir du spectacle, la machine dressait ses « bois de justice » dans le soleil printanier. L'opération fut menée de main de maître par Charles-Henri Sanson, quatrième titulaire de l'office d'exécuteur de Paris appartenant à cette dynastie séculaire, rompue, si l'on peut dire, à des supplices d'une technique plus exigeante : décollation à la hache, pendaison, bûcher, roue, écartèlement, parfois agrémentés de tortures ultimes, mutilations aussi accessoires que

Saisi par les aides, plaqué sur une planche qui bascule, le cou prisonnier d'un demi-collier de fer, Nicolas fut décapité sans bavure, chance que tons ses successeurs n'auront pas. Sanson lâchs les cordes qui retenaient le couperet. La tête tomba dans un sac de cuir tendu ouvert sous le menton : le corps fut roulé en un instant dans le coffre qui l'attendait, béant, à côté du nouvel instrument. Les spectateurs, qui ne se privaient pourtant jamais de conspuer les bourreaux maladroits obligés de s'y reprendre à plusieurs fois pour achever leur patient, ne cachérent pas leur déception d'une cérémonie si expéditive. Le lendemain, les Parisiens chantonnaient : « Rendez-moi ma potence de hois / Rendez-moi ma potence de hois / Rendez-moi ma potence de lois / Rendez-moi moi ma potence de lois / Rendez-moi ma pote dez-moi ma potence de bois,/ Rendez-moi ma poten-en-ence... »

La guillotine, invention francaise & jui allait devenir le symbole universel de la mise à mort légale et exposer quand elle fut mise an week telle the mise an week telle fut mise an week telle fut pas à forigine objet de répulsion.

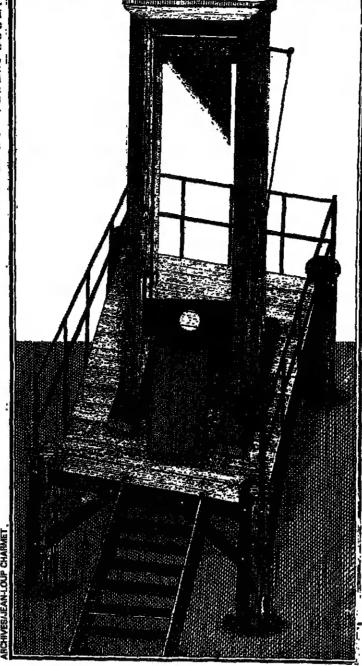
La Révolution héritait de l'Ancien Régime un système de répres-sion terrible qui n'avait de justice que le nom. On supplicieit et exécutait pour un oui ou pour un non, et ce n'était pas spécifique à la du règne de Henry VIII d'Angleterre, soixante-douze mille de ses sujets furent condamnés à la pendaison. A supposer qu'ils fussent établis (ce qui n'était pas la préoc-cupation première de tribunaux qui, jusqu'en 1780, se satisfaisaient comme prenves d'aveux et dénonciations extorqués par un arsenal de tortures), les crimes ne rece-vaient pas les mêmes qualifications et sanctions partont dans le royaume de France ni, surtout, pour tous les justiciables. « Selon que vous serez puissant ou miséra-ble,/ Les jugements de cour vous feront blanc ou noir. » En deux vers, La Fontaine s tout dit. « La qualité du supplice est réglée par les juges suivant l'atrocité des circonstances, les personnes et autres », écrit en 1756 l'avocat Rousseaud de la Combe recensant les trente motifs d'inculpation passibles de mort, les délits sexuels et la personne des domestiques étant particulièrement visés. En 1762 fat pendue à Paris une domestique, Jeanne-Marie Houillon, déclarée coupable d'avoir volé une serviette.

L'égalité mécanique des châtiments

Sans doute parce que la mort prompte est moins douloureuse, la décapitation, peine non infamante, était, sauf circonstances exceptionnelles, privilège de la noblesse. « La hache au noble, la corde au vialn », précisait un dicton. On pendait encore des enfants au dix-huitième siècle, mais c'était... sous les aisselles, châtiment prétendu-ment symbolique qui n'en entraînait pas moins fréquemment une mort airoce. Plus attaqué encore par les intel-

lectuels (Voltaire obtenant la réha-lectuels (Voltaire obtenant la réha-bilitation de Jean Calas trois ans après sa mise à mort) que dans les cahiers de doléances, un système aussi dévoyé de son objet ne pou-vait survivre à la tourmente révolutionnaire. Ce n'est pas un effet du hasard si l'événement qui passa pour fondateur de la Révolution fut le saccage d'une prison, suivi de l'adoption d'une Déclaration des droits de l'homme. Dans la foulée. la Constituante s'attaqua à la réforme de l'institution entière,

Rarissimes étaient ceux qui, comme Robespierre (dont la conviction ne résista pas à l'exercice du pouvoir), remettaient en



Gravure de 1793, Musée Camavalet.

cause la légitimité de la peine de dans le débat un homme dont mort pour les assassins avérés, Mais tout le monde ou presque pensait comme Montaigne qu'e en la justice même, tout ce qui est au-delà de la mort simple » est « pure cruauté » et que « nous devrions avoir respect d'envoyer les âmes en bon état ; ce qui ne se peut, les ayant agitées et désespérées par des tourments insupportables ». Marat voulait que la peine de mort ne fut « jamais cruelle ». Pour les crimes les plus graves, disait-il, « on rendra affreux l'appareil du supplice, mais la mort sera douce ». C'est alors qu'intervint

nom allait faire le tour du monde, mais sa renommée n'aura pas l'aloi qu'il espérait.

Médecin quinquagénaire, fils d'un avocat de Saintes, très lancé dans la société parisienne, le monde des lettres et des arts, le docteur Joseph Guillotin avait fait campagne pour que les députés du Tiers aux Etats généraux fussent égaux en nombre à celui des autres ordres, ce qui lui avait valu de comparaître en justice et d'être triomphalement acquitté.

une activité inlassable. Le 6 octobre 1789, il fut de ceux qui escor-tèrent le roi quasi prisonnier de Versailles à Paris. Quatre jours plus tard, il monta à la tribune pour réclamer l'égalité des peines, mais la discussion tourna court. Il intervint derechef le 1º décembre, avec un discours dont le texte a disparu, mais dans lequel il demandait la décapitation de tous les condamnés à mort « par un interle mécapitation de simple mécanisme ».

L'idée d'une machine à décapiter n'était pas nouvelle. Une telle machine est décrite dans un des romans de la Table ronde (treizième siècle), et de nombreux documents attestent qu'il avait été fait usage de ces instruments, de conceptions variées, dans beaucoup de pays. Mais le docteur Guillotin s'en fit, avec chaleur, l'avocat, pour des raisons humanitaires, et terdes raisons humanitaires, et ter-mina par ces mots: « Le couperet siffle, la tête tombe, le sang jaillit, l'homme n'est plus. Messieurs, avec ma machine, je vous fais sauter la tête en un clin d'œil, et sans que vous éprouviez la moindre douleur » (ou, selon une autre version : « Vous ne sentirez qu'une légère fraîcheur sur le cou »). Péro-raison saluée d'un immense éclat

« Un Allemand, facteur de clavecius »

Ce jour-là, la Constituante décida l'égalité des peines « quels que soient le rang et l'état des coupables » ainsi que la suppression de l'infamile qui marquait les familles des condemnée maie alle familles des condamnés, mais elle ne se prononça pas sur le mode d'exécution. L'égalité mécanique des châtiments, sans considération de l'atrocité du crime, était mal acceptée. En outre, les maladresses de Guillotia, son humour involon-taire et peut-être la spécificité cocasse de son nom frapperont l'opinion. Le rire des Constituants et les chansons gagneront la France entière: « Le député Guillotin./ Dans la médecine/ Très expert et très malin./ Fit une machine/ Pour purger le corps français/ De tous les gens à projets./ C'est la guillotine. ô gué!/ C'est la guillotine. »

Le médecin philanthrope ne s'en reieva pas. Il renoncera à tout rôle politique, fera quelques jours de prison après Thermidor et mourra dans l'indifférence, en 1814.

La question qu'il avait soulevée restait cependant sans réponse. En attendant, on pendait, tradition d'autant plus pénible qu'elle res-tait, dans l'opinion, marque d'infa-mie. En juin 1791, en adoptant un nouveau code, les Constituants décidérent que, noble ou roturier, « tout condamné à mort aura la tête tranchée ». Restait à préciser comment. L'expert numéro un, Sanson, estima qu'il avait son mot

Député parisien, il déploya dans les premiers mois de la Révolution A poine mieux considéré que sa « clientèle », le bourreau redoutait les effets d'un spectacle sanglant

qui ne serait plus exceptionnel. a Pour que l'execution puisse se terminer suivant l'intention de la loi, écrivit-il au ministre de la justice, il faut que, sans aucun obstacle de la part du condamné, l'exécuteur se trouve être très adroit, le condamné très ferme, sans quoi l'on ne parviendra jamais à terminer cette exé-cution à l'épée sans qu'il arrive des scènes dangereuses. » Le ministre fut de son avis. Force était de recourir à ce qu'on appelait déjà la « guillotine ».

Chargé de sa réalisation, Roederer, procureur général, mena l'affaire rondement. Après avoir consulté Guillotin, il s'adressa à la sommité en médecine légale, le docteur Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie. Soulignant dans sa lettre du 10 mars 1792 que Sanson « ne peut promet-tre de couper la tête » au sabre et « fait craindre qu'il ne la scie », il demanda au médecin de lui propo-ser « des movens ». En quelque ser * des moyens *. En quelques jours, l'homme de l'art établit un projet, en posa les principes (« tranchoir oblique, croissant de fer embrassant le col du patient ») et en chiffra les mesures. Seule la hauteur fut portée en cours de construction de 10 à 14 pieds

Le docteur Louis proposa même un fabricant, « un Allemand, facteur de clavecins », Tobias Schmidt. Le charpentier des domaines pressenti, arguant que ses ouvriers deviendraient » des espèces de proscrits » qu'il faudrait « payer exorbitamment », deman-dait la somme astronomique de 5 660 livres pour un prototype. Schmidt proposa un devis de 960 livres et enleva le marché le 10 avril. Après quelques essais sur des bottes de paille et un mouton vivant, la machine décapitait trois cadavres le 17 avril à l'hôpital de Bicêtre devant Louis, Guillotin et un parterre de leurs confrères. "Un diner simple et frugal » suivit la cérémonie. Huit jours plus tard, avec Nicolas Pelletier, la guillotine commençait sa carrière.

Sous tous les régimes

Louis, qui comme Guillotin avait voulu faire acte d'humanité, et dont les détracteurs tentèrent vainement d'attacher le nom à l'œuvre (la Louisette, la Louison), mourut dans son lit le mois suivant, à soixante-neuf ans. Quant à Schmidt, esprit fertile qui se prévalait de toutes sortes d'inventions. sa fortune était faite. Comme jadis chaque seigneur avait son exécu-teur, il fallut pourvoir les quatrevingt-trois départements.

D'ailleurs, la Terreur n'était pas loin. Malgré la concurrence qui s'était éveillée, Schmidt conserva le marché français, mais ne put emporter celui des neuf départements beiges annexés ai, comme il le tenta, faire breveter son travail. Il mourut sous l'Empire, de delirium tremens.

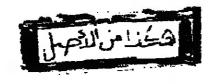
On guillotina sous tous les regimes. Sous l'Occupation, l'Etat français guillotina des résistants. Après avoir fait tomber les têtes de neuf communistes à la Santé le i= mai 1944, le bourreau Desfourneaux reprit du service en 1946 (entre-temps, on fusillait) pour exé-cuter le docteur Petiot, condamné pour l'assassinat de vingt-sept per-sonnes. Le maréchal Pétain, rompant une tradition quasi cinquantenaire, envoya cinq femmes à la guillotine; le président Auriol maintint cet usage en refusant en 1947 et 1949 la grâce de deux femmes, condamnées pour l'assas-sinat de leur mari. On guillotina force membres du FLN pendant la merre d'Alossia guerre d'Algérie.

Les présidents Fallières (entre 1906 et 1909) et Pompidou (entre 1969 et 1972) gracièrent systématiquement, mais finirent sous la pression de l'opinion par mettre fin l'un et l'autre à cette rémission avec une quadruple et une double exécution. On guillotinait cependant de moins en moins. De deux et plus par mois en moyenne à la fin de la III République, le nombre des exécutions tomba à deux puis une par an au début de la Ve République. Le dernier guillo-tiné fut Hamida Djandoubi, le 10 septembre 1977, à Marseille, prar l'assassinat d'une jeune fille. A l'initiative du président Mitter-rand, la peine de mort fitt abolic le 10 octobre 1981.

MAURICE DELARUE

* Cet article est basé sur le livre très locumenté de Jacques Delarue: le Métier le bourreau (Favaer 1979)





ha sophaite obte s son conflit ter

Section 1

State of State

1/ t. ロボン・デー作機 La St. Service Co. 1 2777 Allendar And State of Control of Populari de la companya del companya del companya de la companya d Motor de la company de la comp

La harana

Artes Parket

Le gouvernement décide d'adoucir sa politique économique

Le gouvernement russe s'est réuni, vendredi 24 avril, pour la première fois depuis la tenue du Congrès des députés, en l'absence du président Eltsine. Il a reporté les remaniements partiels promis aux députés, mais a confirmé les allègements de l'austérité monétaire. Des mesures que le vice-premier ministre Egor Gaïdar est parti aussitôt après défendre auprès du groupe des Sept à Washing-

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Régions les chases tranquillement de manière réfléchie, afin de ne pas répéter les erreurs du passé. » En fai-sant cette déclaration, vendredi 24 avril, à l'issue de la réunion du gouvernement russe, M. Egor Gaï-dar a voulu montrer que l'exécutif restait maître de son destin et de son emploi du temps. Un avertisse ment à l'intention des députés qui avaient manifesté leur mauvaise humeur à l'égard du gouvernement au cours des dernières semaines. On supposait en effet que ce premier conseil des ministres après le Congrès des députés procéderait à plusieurs remaniements et à une réorganisation de ses services. Or, selon un conseiller économique du gouvernement, M. Alexei Oulioukalev, ces modifications interviendront seulement « dans deux ou trois

victoire psychologique pour M. Boris Eltsine dans le conflit qui l'oppose à des parlementaires

Le gouvernement a toutefois temu compte des souhaits de la majorité des députés et de la population en des députés et de la population en concrétisant ses promesses d'infléchir la politique économique dans les mois à venir. Pour rendre le pessage au libéralisme plus acceptable, il a ainsi prévu de relâcher un peu le crédit, d'accroître le déficit budgétaire et d'augmenter – de 80 % – les salaires des fonctionnaires. Pour le deuxième trimestre, le déficit budgétaire, qui était quasiment cit budgétaire, qui était quasiment nul au premier trimestre, passerait ainsi à 7 % environ du produit national brut. L'exécutif accordera plus facilement des prêts aux entre prises et augmentera les dépenses sociales. Le pouvoir a aussi propose la création d'un fonds non gouvernemental chargé d'attirer les investisse-ments en vue de réaliser la réforme

Crise des liquidités

Autre mesure annoncée : une hausse substantielle des prix du pétrole – de 350 à environ 2 000 roubles la tonne – et du gaz naturel – de 1 100 à 1 600 roubles le mètre cube. Il faudra attendre le milieu de l'été pour que les prix dans ce secteur soient totalement

L'annonce de ce plan, surtout pour ce qui concerne le salaire des fonctionnaires et les dépenses

sociales pour une population aux conditions de vie en chute libre, ris-que de faire grincer les deuts des responsables du Fonds monétaire international. Son directeur général Michel Camdessus avait averti jeudi (le Monde du 25 avril) qu'il faudra a plus de temps » à son institution pour donner son accord au plan de réforme de l'économie russe si Moscou adoucissait son programme. M. Gaïdar est parti samedi pour Washington afin de négocier avec les responsables des sept pays les plus industrialisés les conditions d'octroi de l'aide internationale à la Russie. « Nos partenaires du FMI et des autres organisations internationales font preuve de compréhension à notre égard, et nous sommes convaincus que l'adhésion de la Rus-sie au FMI aura lieu dans les dèlais prévus», a néanmoins affirmé M. Oulioukaïev.

Il reste que ce relâchement, même léger, de la rigueur budgétaire va rendre encore plus aigué la crise des liquidités, un des problèmes majeurs qui se posent aujourd'hui en Russie. Le gouvernement ne va-t-il pas être obligé, malgré ses engagements, de faire fonctionner à nouveau la planche à billets, ce qui pourrait pré-cipiter la chute du rouble et, partant, rendre caduc tout le processus de réforme? Quant à M. Gorbatchev, de retour du Japon, il a déclaré : « Il faut aller de l'avant, mais pas avec des méthodes de comboy.» Tout en précisent bien entendu que ce comprécisant, bien entendu, que ce com-mentaire ne visait personne particu-

JOSÉ-ALAIN FRALON

DIPLOMATIE

Alors que M. Miyazawa est attendu à Paris et à Bonn

Tokyo souhaite obtenir le soutien du G7 dans son conflit territorial avec Moscou

négociations sur l'aide financière. internationale à la CEI, les Japonais vont chercher, lors de la réunion des ministres des finances des sept pays les plus industrialisés, qui se tient dimanche 26 avril à Washington (lire page 18 l'article de notre envoyée spéciale Françoise Lazarel, à convaincre leurs partenaires de soutenir laur revendication territoriale à l'égard de la Russia et d'exercer des pressions sur Moscou pour que la détente qui prévaut en Europe se fasse également sentir en Extrème-Orient ex-soviétique. Ces problèmes seront abordés par le premier ministre nippon, M. Kiichi Mivazawa, au cours de sa visite en France et en Allemagne la semaine prochaine.

TOKYO

de notre correspondant

Lors de la dernière réunion du G7, le mois dernier, Tokyo avait émis des réserves sur les engagements annoncés par Bonn et Washington de fournir à l'ex-URSS une aide de 24 milliards de dollars.

Q Visite du premier ministre turc en Asie centrale et dans le Cancase.

dans les Républiques turcophones

d'Asie centrale, au Tadjikistan et

en Azerbaïdjan, M. Demirel doit

inaugurer les ambassades de Tur-

quie dans ces Républiques ancien-

nement soviétiques. Le ministre

turc des affaires étrangères.

M. Hikmet Cetin, avait déjà effec-

tué une tournée dans ces régions

M. Mitterrand à Venise.

fin février. - (AFP.)

Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, devait entamer, lundi 27 avril, une tournée le Japon en contestait le montant ainsi que les modalités (ie Monde

Ces réticences nippones s'expliquent par la crainte de perdre un levier précieux dans leurs négociations avec Moscou en vue de la restitution des quatre lles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques à la fin de la seconde guerre mondiale, s'ils souscrivent sans contrepartie au programme d'aide à la Russie. « Nous sommes prêts à contribuer à l'aide multilatérale à la Russie, mais il y a un seull que nous ne sommes pas disposés à franchir», nons a déclaré un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères.

Tant à Washington que, la semaine prochaine, lors de sa visite à Paris et à Bonn, M. Miyazawa tentera de l'aire admettre à ses par-tenaires la nécessité de ne pas dis-socier entièrement aide et compromis sur ce que Tokyo estime être ses « territoires du Nord », et une démilitarisation progressive de la

Les récentes déclarations du pre-mier ministre et du chef de la diplomatie nippone, M. Watanabe, sont symptomatiques de la flexibi-lité dont entendent faire preuve les Japonais, Sur le fond, ces déclarations n'apportaient rien de nou-

Quelque peu isolés dans les Tout en précisant qu'il n'était pas veau : Tokyo serait d'accord pour processions sur l'aide financière opposé au principe d'une telle aide, récupérer, dans un premier temps, deux des quatre îles, laissant les deux autres sous administration russe, à condition que Moscou s'engage à les restituer plus tard. Un tel compromis permettrait la conclu-sion d'un traité de paix nippo-russe, ouvrant la voie à une coopération économique entière entre les deux

Ce sont là, en fait, les termes du compromis soviéto-nippon de 1956, qui n'avait pu se concrétiser alors en raison de l'opposition des Etats-Unis et qui fut aussi, pour les Japo-nais, la base de négociation lors de la visite, infructueuse, de M. Gor-bachev à Tokyo en mai 1991.

Ces initiatives visent à montrer à ses partenaires que le Japon est prêt à participer à l'aide à la Russie pourvu qu'il y ait de leur part une prise en compte du problème parti-culier auquel il est confronté. Elles ont aussi pour objectif d'atténuer l'hostilité des populations locales à la restitution des îles, en prévision de la visite que doit effectuer en septembre à Tokyo M. Boris Eltsine. Disposés à une certaine flexibilité, les Japonais attendent un mette de la visite que considerat un mette de la laponais attendent un literature de la la laponais attendent un literature de la laponais attendent un geste de Moscon qui, pour l'instant, tarde à se concrétiser. Ils espèrent convaincre leurs partenaires de les sontenir et d'exercer une pression sur les Russes.

PHILIPPE PONS

La ratification des accords de Schengen par les Pays-Bas reste incertaine

LA HAYE de notre correspondant

Les huit pays signataires de l'accord de Schengen et de sa conven-tion d'application (1) envisagent de confier à un comité de juristes une étude sur la possibilité d'étendre la compétence de la Cour européenne de justice à l'interprétation et au contrôle de l'application de ces deux textes. C'est ce qu'annonce le gou-vernement néerlandais dans un mémoire transmis récemment à la Chambre des députés.

M. François Mitterrand devait se En février dernier, une majorité rendre lundi 27 avril à Venise afin parlementaire s'était dégagée pour poser plusieurs préalables à la rati-fication des documents de Schengen. d'être fait docteur honoris causa en philosophie de l'université. Le chef La «promotion» de la Cour euro-péenne de justice, à Luxembourg, comme organe juridictionnel de l'Etat sera accompagné par le ministre des affaires ètrangères, M. Roland Dumas, et par celui de suprême de l'« espace Schengen » était l'une des exigences formulées par les députés. Il n'est pas sur que l'éducation et de la culture,

l'annonce d'une simple étude à ce sujet les satisfasse.

En revanche, la Chambre obtient satisfaction sur un autre point : les projets de décision du comité exécutif de Schengen lui seront «en principe» soumis, afin qu'elle en discute avec le gouvernement. La date de la ratification des accords de Schengen par le Parlement néerlan-dais n'est toujours pas fixée. Au ministère des affaires étrangères, où l'on attend toujours l'avis définitif du Conseil d'Etat, on n'exclut pas que le vote n'ait lieu que l'année pro ce qui empêcherait l'entrée en eur des accords à la date prévue du le janvier 1993.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Altemagne, pays du Benelux, France, Italie, Portugal et Espagne. La Grèce a un statut d'observateur et le Danemark envisagerait de rallier l'acspace Schengen».

A New-York

L'ONU appelle au respect de la trêve en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé, vendredi 24 avril, à un respect immédiat et total du ces-sez-le-feu en Bosnie-Herzégovine (conclu la veille entre les belligérants en présence de Lord Carrington, président de la Conférence pour la paix en Yougoslavie) et à la cessa-tion de toute ingérence dans cette République. Dans une déclaration solennelle lue en séance formelle, le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur du Zimbabwe, M. S. Chigwedere, a indiqué que «les membres du Consell [prisient] les trois communautés de Bosnie-Herzègovine (Croates, Musulmans, Serbes) à participer activement et d'une manière constructive aux conversa-tions auxquelles elles ont donné leur accord en vue de conclure et de mettre en auvre les arrangements constitutionnels discutés dans le cadre des égociations tripartites».

Le Conseil, a ajouté le président,

« exige que cesse immédiatement toute forme d'ingèrence extérieure à la Bosnie-Herzégovine » et demande conditions au déclenchement d'une aux pays voisins de la Bosnie a d'exercer leur influence en vue de metire un terme à ces ingérences». Par ailleurs, il «condamne publiquement et sans réserve l'usage de la force et appelle toutes les forces régu-lières et irrégulières à se comporter en accord avec ces principes».

Auparavant, la France avait officiellement demandé l'envoi d'une force de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine. L'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, avait remis au président en exercice du Conseil une lettre invitant cette instance à se réunir d'urgence à propos de la situation en Bosnie-Herzégovine. Mais, dans un rapport rendu public, vendredi, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a estimé que l'envoi de «casques

nouvelle opération de maintien de la paix dans cette République n'est, selon lui, actuellement remplie. Les Etats-Unis n'y sont également pas

Par ailleurs, le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est rentré, vendredi soir, à Paris après une mission en Bosnie-Herzégovine. L'avion du ministre, en provenance de Sarajevo, avait à son bord cent dix-neuf femmes et enfants bosniaques qui devaient être répartis entre différentes familles françaises ou yougoslaves installées en France. « C'est une guerre cruelle, scandaleuse et meurtrière», a notamment déclaré M. Kouchner à son arrivée à Roissy. - (AFP, Reuter.)

La France, l'Allemagne et la Pologne demandent au Conseil de sécurité de revoir sa position

Les ministres français, allemand et polonais des affaires étrangères ont demandé, vendredi 24 avril, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour qu'il étende la mission des « casques bleus» en Yougoslavie à la Bosnie-Herzégovine. Par cette démarche, les trois ministres appelient donc le Conseil de sécurité à revoir sa position, après qu'un rap-port du secrétaire général, M. Bou-tros-Ghali, eut écarté l'idée d'une telle intervention en Bosnie-Herzé-

govine (lire ci-dessus). MM. Roland Dumas, Hans Die-

trich Genscher, et Krzystos Skubis-zewski, ont en vendredi à Trémolat, en Dordogne, plus d'une heure d'entretiens consacrés notamment à la Yougoslavie, au Haut-Karabakh et à l'Afghanistan. « Nous condamnons tout usage de la sorce comme règlement des crises en Europe et dans le monde. Il faut prévenir la résurgence des nations lismes », ont-ils déclaré dans un communiqué publié à l'issue de la

Les trois ministres, qui avaient décidé l'année dernière à Weimar de se rencontrer ainsi régulière-

PTALIE

les efforts de la CSCE, dont ils espèrent qu'elle connaîtra une étape importante de son développement lors du prochain sommet d'Helsinki en juillet. M. Roland Dumas a mis l'accent sur l'éventuelle création d'une « commission d'arbitrage et de conciliation » du type de celle créée pour la crise

Le ministre polonais a quant à lui souligné l'importance pour son pays de la prochaine ratification par les Douze du traité de Mass-tricht - (Reuter.)

POLOGNE Grande manifestation de Solidarité à Varsovie

Une marche réunissant des dizalnes de milliers de personnes réunies par les militants de Solidarité et venues de toute la Pologne s'est achevée dans le calme, vendredi 24 avril, aux pieds du palais présidentiel à Varsovie. Cette mani-festation, la plus importante depuis l'éviction des communistes en 1989, se déroulait avec des slogans tels que « professionnels au pouvoir, politi-ciens à la poubelle! », deux jours après le nouvel échec des pourparlers pour un gouvernement de plus large coalition (le Monde du 24 avril). Le président Walesa, sorti pour s'adresser à la foule, a été accueilli par des sifflets, mais a fini par dominer la situation en annoncant qu'il participerait, « aux côtés des syndicalistes », sux pourparlers qu'ils doivent entamer avec le pre-mier ministre Jan Olszewski le 4 mai. Au même moment, ce dernier gagnait un répit au Parlement, qui décidait - à la faveur d'une querelle de procèdure - de reporter de deux semaines un vote crucial sur les revenus des retraités et employés de l'Etat, susceptible de ruiner les promesses faites au FMI

sur l'adoption d'un budget de rigueur. - (AFP, Reuter.)

"Le cabinet a démissionné après les élections lègislatives

Le président du conseil, M. Giulio Andreotti (démocrate chrétien) a annonce, vendredi 24 avril, la démission de son gouvernement, le cinquantième enbinet italien de l'après-guerre. Cette démission était rendue nécessaire par la Constitution, après les élections législatives des 5 et 6 avril.

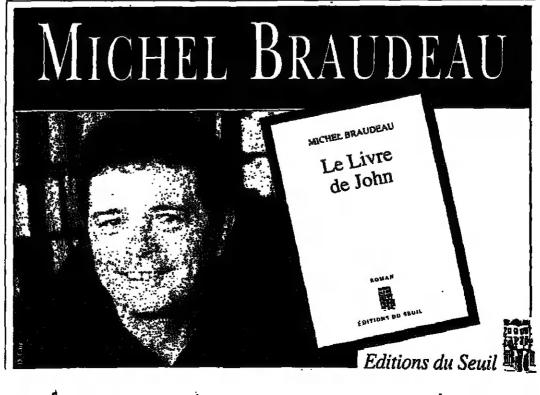
En revanche, le président de la République, M. Francesco Cossiga, dont le mandat vient normalement à échéance début juillet, envisagerait lui aussi de démissionner. Selon le secrétaire du Parti libéral, M. Renato Altissimo, qui s'est entretenu, vendredi, avec M. Cossiga, le chef de l'Etat aurait l'inten-tion de se retirer « pour faciliter la solution du problème de la formation d'un nouveau gouvernement ».

Le gouvernement sortant de centre gauche, composé de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste, et de deux petites formations, le Parti libéral et le Parti social-démocrate, était devenu minoritaire, avec moins de 49 % des voix, aux dernières élections. - (AFP.)

□ BULGARIE: un ex-premier ministre communiste arrêté. -M.: Gincorguir Atamassov achef du dernier gouvernement de l'ère Jivkov. a été arrêté, vendredi 24 avril, et accusé d'avoir détourné des fonds destinés aux orphelinats en faveur de participé à la résistance antifasciste en 1943-44». M. Atanassov est le second responsable accusé dans le cadre d'une enquête juridique sur la crise économique du pays, après la condamnation à deux ans de prison, en 1991, de l'ex-ministre de l'économie Stoïan Ovtcharov, - (AFP.)

u FINLANDE : nouveau ministre de la santé. - M. Jorma Huuhtanen, centriste, a été nommé, vendredi 24 avril, ministre de la santé et des affaires sociales, en remplacement de M= Ecva Kuuskoski, centriste également. Celle-ci avait annoncé, mercredi 22 avril, qu'en désaccord avec les mesures d'austérité récemment décidées, notamment dans le secteur de la santé et des affaires sociales, elle quittait le gouvernement de coalition de centre droit, dirigé depuis un an par M. Esko Aho. -(AFP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE: La princesse Anne a divorcé. - La princesse Anne et le capitaine Mark Phillips ont officiellement divorcé, jeudi 23 avril. Ce divorce avait été annoncé le 13 avril par le Palais de Buckingham (le Monde du 15 avril). - (AFP.)



M. Chris Patten est nommé gouverneur de la colonie britannique

Le président du Parti conservateur britannique, M. Chris Patten, a été nommé, vendredi 24 avril, nouveau gouverneur de Hongkong. Il doit conduire en douceur le processus de transition qui verra la colonie britannique revenir à la Chine, len juin 1997. Notre envoyé spécial à Hongkong, Francis Deron, nous indique que les milleux politiquement actifs de la colonie britannique ont accueilli avec circonspection cette nomination.

Plusieurs figures publiques de la colonie se sont félicitées de voir succéder un « poids lourd » plus politique à lord David Wilson of Tillyorn, un éminent représentant de la tradition des sinologues du Foreign Office. D'autres personnalités, notamment proches des milieux libéraux qui forment l'opposition locale, ont regretté que ce e poids lourd » ait été « allégé » par sa récente défaite électorale personnelle aux élections parlementaires britanniques du 9 avril.

LONDRES

de notre correspondant

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a rappelé, en commentant la nomination de M. Chris Patten au poste de gouverneur de Hongkong, que celui-ci a, et aura, « un accès direct » auprès du gouvernement, c'est-à-dire qu'il pourra en référer « à tout moment » lui-même et au premier ministre, M. John Major, dont il est l'un des proches. Tel n'était pas le cas du eouverneur sortant.

Ce choix en faveur de l'un des cinq ou six horames politiques les plus influents de l'establishment britannique souligne, de façon spectaculaire, l'attention que porte Londres au devenir de l'une des dernières colonies de l'extempire. Au moment où Pékin ne cesse d'accroître ses pressions politiques sur le territoire, le « message » n'est

M. Patten devra trouver un subtil équilibre entre deux exigences : d'une part, donner suffisamment de gages à la population de Hong-kong, qui souhaite s'entourer du maximum de garanties démocratiques avant d'être « rendue » à la Chine; d'autre part, conserver les meilleures relations possibles avec Pékin, afin de ne pas hypothéquer l'avenir, c'est-à-dire, en particulier, le maintien de la stabilité et de la

prospérité du territoire. M. Patten est l'homme d'un suc cès et d'un échec spectaculaires. Le succès est celui, contre toute attente, du Parti conservateur lors des élections parlementaires du 9 avril, victoire dont il fut l'un des principaux artisans: le second est sa défaite cuisante dans sa propre circonscription de Bath, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où il n'est pas parvenu à se faire réélire. Cet échec l'empêchait de rester au gouvernement, où il exerçait les fonctions de chancelier du duché de Lancashire (dont les revenus financent en partie l'institution

M. Patten a longuement hésité avant d'accepter cet exil doré à Hongkong, qui l'éloigne de la vie politique pendant cinq ans. Mais le président du Parti conservateur (un poste qu'il occupait depuis novembre 1990, et qui devrait revenir à Sir Norman Fowler) n'aura que cinquante-trois ans en 1997.

Catholique, ancien élève d'Oxford, M. Patten a été le collaborateur de lord Carrington (alors président du Parti conservateur), avant d'être élu, en mai 1979, à la Chambre des communes. Devenu membre du gouvernement en 1983, il a occupé différents postes ministériels dans les gouvernements de trois premiers ministres : M. Edouard Heath, Mª Thatcher et M. Major. Un moment écarté du pouvoir par M= Thatcher (il est l'auteur d'un livre très critique contre la « Dame de fer»), M. Patten a la réputation, paradoxale, d'un « homme extrêmement agréable et sympathique devenu un politicien tout ce qu'il y a de déplaisant »... pour ses adversaires

LAURENT ZECCHING

AFGHANISTAN: pour le quatorzième anniversaire du coup d'Etat communiste

Un conseil intérimaire islamiste doit s'installer à Kaboul

Sauf coup de théâtre, un conseil islamique de cinquante et un membres devait s'instal-ler à Kaboul au cours du week-end, ou au plus tard lundi 27 avril, jour du quatorzième anniversaire de la sanglante prise du pouvoir à Kaboul par des officiers pro-soviétiques et le Parti démocratique afghan (PDPA, com-muniste). Le général Abdul Rahim Hatif, qui avait été élu le 18 avril par le Parlement de l'ancien régime pour succèder à l'ex-prési-deat Najibullah, a confirmé qu'il transmettra tous les pouvoirs à M. Sighatullah Modjad-dedi, désigné vendredi 24 avril à Peshawar (Pakistan) à la tête de cette instance intéri-

Une semaine de négociations «à l'afshane» - sans désemperer et avec nombre de ruptures et retournements - ont été nécessaires aux factions islamistes pour aboutir à un compromis qui devrait désor-mais permettre l'entrée officielle dans Kaboul des guérilleros. La transition devrait être pacifique, estime-t-on généralement dans la capitale, malgré les difficultés de

dernière heure soulevées par le chef du Hezb-i-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar. Celui-ci a, en effet, déclaré n'être que « par tiellement » d'accord avec le compromis de Peshawar – une formulation qui ressemble à un désaveu de ses subordonnés qui ont négo-

L'accord du 24 avril scelle une alliance temporaire de la majorité des vainqueurs. temporaire de la majorité des vainqueurs.

M. Hekmatyar s'est vu sauver la face en obtenant que le futur premier ministre soit issu des rangs de son parti. Mais le commandant Massoud recevra, sans doute personnellement, la charge plus substantielle de ministre de la défense. Et le chef de sa formation Jamiat-i-Islami, l'intellectuel islamiste tadjik Borhanuddin, l'intellectuel islamiste tadjik Borhanuddin, d'habani, doit appade quant l'été le tête débani, doit appade quant l'été le tête des pares poit l'été le tête des pares partires. prendre, avant l'été, la tête d'un « conseil suprême», avec le rang de chef d'Etat. L'autorité de cette instance, composée des egrands commandants » mondishidins, sera supérieure à celle du gouvernement. Dans le cabinet à venir, les affaires étrangères reviendront à un royaliste, l'éducation à la

dissidence du Hezh (dirigée par M. Yunus Khalès) et l'intérieur au lttehad (intégriste) de M. Rasoul Sayyaf.

Le conseil des cinquante et un qui doit recueillir le pouvoir du régime de Kaboul n'aura qu'une durée de vie très brève : deux mois. Sa composition, qui exclut toute représentation de l'ancien régime, fait une part belle aux chefs militaires de la résistance, qui y comptent trente représentants. Les ulemas (dignitaires religieux) y seront dix, tout comme les partis de Peshawar.

Chacune des dix formations politiques qui ont participé aux négociations - y compris les chiftes - auront un nombre égal de repré-sentants dans chacune de ces trois catégories. Cette disposition a été dénoncée par les chefs du Wahdat (front unifié de sept factions chiites de la mouvance de Téhéran), qui estiment inacceptable une représentation inférieure au quart des sièges (les chittes regroupent un peu plus de 15 % de la popu-lation). Mais, selon M. Rabbani, qui a pré-sidé vendredi dans la nuit à Peshawar une devrait pas soulever de contestations vio-

Des interprétations contradictoires sont cependant déjà données sur le point de savoir si des élections, ou toute consultation plus traditionnelle du peuple afghan, auront lieu. Mais l'accord du 24 avril a surtout pour vertu de mettre fin à la situation dangereuse qui régnait, depuis une semaine, aux abords de Kaboul, cernée, et même déjà infiltrée, par des groupes moudjahidins rivaux (voir le reportage de Bruno Philip).

L'entente de Peshawar s'est concrétisée au moment où arrivait à Islamabad le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali – une « coïncidence » qui doit beaucoup à la volonté unanime des islamistes de règler les problèmes de pouvoir «entre Afghana», sans interférence étrangère. Les premières réac-tions interdationales n'en ont pas moins été

Des milliers de moudjahidins sont déjà dans la capitale

KABOUL

de notre envoyé spécial

Les moudishidins sont de plus en plus nombreux à s'infiltrer dans la plus nombreux à s'infiltrer dans la capitale, prenant le contrôle de la ville avant même la passation des pouvoirs entre l'ancien régime et le nouveau Conseil de cinquante et un membres, créé après l'accord, vendredi 24 avril, au Pakistan entre les factions de la guérilla islamiste « Ils sont de deux mille à trois mille », selon le ministre de l'intérieur, M. Paktin. A en croire certains com-M. Paktin, A en croire certains com-mandants de la résistance rencontrés vendredi à la périphérie de Kaboul, ils seraient déja « une dizaine de mil-

Quoi qu'il ea soit, à Dast-e-Pachi, quartier excentré du Sud-Ouest, un nombre impressionnant de rebelles en armes, appartenant à la coalition chilte pro-iranienne du Wahdat, ont pris position. Ils ont installé leurs mitrailleuses sur les toits en ter-rasses. Au nord, dans la banlieue de Khaikhana, les hommes du commandant Massoud campent désor-mais très ouvertement. En ville, on commence à rencontrer leurs «jeeps» russes. Les soldats du «lion flée, le « pakol » (béret de laine roulé) vissé sur la tête. Leurs véhi-cules sont reconnaissables à un autocules sont reconnaissables a un auto-collant apposé sur les portes artière «I lore djihad» (j'aime la guerre sainte), avec le cœur rouge rempla-çant le mot «love».

Venu assister vendredi matin au traditionnel combat de cocs à Bagh-e-Babur, près de la tombe de marbre où est enterré l'empereur mogho Babur, originaire de Kaboul, un commandant du Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar déclinait son identité à plusieurs journalistes.

INDE : douze étrangers blessés dans un attentat à New-Delhi. -Un attentat à la bombe dans un restaurant de New-Delhi a fait quatorze blessés - douze ressortissants étrangers et deux serveurs - le jeudi 23 avril. L'établissement visé est un restaurant à bon marché pour touristes situé près de la principale gare de la capitale îndienne. Quatre Israéliens, trois Néerlan-dais, deux Britanniques, deux Allemands et un Canadien ont été blessés. La police soupçonne les séparatistes sikhs. - (Reuter.)

D SRI-LANKA : doubt morts dans une explosion an nord de l'île. -Une puissante explosion survenue à Kombaddy, dans le nord de Sri-Lanka, a fait au moins douze morts et neuf blessés jeudi 23 avril. La déflagration a eu lieu dans une zone sous contrôle des Tigres de libération de l'Eclam tamoul (LTTE). Il pourrait s'agir d'un accident, peut-être dans une fabrique de bombes du LTTE. - (AFP.)



● SÉRÉGAL. Interview arcturive d'Abdou

militaire

GUNRÉE. Veilée d'armes

NIGER. Un Premier ministre différent

CONGO. Atmosphere trouble

PALESTINE. Marche lorolle vers le paix El des articles sur la Cite-d'holm; Mendon, Air Aleque, la Zumbia, le Marco, la Tunida, l'Algére, la Syria, la Libert, lyradi, la Jondania, la Libre, les formes de liègèmes, le Cambodiqu, Kizil, la Sida, le fiédère . la munique, le football et notes corrouve CAMSC. Daptil Specimen sur denamde CIT (III (E) 3, rue de Metz 75010 Parts

Mais c'était pour affirmer sa volonté de « former un gouvernement de coalition avec les autres groupes moudjahidins ». Et d'ajouter : «Si Hekmatyar n'est pas d'accord, nous nous passerons de hui.»

> Tous contre Hekmatyar

De fait, M. Hekmatyar fait ici l'unanimité coutre lui, tant du côté de l'«opposition» que des «autori-tés» de la capitale. L'annonce de la formation d'un conseil de cinquante et un membres qui prendra le pou-voir rassure ici. La question qui demeure évidemment est : les moudjahidins obémont-ils aux décisions de leur leader en exil depuis tant d'années au Pakistan? Les chefs des sept formations sumnites de Pes-hawar n'ont en effet guère su gagner

côté, a continué à jouer la confusion, par ses déclarations contradictoires. Il a sinsi annoncé n'être que « partiellement » d'accord avec la formation du conseil des cinquante et un, à la naissance duquel les siens ont travaillé au Pakistan. Le commandant Massoud, quant à lui, prend au sérieux son adversaire. Depuis son fief de Charikar, il vient d'envoyer en hélicoptère plusieurs centaines de ses combattants autour de Maidan-Shar, cette ville du sud de Kaboul, capitale de la province du Wardak, où sont massées les troupes du Hezb-i-Islami. «Si Hekmatyar ne veut pas entendre raison, six mille de mes dans Kaboul », a-t-il menacé.

M. Modjaddedi, un religieux modéré

M. Sibgatullah Modjaddedi est décidément voué à présider des instances fantomatiques, « Premier ministre» depuis février 1989 d'un «gouvernament intérimaire » qui, de son: propre aveu, n'a jamais su les moyens de fonctionner, il devrait arriver dimanche ou lundi à Kaboul à la tête d'un « conseil de cinquente et un membres», dont la vie de doit pas excéder deux mois. C'est à sa qualité de personnalité religieuse respectée, mais dépourvue de troupes, sinon de sympathisents, que le chef du Front de libération nationale (Jebhé-i-Nedjad-i-Melli) doit

d'être sinsi invité, de temps à autre, à devenir la tête visible

d'instances de pouvoir afghanes Ce septuagénaire alerte, portant les lunettes et la barbe de l'intellectuel musulman, est en effet ressurant pour tous dans une conjoncture tendue par la concurrence des appétits s'exerçanı sur Kaboul. Dignitaire islamique ayant ses assises tant à Keboul que dans la sud du pays, pashtoun et lié à l'ancien astablishment royalists, modéré, M. Modjaddedi présente bien des qualités pour une période de transition. Il a, an outre, le mérite d'être bien connu, et de ce fait d'être rassurent pour le communauté internationale.

LOIN DES CAPITALES

Guerre des castes dans le Bihar indien

de notre envoyé spécial

RÉPUTÉE « terre de toutes les corrup-tions », contrée du sous-développe-ment et de la violence, le Bihar, Etat surpeuplé (1) de la plaine gangétique, symbo-lise aujourd'hui le « mai indien ». Dans cette région infestée de bandits de grands chemins (dacolts), les attaques de banques ne se comptent plus, les enlèvements sont monnais

ki, on bourre les umes, les policiers echè-tent leur poste, le dessous-de-table est une pretique banele. Mais il y a pis : depuis deux décennies, certa région est le théâtre de conflits sanglants entre propriétaires et pay-sans sans terre. Le bilen de cette « guerre des castes » ne cesse de s'alourdir : près de 8 000 morts depuis 1990.

Pendant la nuit du 12 au 13 février, des centaines d'individus armés jusqu'aux dents firent irruption dans le village de Barra, dans le Bihar central. Après avoir dynamité les portes des fermes et incendié plusieurs maisons, les agresseurs entraînèrent une trentaine de pay-sans au bord d'une mars voisine. « Nous allons vous tuer parce que vous êtes des Bhumiyars > (haute caste de propriétaires terriens), huriaient les assaitants. A la lumière de la lune, les « condamnés » eurent la gorge

Depuis des temps immémoriaux

«Nous les avons suppliés de nous épargner, raconta Sanjay Kumar, tescapé du massacre. J'étais pieds et poings ilés. Je me souviens de cet homme penché au-dessus de moi. Il sentait l'alcool; sa faucille a dérapé et m'a coupé l'oreille. J'al senti le sang couler; j'ai fait le mort. Le tueur m'a laissé pour aller en égorger d'autres. » On a retrouvé trente-trois cadavres dans les chemps de blé. Deux autres paysans succombarent à l'hôpital,

Quelques semaines plus tard, les trois cents Bhumiyars de Barra n'osent plus sortir du vil-lage. Ils désignent, incrédules encore, les impacts de balles sur les murs, les débris de maisons calcinées : « Notre tort, c'est d'être des gens de haute caste, mais qu'y pouvons-nous?» Un paysan nous attend aur la piste, loin des creilles indiscrètes : « Nous connaissons les noms de certains criminels et de laura chafs », confia-t-il.

Pour lui, les coupebles sont des «intouchebles > (hors caste) des villages voisins, mili-tents du Meolst Communist Center. Le MCC, qui déclare se battre pour la défense des droits des copprimés », est l'un de cas groupuscules qui terrorisent le centre du Bihar. Mais l'esffaire » de Barra n'est que l'un des épisodes d'une vendette : les Bhumiyers ont, semble-t-il, été tués en représsilles d'un messacre perpétré quelques mois plus tôt contre les hommes d'une milice d'hindous de haute caste, qui avaient eux-mêmes assassiné des intouchables...

L'histoire est tragiquement répétitive : en décembre, des dizzines d'hommes armés avaient débarqué à Mein et à Baraimha, deux hameaux de cette Inde éternelle qu'aucune route carrossable ne refie au monde extérieur. Dix membres supposés du MCC, tous des harijans (2), furent alors abattus d'une balla dans la tête. A Mein, la tuerie eut lieu dans la périphérie du bourg, domaine réservé depuis des temps immémoriaux aux intouchables, afin que leur contact ne soulle pas le périme tre réservé aux brahmanes, « purs entre les



« ils sont arrivés vers minuit. Ils ont emmené mon mari et mon fils, et ils sont allés les tuer un peu plus loin », raconte Rad Kumeri Dev. Les femmes, assises devant des masures de pisé, parient d'une voix à peine perceptible. Les hommes, eux, font des déciarations contradictoires. Personne, bien sûr, n'a entendu dire que Mein puisse être un foyer d'extrémistes. « Nos rapports avec les brahmanes sont bons, affirme un jeune homme. Pourquoi nous tueraient-ils? Ils ont besoin de nous pour labourer laure chemps. >

Même discours permi les hautes castes, où l'on assure avoir vécu depuis des générations en harmonle avec les intouchables ». Et un vieillard de renchérir : «La guerre des castes n'existe pas. Tous les Biharis en sont les victimes. Les criminele n'ont pas de caste.» Voire l'Le massacre des herijens de Mein' aurait été organisé par un certain Ramadhar, Singh, alias Diamant, chef d'une sena (milice) de Bhumiyars. Après la tuerie, des députés de basse caste ont été vus poussant au crime : «Régions leur compte è ces salauds de haute caste la, aurait ainai vociféré M. Papu Yadav, connu pour ses liens avec les «maoistes», Au Bihar, la population est composée à 85 % de



également méprisés. Les affrontements entre castes remontent aux années 20. Face aux zemindars, les grands propriétaires absen-téistes du Nord, les Yadavs – la caste la plus nombreuse - ont pau à peu relevé la tête. Cartains sont allés jusqu'à porter à l'épaule le cordon sacré, symbole des brahmanes. A la suite de l'indépendance, les Yadavs ont récupéré les terres de zamindars musulmans qui avaient fui vers le Pakistan. Après la révolte de Naxalbari - village du Bengale où les maoistes, depuis lors dénommés « naxalites », avaient organisé leurs premières jacqueries en 1967 - les colamnés de la terre a biharie sa sont organisés.

Dans cette région où certains harijans se nourrissent encore de rats, et où les paysans sans terre ont toujours été taillables et corvéables à merci, les medistes ont évidenment trouvé un terrain favorable. Des milices sont nées. Des propriétaires ont à leur tour créé des armées privées, pour en finir avec cette « pagre rouge ». En 1990, avec l'élection du Janata Dal, parti au credo socialiste, l'heure de la revanche parut avoir sonné pour les Biharis de basse caste et les intouchables. Aujourd'hui, la roue de la violence tourne éperdument.

Dens Patna, ville d'une puissante laideur, règne M. Laloo Prasad Yadav, le très controversé « ministre en chef » du Bihar . Il est accusé par ses adversaires d'attiser la rébel-tion contre les Bhumiyars, afin de promouvoir les intérêts de sa propre caste des Yadavs et, pertant, ceux des castes encore inférieures à la sienne, dont le sourien est nécessaire à sa « révolution sociale », et à sa réélection. Les accusations pleuvent contre lui : « Nous avons les preuves qu'il travaille main dens la main avec des preuves qu'il travaille main dens la main avec des preuves qu'il travaille main dens la main avec des preuves qu'il travaille main dens la main avec des preuves qu'il personne companier des preuves qu'il personne companier des preuves de la contra de la avec des organisations criminelles », nous assure un responsable de la police, pour qui e la matia a créé un gouvernement parallèle ».

«Le viell ordre brahmanique est remis en question et rien ne sere plus jamais comme avant, conclut M. D. D. Guru, professeur d'économie à l'université de Patne. Mais s'il fut un temps où les groupes maoistes expri-maient de vrales revendications, ce n'est plus toujours le cas. A présent, certains harijans préfèrent travailler dans d'autres Etets s'ils estiment leurs salaires insuffisants. Le rapport de forces e chengé. Une regrettable conséquence est que les groupes d'extrême gauche sont tombés aux mains de bandits, avec la bénédiction de politiciens. La guerre des castes est devenue une guerre de gangs la

BRUNO PHILIP

(1) Avec 80 millions d'habitants, le Bihar est l'Etat le plus peuplé de l'Inde après l'Ultar-Pradesk. (2) Gandhi utilisait le terme de harijan (filts de

L'ONU a déch inquante observate care ber ber Copies of

THE PERSON NAMED IN The section of the se Po Agricus Print

The same of the sa The second of the second THE PERSON NAMED IN

TÉHÉRAN de notre envoyé spéciel

doit s'installer à la

Water to

4.5---

a this is

Dans la capitale iranienne, l'heure Dans la capitale tramenne, l'heure est à l'ouverture. Le voyageur qui débarque à l'aéroport de l'éhéran est, dès sa descente d'avion, agréablement surpris. Alors qu'il y a quelques années il faliait passer plusieurs heures dans des queues interminables et humiliantes, en hutte aux tracesteries des comitée. butte aux tracasseries des comités révolutionnaires et des gardiens de la

révolution, tout est désormais prévu pour faciliter les différentes formali-tés d'entrée. purement et simplement supprimées:
plus de fouilles des valises, plus de
déclarations de devises, examinées à
la loupe, si l'on emprunte le «passage vert» surmonté de l'inscription
«Rien à déclarer». Les sourires et la

courtoisie sont de rigueur et tout est bouclé en moins d'une demi-heure. Le grand portrait de Khomeiny qui trônait dans le hall de l'aéroport qui trônait dans le hall de l'aéroport a été remplacé par une immense publicité pour la compagaie allemande AEG. Nulle trace non plus du traditionnel et vindicatif «Down with the USA», ni des graffiti et caricatures anti-impérialistes et anti-américains qui ornaient le long mur de l'aéroport longeant la route qui conduit à Téhéran. Ils ont été remolncés sur les places de la capitale conduit à teneran is one et ren-placés sur les places de la capitale par des panneaux publicitaires van-tant les mérites de tel ou tel produit «capitaliste». On a même pu voir récemment en plein centre de la ville la publicité (entièrement rédigée en anglais) d'un western ornée d'un por-trait de Gary Cooper.

Le grand Satan américain reste cependant fustigé dans son autre de l'ancienne ambassade dont les murs conservent l'inscription : « We will conservent l'inscription : « We will make America face a severe defeat» (« Nous infligerons une sévère défaite à l'Amérique»). Si les visiteurs du ministère de l'orientation ne foulent plus aux pieds le drapeau américain jadis peint au sol, on peut toujours voir dans les hôtels l'incontournable « Down with the USA, un mot d'ordre que reprennent en cherus les dre que reprennent en chœur les fidèles saux prières du vendredi, à l'université de Tébéran.

Pour combien de temps encore? Il nières manifestations anachroniques d'anti-américanisme sont condam-nées à disparaître rapidement dans un pays où a le dollar est roi». Dans le quartier des antiquaires de Fer-doussi, face à l'ambassade de aux Iraniens au taux de change flot-tant de 1 450 ryals (contre 70 ryals au tarif officiel), soit presque le taux consenti par les banques aux étran-

Sans la distribution de cette manne en devises, tolérée par les autorités, l'économie de marché préconisée par le président Rufsandjani ne serait pas possible. Le résultat de la «dollarisation» de l'économie iranienne se remarque dans les maga-sins qui regorgent de produits impor-tés contre paiement en dollars, c'est-à-dire à des prix inabordables pour le commun des Iraniens.

Un pouvoir d'achat

D'où les griefs de l'homme de la rue qui se plaint de gagner se vie en ryals et de payer ses achaix e en dollars. Avec un teux annuel d'inflation généralement estimé à plus de 40%, le pouvoir d'achat des couches défavorisées de la population est laminé. Pour un fonctionnaire, dont le salaire moyen avoisine 60 000 ryals, le kilo de visade, qui approche 5 000 ryals, constitue presque un produit de luxe. Il en est de même pour la plupart des autres produits alimentaires de première nécessité, à l'exception de celui du pain maintenu autoritaire-

ment à un prix abordable. D'autres produits tels que le riz, le sucre, l'huile ou le kérosène sont subven-tionnés par l'Etst et distribués en quantité limitée par les réseaux des

Mais les subsides coûtent cher à Péconomie iranienne — près de 15 % du budget de l'Eint — et les autorités songent à les rogner sérieusement, voire à les supprimer entièrement. Les responsables font montre cependant d'une extrême prudence en la matière et ne procèdent que graduellement, avec le sonci évident de prévenir une explosion sociale.

venir une explosion sociale.

En attendant, pour pouvoir survivre, les Iraniens se débrouillent comme ils peuvest. Ceux qui ne se livrent pas à une spéculation très fructueuse cumulent plusieurs emplois pour boucker le budget familial. Cela n'est pas l'apanage des défavorisés. Un ingénieur qui gagne près de 300 000 ryals par mois – soit pourtant un excellent salaire ici – avoue consacrer ses après-midi à un autre emploi qui hui rapporte près de 200 000 ryals. C'est le seul moyen, dit-il, de payer le loyer de sa modeste dememe – deux pièces et un séjour (400 000 ryals). Il hui reste tout juste 100 000 ryals pour nourrir et vêtir sa famille.

plaignaient de la chèreté de la vie. Une remarque malheurense car il y a belle hurette que les mostazafines (les déshérités) – et ceux qui le sont moins – ont pu mesurer la tentacu-laire corruption qui n'a épargné aucun des deux camps politico-reli-

La défaite des radicaux à ce scrutin n'aura surpris personne. Elle était «programmée» de longue date par M. Rafsandjani qui souhaitait se débarrasser d'un Parlement rétif et debarrasser d'un Parlement retif et qui a tout fait pour atteindre son objectif. Le Majlis sortant, dominé par les khomeinistes purs et durs était devenu le dernier obstacle au pouvoir absolu du président. En août 1989, après son élection à la tête de l'Etat, il avait constitué un «cabinet introuvable» composé de techno-crates triés sur le volet parmi lesquels figuraient de nombreur cadres anofiguraient de nombreux cadres apo-litiques formés en Occident, en parti-

> « Islam à l'américaine»

Débarrassé de tous ses adversaires radicaux, il disposait déjà de pou-voirs presque illimités afin de mener à bien la têche qu'il s'était fixée :

reconstruire l'économie du pays et ouvrir l'Iran vers l'étranger. Chassés du gouvernement, les radicaux le furent bientôt, en octobre 1990, de furent bientôt, en octobre 1990, de l'Assemblès des experts, cette institu-tion qui détient, théoriquement du moins, le droit de démettre le «guide de la République», l'ayatollah Kha-

En outre, les six religieux, mem-bres du Conseil de surveillance de la Constitution, soigneusement choisis par M. Khameinei parmi les plus conservateurs du clergé traditionnel, avaient disqualifié à l'avance à l'issue avaient disqualifié à l'avance à l'issue d'un examen humiliant les candidats radicaux, dont des dignitaires religieux de haut rang, sous prétexte qu'ils n'avaient pas les connaissances théologiques nécessaires et la réputation de vertu requises pour faire partie de cette docte assemblée des experts. Une opération que ces mêmes gardiens de la Constitution viennent de rééditer en recalent près de quatre-vingts candidats radicaux avant même le premier tour des élecavant même le premier tour des élec-tions (le second tour aura lieu

L'élimination des radicaux du Parlement est cependant une arme à double tranchant. Le troisième Maj-lis, qui en fin de compte n'a pas sérieusement entravé les projets de M. Rafsandjani, offrait un exutoire au mécontentement populaire. Celui-ci risque désormais de s'exprimer sur la place publique. En outre, les détenteurs actuels du pouvoir ne

pourront plus rejeter sur l'opposi

Il est vrai que le président Raf-sandjani, solidement appuyé par l'ayatollah Khameinei, disposera d'une plus grande marge de manœu-vre pour mener à bien son entreprise que certains ici qualifient de «dékho-meinisation rampante... qui n'ose pas dire son nom». Mais il devra aussi tenir compte de l'avis de ses alliés du clergé traditionnel ultraconservateur et du Bazar qui l'ont aidé à rempor-ter la bataille électorale et qui consti-tuent sa nouvelle base sociale.

nienne n'est donc pas pour demain Le grand ayatollah Golpayagani appuyé par la toute puissante Ligue des théologiens de Qom, organisme qui regroupe tout ce que l'Iran la veille des élections un avertisse ment à peine déguisé au président

Soulignant qu'il participait au scru-tin dans le seul but de préserver «les acquis islamiques de la révolution », cet influent dignitaire avait insisté sur le strict respect des prescriptions du Coran dans la vie quotidienne (charia, port du tchador, interdiction de l'alcool, etc). De son côté, M. Asghar-Awkadi, l'un des chefs de file de l'association économique du Bazar, tout aussi attachée au rigo-risme religieux, affirmait devant des journalistes étrangers qu'aucune loi opposée à l'islam ne devrait être tolérée à moins d'être approuvée par le Conseil de surveillance de la Consti-

L'amélioration du sort des « dés-hérités», pour qui s'est faite la révo-hoin khomeiniste, ne semble plus à l'ordre du jour. Ainsi que l'affirmait récemment M. Jelaleddine Farsi, l'un des idéologues de la nouvelle droite ultraconservatrice : « Pour l'Islam, la richesse n'est pas un mal en soi et il » a quanne raison de qualifler les n'y a aucune raison de qualifier les riches de manuais, d'infidèles et d'ar-rogants.» En somme, «enrichissezvous n'est pas un mot d'ordre interdii par le Coran x une ne e

Ainsi ceux que l'imam Khomein qualifiait de tenants de l'a islam à l'américaire » ont le vent en poupe à Téhéran. « Tout indique, note un fin observateur des affaires iraniennes, que nous nous acheminons vers un régime religieux, selon le modèle saoudien : ouvert à l'Occident, mais conservateur et rigoureux sur le plan social et religieux, »

JEAN GUEYRAS

La reprise des négociations de paix israélo-arabes

Washington accorde des visas à quatre membres de l'OLP

Amman le vendredi 24 avril pour Washington, où doit s'ouvrir lundi la cinquième session de ces pourpariers.

loi qui empêche les membres de la centrale palestinienne de se rendre aux Etats-Unis. MM. Nabil Cheath, proche conseiller de M. Yasser Ara-fat, Tayssir Arouri, Akram Haniye et Azni Schwaibe ont déjà suivi une ou

Les délégations jordanienne et mins d'entre eux font partie de la palestinienne sux négociations bilaté-rales de paix israélo-arabes ont quitté délégation palestinienne sux pourpardélégation palestinienne aux pourparlers de paix.

En revanche, les autorités israéliennes ont interdit à l'un des conseil-Entre-temps, les Etats-Unis ont annoncé avoir accordé des visas à quatre membres de l'OLP pour suive cette session en dérogation à la le les de control de la Cisjordanie), de quitter les territoires occupés. M. Hourani a affirmé qu'il s'était vu signifier cette interdiction le jeudi 23 avril, sans explication, alors qu'il s'apprétait à un pays où « le dollar est roi». Dans le quartier des antiquaires de Ferdoussi, face à l'ambassade de Grande-Bretagne, les vendeurs de devises n'ont que le mot de « dollar» à la bouche. Ils cèdent le billet vert A l'occasion de l'anniversaire du génocide de 1915

Grande affluence à la manifestation des Arméniens à Téhéran

La rivalité et les tensions actuelles némonisme » d'Ankara, « mercennire cidé avec une affinence particulière à la traditionnelle manifestation des Arméniens à Téhéran marquant l'an-niversaire du génocide de 1915. Les ogganisateurs ont estimé à 80000 le nombre des manifestants qui ont à une rencontre entre responsables écouté, sous une pluie battante, un discours de l'archevêque Ardak nienne en Iran compterait quelque 200 000 personnes. Brandissant les portraits du président Rafsandiani. du «Guide de la révolution», Ali Khamenei, et de l'imam Khomeiny, les manifestants exprimaient leur

entre l'Iran et la Turquie ont coin- des Etats-Unis et du régime sioniste ».

Alors que le constit du Hautavec son corrège quotidien de morts, les dirigeants arméniens de l'enclave ont refusé cette semaine de participer la Russie, réclamant d'être anpara-vant reconnus comme interlocuteurs à statut égal. La médiation de la CSCE est aussi au point mort, sans date annoncée pour la conférence prévue à Minsk Mais Firan, dont la médiation surait ces jours-ci la faveur des Arméniens, a annoacé solidarité avec les Arméniens du qu'il relance ses efforts. — (AFP, UPI, Haut-Karabakh en dénoncant «l'hé-Tass.)

AFRIQUE

L'ONU a décidé d'envoyer cinquante observateurs à Mogadiscio

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé à l'una-nimité, vendredi 24 avril, à New-York, le déploiement immédiat dans Mogadiscio de cinquante observateurs non armés, pour surveiller l'application du cessez-lefeu, conclu le 3 mars, par les deux principales factions en conflit dans la capitale somalienne. En revanche, l'envoi de cinq cents soldats armés, chargés d'escorter les convois humanitaires et d'assurer la sécurité lors de la distribution des secours, n'a reçu qu'un accord

Les quinze membres du Conseil, tout en estimant que l'envoi de cette mission militaire devait avoir lieu «le plus tôt possible», ont souhaité qu'il soit d'abord approuvé par les factions somaliennes. Les par les factions somaliennes. Les effectifs de cette « force de sécurité» feront l'objet de négociations
avec le « président » intérimaire,
M. Ali Mahdi, et son rival, le général Mohammed Aïdid. Ce compromis a été adopté après
plusieurs heures de consultations,
jeudi, au sein du Conseil. Les
Etats-Unis n'ont pas caché leurs
réticences devant le coût de cette
nouvelle opération — estimé à nouvelle opération – estimé à 23 millions de dollars pour les six

Certains membres du Conseil ont également exprimé leur crainte que ce contingent de soldats ne soit que l'avant-garde d'une vaste opération de maintien de la paix, qui deviendrait nécessaire, par la suite, pour venir à bout du conflit somalien. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Chali, du FRUD à Djibouti, le Dr Abbané (AFP.)

souhaite, quant i lui, que la situa-tion de la Corne de l'Afrique soit traitée avec la même urgence que d'autres régions du monde, comme, par exemple, la Yougosla-

Afflux de réfugiés an Kenya

Sur le terrain, le sort de dizaines de milliers de réfugiés, fuyant l'in-sécurité et la famine qui sévissent en Somalie, mais aussi en Ethiopie et au Soudan, est devenu catastro-phique. Selon le Haut-Commissa-riat chargé des réfugiés auprès des Nations unies (UNHCR), le nom-bre de ces réfugiés, affluant désor-mais au Kenya au rythme de huit mille personnes par jour, atteint les mille personnes par jour, atteint les cent quatre-vingt mille. Dans le camp de Walda, qui abrite, dans le nord du Kenya, près de quarante mille civils, le nombre des décès, recencés la semaine dernière, était

 DJIBOUTI: l'opposition dénonce
« l'intrassignance » du régime. – Les
opposants du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) ont dénoncé, vendredi 24 avril, la «totale intransigeance» du régime, protestant, notamment, contre la récente décision du Parlement de proroger de cinq ans le mandat des députés. Le FRUD a accusé le gouvernement d'avoir « sabordé la mission de M. Paul Dijoud [directeur des affaires afri-caines et malgaches au Quai d'Orsay]

de cent cinquante-deux - dont 80 % d'enfants, âgés de moins de cinq ans.

Le HCR prévoit que, d'ici le début de l'été, quelque trois cent soixante mille réfugiés seront arri-vés au Kenya, dont les capacités d'accueil sont déjà sérieusement éprouvées. Pour faire face à la situation, le HCR, qui dispose de 15 millions de dollars, estime qu'il lui fandra 35 millions de dollars

La situation paraît tout aussi désastreuse dans l'est de l'Ethiopie, notamment dans la région de l'Ogaden, oil une cinquantaine de personnes meurent de faim chaque our, a iodiqué, vendredi, la radio éthiopienne. Le pronostic n'est guère meilleur en Ouganda, où quelque quatre-vingt mille Souda-nais ont trouvé refuge depuis le début de l'année, selon les estima-tions du HCR à Kampala. – (AFP,

Ebo Adou, et «en maintenant le blocus alimentaire» dans les régions contrôlées par la guérilla. - (AFP.)

□ CONGO : les élections locales sont reportées au 3 mil. - Les élec-tions locales et immicipales, prévues dimanche 26 avril, ont été reportées au 3 mai, a-t-on annoncé, vendredi, de source officielle, à Brazzaville. Cette décision a été prise pour des raisons pratiques, de nombreuses cartes d'électeurs n'étant pas encore parvenues dans les circonscriptions,

A TRAVERS LE MONDE

L'ANC a rejeté les propositions du président De Klerk

AFRIQUE DU SUD

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mendele, a rejeté, samedi 25 avril, les propositions faites, jeudi, par le président Frederik De Klerk, prévoyant l'élection au suffrage universal d'un conseil exécutif transitoire (le Monde du 25 avril).

tions montrent que le Parti national (NP, au pouvoir) et le chef de l'Etat e ne sont toujours pas prêts à accepter les conséquences d'un système vraiment démocratique ». Le dirigeant de l'ANC a renouvelé sa demande de l'élection d'une Assemblée constituente, chargée de gouverner le pays pendant la phase de transition. – (AFP.)

Salon M. Mandela, cas proposi-

BIRMANIE Le nouveau chef

de la junte annonce un dialogue avec l'opposition

Le nouveau chef du conseil milltaire de Rangoun, le général Than Shwe, a été nommé premier ministre le vendredi 24 avril. La radio birmane a anzoncé que la nouvelle junte ouvrira dans les deux mois des discussions avec les chefs de l'opposition. Une convention nationale sera ensuite convoquée dans les six mois pour éleborer une nouvelle Constitution. Enfin, le pouvoir serait transféré à des civils. Le général Than Shwe a désignés pour ce procès n'a pas succédé le 23 avril au général Saw été révélée, pas plus que le lieu du Maung, démissionnaire e pour rai-

La radio a également annoncé la prochaine libération de prisonniers politiques. Elle a précisé que les bénéficiaires de cette mesure seraient des personnes considérées comme peu susceptibles de porter attainte à la sécurité nationale. Il s'agirait des premières libérations depuis la prise du pouvoir par les militaires en septembre 1988, survenue après la sangiante répression d'un mouvement démocratique. Le conseil militaire n'avait jamais reconnu l'existence de détenus politiques.

La principale prisonnière de conscience est M- Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis juillet 1989. M- Suu Kyi a obtenu en 1991 le prix Nobel de la palx, pour son opposition pacifique à «un régime caractérisé per la brutains, selon les termes du comité Nobel. - (AFP, Reuter.)

MALI

Le procès de Moussa Traoré devrait s'ouvrir le 30 avril

L'ancien président Moussa Traoré, déposé en mars 1991, sera jugé à partir du 30 avril, à Bamako, a annoncé, vendredi 24 avril, l'hebdomadaire Indépendant les Echos. L'encien chef d'Etat et une trentaine de dignitaires de son régime devront répondre de l'accusation de « crimes de sang », perpétrés contre environ deux cents personnes.

procès. De source judiciaire, on indique qu'il pourrait se tenir dans la minuscule salle du palais de jus-tice de Bamako, qui dispose d'à peine deux cants places. Un avocat français, Mª Jacques Vergès, devrait participer à la défense. L'annonce de ce procès a été publiée deux jours avant le second tour de l'élection présidentielle, prévu dimanche 26 avril. – (Reuter.)

NICARAGUA

Trois morts lors d'affrontements entre la police et d'anciens sandinistes Trois personnes sont mortes et

après une intervention de la police nicaraguayenne, vendredi 24 avril, à Esteli (nord du pays), où cents anciens combattants. Les victimes font partie d'un groupe de soldats sandinistes démobilisé, qui ont fait allience avec d'anciens combattants de la Contra pour réclamer au gouvernement des terres, du travail et des crédits bancaires, promis à la fin de la querre civile. Ensemble, ils bloquaient pacifiquement depuis mer-credi l'accès à la localité, ainsi que celles de deux communes vo sines.

Le mouvement avait pris nais-sance le mois dernier à Ocotal, ville qui avait été occupée pendant une semaine. Les incidents de vendredi se sont produits quand les forces de l'ordre ont tenté de disperser les anciens combattants. cents personnes.

Ces demiers ont, selon la police, tiré les premiers. — (AFP, UPL)

M. Barre met en garde « ceux qui seraient tenus pour responsables d'un échec» de l'Union européenne

l'Association de la presse anglo-américaine à Paris, que la révision constitutionnelle et la ratification du traité de Maastricht, qu'il du traité de Maastricht, qu'il appelle de ses vœux, devraient passer sans « difficultés majeures » l'épreuve du Parlement, « qui suppose une large approbation des partis de l'opposition ». M. Barre, qui a indiqué dans le Monde du 25 avril sa préférence pour un référence pour un référence et le monde du 25 avril sa préférence pour un référence et le desire un estime que la desire un terme de la desire un terme que la desire un terme de l cation, estime que la droite votera en faveur du traité, même s'il y a actuellement « beaucoup de discus-sions confuses », parce que « tous ceux qui ont des espoirs, des inten-tions, auraient des problèmes ultéonsobles d'un échec».

M= Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, qui aurait préféré, elle aussi, « que l'on puisse faire un référendum et qu'il y ait un long débat pendant plusieurs semaines », a déclaré vendredi, sur France-Inter, que « le texte du gouvernement pour la révision constituvernement pour la revision constitu-tionnelle est satisfaisant ». « Très ètonnée» des positions de M. Jac-ques Chirac, président du RPR, sur le référendum, Mes Veil, favorable à la ratification, estime qu'« un débat parlementaire, s'il est bien repris par les médias, permettra d'informer les Français et de faire en sorte que l'on se prononce sur Maastricht et pas sur autre chose».

Egalement favorable à une pro-cédure référendaire, M= Christine Boutin, député (UDC) des Yve-

M. Raymond Barre, député lines, a fait entendre une note dis-capparenté UDC) du Rhône, a déclaré, vendredi 24 avril, devant triste en indiquant, vendredi, que triste en indiquant, vendredi, que, si M. François Mitterrand avait si M. François Mitterrand avait proposé «une consultation par voie de référendum sur la réforme constitutionnelle et la ratification du tralté de Massricht », elle aurait «voté contre ». Mª Boutin, qui figure parmi les proches de M. Barre, a émis «les plus grandes réserves » sur le traité relatif à l'Union européenne, qui installe, selon elle, «le déséquilibre entre l'Europe des riches et celle des pouvres » et qui «porte en lui des germes de tension ».

Du côté du Parti socialiste, M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, se prononce, dans le bulletin hebdomadaire A gauche (daté 23 avril), en faveur de la ratification du traité de Maastricht. Animateur du courant Gauche socialiste, qui s'était rapproché, après la guerre du Golfe, du courant de M. Jean-Pierre Chevènement, Socialisme et République -hostile à Maastricht et dont certains membres sont signataires d'un manifeste demandant la rené-gociation du traité, - M. Mélenchon ironise sur « les gesticulations de ceux qui veuient renégocier un compromis international (...) pour plaire aux clients de leurs petites cantines ». Il estime qu'avec le traité « c'est la lutte pour la citoyen-neté mendienne qui est à l'ordre du neté européenne qui est à l'ordre du jour». « C'est bien en fondant l'Eu-rope comme nation de citoyens que nous retrouverons une prise réelle sur le marché», conclut M. Mélea-

EN BREF

M. Bérégovoy gagne seize points dans le baromètre IPSOS-le Point. - Une enquête effectuée par IPSOS et publiée par le Point (daté 25 avril-1" mai) indique que 35 % des Français « se sentent proches » de M. Pierre Bérégovoy, soit une hausse de 16 points par rapport au mois précédent. Une majorité de Français (45 %) se déclarent, en revanche, « éloignés » du premier ministre. M. Bérégovoy bénéficie d'exposition » lié à sa nomination à Matignon. Ce sondage a été réalisé du 6 au 9 avril - quelques iours sculement après cette nomination, le 2 avril - aunrès de mille

M. Barre critique la suspension des essais aucléaires. - M. Raymond Barre, député (apparenté UDC) du Rhône, invité de l'Association de la presse anglo-améri-caine, vendredi 24 avril, a déclaré que, « sur le plan de la procédure », le chef de l'Etat avait eu tort de suspendre les essais nucléaires dans le Pacifique. «Je ne pense pas que le président a eu raison [de prendre] sa décision de manière unitatépays aient répondu », a-t-il explié, en se demandant, sans vouloir faire de a mauvais esprit », si le succès des écologistes aux élections régionales « n'a pas quelque llen avec la décision qui a été prise ».

Un entretien avec M. Giscard d'Estaing

Suite de la première page » Il serait plus sage d'abroger tout simplement ce titre XII qui n'a plus de raison d'être et de n'avoir désormais qu'un seul titre qui s'appellerait « De la Communauté européenne ». De même, le titre XIII concernant les accords d'association ne paraît plus néces-saire. Un toilettage pourrait être entrepris.

 Ce toilettage pourrait-il être effectué à l'occasion de la révi-sion de la Constitution, que M. Mitterrand nous annonce pour la fin de l'année?

- Oui, sans doute. Mais l'incon-vénient de cette méthode serait de changer deux fois au cours d'une même année la structure de notre Constitution et la numérotation de

«Une confusion entre compétence et souveraineté»

 Revenons-en à la révision constitutionnelle présiable à la ratification du traité de Maastricht. Le projet gouvernemental vous paraît-il satisfaisant? - Le nouvel article de la Consti-

tution qu'on nous propose est à la fois précis dans sa référence au traité de Maastricht et vague dans la définition des transferts de com-pétence. Sans doute trop limité et trop vague à la fois. Il évoque en effet « le traité sur l'union euro-péenne signé le 7 février 1992 ». Notre Constitution est un texte permanent et solennel qui ne ren-voie à aucun traité particulier. On la défigure quelque peu en y intro-duisant cette fois la référence à un traité. On le fait de surcroît en des termes relativament flous qui peuvent donner à l'opinion l'idée que l'on prépare des «transferts de compétence» très importants.

» On établit une confusion entre deux notions : s'il y a nécessité d'une modification constitutionnelle, ce n'est pas à cause des transferts de compétence mais à des transferts de souveraineté. Les transferts de compétence, lorsqu'il s'agit de compétences administratives, sont la consé-quence normale de nombreux trai-tés internationaux et n'exigent pas de modification constitutionnelle.

Lorsque nous signons par exemple un traité international sur l'organi-sation du trafic aérien ou sur le fonctionnement du système inter-national des télécommunications, nous acceptons des transferts de compétence administratifs.

» Le cas du traité de Maastricht est particulier. C'est la contradic-tion qui surgit entre ce traité et l'article 3 de notre Constitution, aux termes duquel le droit de vote est le privilège exclusif des citoyens français, ou encore la disposition de l'article 105 A du traité qui réserve à la Banque centrale euro-péenne le droit d'autoriser l'émission de billets de banque dans la Communanté, droit qui était jus-qu'ici exercé librement par la Banque de France, qui nous oblige à réviser la Constitution.

» Or, le texte présenté par le gouvernement parle d'une manière globale des «transferts de compé-tence nécessaires à l'établissement de l'union économique et moné-taire », sans se limiter à ceux qui contredisent explicitement notre Constitution. Il me semble que, si nous devions rester dans cette voie, il faudrait restreindre davantage le texte de l'article proposé en ne visant que les transferts de compétence du traité de Maastricht qui comportent un véritable transfert de souveraineté. Il n'y aurait, je crois, en matière monétaire, que deux dispositions du traité à entrer dans ce cas : l'article 105 A, qui stipule que la Banque centrale européenne sera seule habilitée à autoriser l'émission des billets de banque dans la Communauté, et les articles relatifs an passage à la monnaie unique. Pour tout le reste, nous en resterions à la procédure normale utilisée pour les traités nationaux.

- Si le gouvernement ne se prâtait pas à une réflexion de ce type, l'opposition, très sourcil-leuse sur cette affaire de la monnaie commune, peut-eile envisager une autre solution?

- On aurait pu imaginer une autre approche reelle d'un article de la Constitution réaffirmant la souveraineté générale du peuple bilité, dans le cadre de l'union de l'Europe, d'exercer en commun un certain nombre de comnétences dans les limites strictes des accords signés et ratifiés, et renvoyant à un texte de loi organique les modalités

d'exercice de ces compétences. Dans le cas de la monnaie, par exemple, on accepterait le principe de la monnaie unique, en stipulant que les dispositions particulières à prendre concernant les consé-quences à en tirer sur le fonction-nement de notre système moné-taire consider amplification de sur la consideration d taire seraient appréhendées par une loi organique. Un système comme celui-ci affirmerait dans notre Constitution le caractère éminent de la souveraineté nationale, tout en prévoyant le cas où des disposi-tions des accords d'union européenne nous amèneraient à exercer en commun cette souveraineté. Ce qui pourrait se concevoir aujour-d'hui pour la monnaie pourrait également l'être demain pour la défense ou les institutions.

«Un consensus sur le droit de vote»

Une loi organique concernant la monnaie devrait-elle être élaborée rapidement ou être présentée le moment venu?

- Le moment venu! Etant clairement entendu que ces lois organi-ques ne pourraient jamais se met-tre en contradiction avec les obligations convenues dans les trai-tés. Il doit être bien clair que ces lois ne rendraient pas condition nels les engagements du traité.

— D'autres questions sont aujourd'hui posées. Faut-il intro-duire le principe de subsidierité dans le Constitution?

- Le traité est satisfaisant sur ce point, puisqu'il reprend intégrale-ment la disposition que j'ai défen-due au nom du Parlement européen. Si nous entrions dans le cadre juridique nouveau dont je viens de parler, nous pourrions inclure ce principe dans les lois organiques, voire dans l'article de la Constitution, et permettre de cette façon aux instances juridictionnelles - la Cour de justice européenne et le Conseil constitutionnel français – de se prononcer le cas échéant sur le respect de ce principe, qui limite, comme vous le savez, le développement abusif des compétences au niveau de

- La question de l'éligibilité des ressortissants de la Com-munauté reste un point de divergence sérieux entre le RPR et l'UDF. Comment l'abordez-

- Une sorte de consensus se dessine sur le droit de vote des Européens aux élections municipales et européennes. Par contre, la question de l'éligibilité, dans l'état de notre culture, n'est pas à l'heure actuelle généralement acceptée pour ceux qui exercent un pouvoir local. Le texte du gouvernement exclut les maires et les adjoints, ce qui est sage. On peut se demander s'il est nécessaire de maintenir l'éligibilité pour des conseillers municipaux d'une sorte de deuxième collège. Le Parlement devra en débattre. Juridiquement, le gouver-nement a des arguments de son côté. Car, pour les maires et les adjoints, nous pouvons nous appuyer sur un fondement juridique pour demander l'exception au traité de Maastricht, ce qui n'est pas le cas pour les conseillers municipaux. En revanche, l'élection au Parlement européen ne soulève, à mon sens, aucune diffi-culté.

Le RPR a mis en avant aussi le problème des visas. Y-a-t-il vraiment problème?

- Cette question devra également être approfondie. Elle ne se pose pas dans les termes que beaucoup imaginent. Ce qui est sensible à l'opinion, ce sont les titres de séjour permanents, permettant aux étrangers de s'installer et de travailler dans un pays de la Commu-nauté européenne. Or ces titres de éjour permanents ne sont pas visés par le traité qui ne porte que sur les visas d'entrée. Il faut bien admettre que le texte, là encore, n'est pas très clair. Contrairement à ce qu'on imagine, l'objectif du texte est de décider que des visas sont obligatoires pour pénétrer dans la Communauté. De ce point de vue, il apparaît plutot restrictif.

» Il est vrai qu'ensuite, à partir d'un certain délai, les modalités de ces visas pourront être décidées à la majorité des pays participants, et donc échapper à la règle de l'unanimité, et, par conséquent, au pouvoir strictement national. Cette disposition a été introduite en réa-lité par les pays, comme l'Alle-magne, qui désiraient imposer une politique restrictive des visas aux pays juges par eux trop laxistes. on peut craindre que ce dispositif ne puisse un jour jouer en sens contraire. A condition qu'il soit précisé de façon solennelle qu'il s'agit effectivement de visas d'entrée dans la Communauté, et non pas des titres de séjour qui restent de la compétence nationale, les dispositions du traité me

paraissent acceptables.

- Avez-vous le sentiment que les enjeux de ce débat soient parfaitement mesurés par les Français?

- Je crois qu'à la fin des fins, il faudra dire aux Français deux choses essentielles. D'abord que l'idée de l'union de l'Europe est une idée française. Si nous refusions finalement d'approuver le traité qui fait franchir une nouvelle étape à l'union de l'Europe, nous donnerions le signal d'un coup d'arrêt à ce qui a été pendant quarante ans une idée constante de la France. Ensuite leur expliquer que, si nous ne ratifions pas le traité de Maastricht, nous risquons d'assister à un démantèlement progressif de la Communauté.

» Il faut être conscient que le pays pour lequel la ratification de Maastricht représente l'effort le plus grand, ce n'est pas la France. C'est l'Allemagne! Nous demandons à l'Allemagne, très attachée à la réussite et à la suprématie du deutschemark, d'y renoncer pour se rallier à la monnaie européenne. Si nous disions que, nous-mêmes, nous n'en voulions pas, l'écho sera tel de l'autre côté du Rhin qu'il n'y aurait plus de base pour repartir dans une nouvelle négociation.

«Des négociations conduites dans un esprit ouvert»

- L'opposition, elle-même, en est-elle véritablement consciente?

- Dans cette affaire, je veux servir deux causes : aboutir à la ratification du traité de Maastricht, nécessaire au progrès de l'union de l'Europe, et maintenir l'union de l'opposition, indispensable au succès de la prochaine sitemance politique en France. Cela veut dire que l'UDF doit se montrer capable d'entraîner et de convaincre ses partenaires. Ce qui suppose, de notre part, une grande force de conviction mais aussi une grande capacité d'écoute, afin de tenir compte des réticences et des arguments exprimés par nos partenaires du RPR et d'aider à ce que les textes adoptés en tienneut compte.

- Avez-vous abandonné votre large concertation sur ce terrain auropéen avec le pouvoir?

- Cette concertation me paraît toujours aussi souhaitable. Je crois que le pouvoir, qui aura besoin du concours de l'opposition pour aboutir, devra la proposer à un moment ou à un autre. On verra sous quelle forme. Si les choses se bloquaient, si le gouvernement adoptait une attitude trop rigide, la ratification deviendrait plus difficile. Il est important que les négo-ciations soient conduites dans un esprit ouvert. En Allemagne, le chancelier Kohl, avant de déposer son projet, a reçu longuement les ministres-présidents des Lander qui, à part deux d'entre eux, appartiennent au SPD, c'est-à-dire à » Si ce débat se passe bien, la

vie politique de la France en retirera un mieux, en montrant la capacité de notre système politique à traiter soigneusement et sérieuse-ment un grand sujet. Mais le débat sur l'Europe ne sera pas clos pour autant. Quel sera le degré de com-patibilité entre le maintien d'une identité française forte, active, rayonnante, et notre participation à un fonctionnement efficace de l'union de l'Europe? Il me semble que le pouvoir actuel n'a pas poussé assez loin son analyse. notamment sur la définition des compétences qui devront rester-nationales et locales et sur celles qui devront être exercées en com-mun au niveau de l'Union. Enfin la question des institutions devra à nouveau être posée : il y a une incompatibilité évidente entre l'entrée de nouveaux membres dans la Communauté européenne et le maintien du fonctionnement des institutions communautaires dans leur état actuel. Mais cela, c'est un autre débat...»

> Propos recueitis par DANIEL CARTON

 M. Gérard Gouzes rapporteur du projet de réforme de la Constitution. M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a été désigné, jeudi 23 avril, comme rapporteur du projet de révision constitutionnelle tendant à ajouter à la Constitution un titre : «De l'union européenne. » La commission des affaires étrangères est saisie pour avis.

LIVRES POLITIQUES

LORS que se dessine un nouvel ordra mondial, A nouvel ordre mongrar, dominé par les Etats-Unis, et un nouvel ordre européen, qu risque de l'être par l'Allemagne. que devient «l'exception française», dont nous avons fait une composante de notre identité?

La question est posée par Christian Saint-Etienne, qui, dans une brillante et sévère démonstration. affirme que cette fameuse exception, illustrée par « une vision étatique, laïque et universaliste » de l'action politique nationale « s'est effondrée dans les années 80 ». Le plus grave, selon lui, est que l'Etat-nation France s'achemine. comme sì de rien n'était, vers «une mutation de son rôle et une réduction de sa puissance sans équivalent dans notre pays », alors qu'il faudrait préparer et inspirer « une exception européenne ».

L'auteur met en accusation «le modèle de pensée et d'action des élites françaises », toutes couleurs politiques confondues, qui, après les crises de 1973 et de 1979. furent incapables de passer « d'un modèle de croissance quantitative et dirigiste, à profitabilité structurelle faible de l'activité productive, qui était pertinent durant les Trante Glorieuses, à un modèle de croissance qualitative et stratégique, à profitabilité structurelle forte (...), alors que triomphent l'ordre libéral, l'économie de marché et l'anti-étatisme économique dans le monde et que vont tomber les frontière physiques, techniques et fiscales en Europe ». Il dénonce le système de gestion paritaire qui a abouti aux impasses actuelles dans le domaine social, la cogestion (avec les syndicats d'enseignants) qui a écartelé le primaire et le secondaire entre leurs missions d'Intégration et de sélection et engagé le supérieur

S'il s'agit de réformer...

absurdes.

Christian Saint-Etienne souhalte que l'Etat cesse de gérer pour devenir le coordinateur et le stratège des autorégulations sociales. locales et professionnelles. Il ébauche un programme de gouvernement mettant notamment en ceuvre la privatisation des nationalisations (dont l'Etat conserverait 35 % des parts gérées par une holding): upe décentralisation au niveau des régions de toutes les fonctions étatiques, avec une recentralisation à ce même niveau des actions collectives locales; l'introduction de l'impôt à la source sur tous les revenus et la réduction des charges des entreprises ; la décentralisation de la gestion des personnels de l'enseignement (la définition des proprammes restant nationale et fondant la sélection sur une base technique et professionnelle avec une formation générale minimale mais susceptible de se transformer en facteur de promotion) et l'autonomie des universités et centres de recherche.

A partir de cette rénovation de l'Etat et de «la promotion d'une modernité humaniste et universeliste » se dessineralt, selon Christian Saint-Etienne, une nouvelle exception française qui pourrait prendre une dimension européenne à travers une confédération franco-allemende fondant « une République du Rhin ».

Sans aller aussi loin que ce projet ambitieux, d'autres auteurs avancent leurs analyses et leurs propositions pour remédier à ce qui ne va pas en France, pour i mandats et supprimer l'échelon ! 235 pages, 145 F.

dans des orientations qu'il juge | répondre à ce spieen qui, selon José Frèches et Denis Jeambar, l'ont salsie. Le poisson pourrit par la tête écrivent le grand commis de l'Etat passé au privé et le journaliste, dans un livre rédigé dans la foulée de ce titre délibérément provocateur. Un fivre-manifeste pour dénoncer le dépérissement de l'Etat plutôt que l'Etat lui-

> Nos deux bretteurs désignent les maux français qui sont, entre autres, la mauvaise image de la justice, l'émlettement et la confusion introduits par la décentralisation, la prolétarisation de la fonction publique et la politisation des grand commis de l'Etat, le laxisme de la gestion paritaire syndicatspatronat, la multiplication des élus et le règne du clientélisme, la baisse de qualité des services publics et la faiblesse de l'Etat en moyens d'expertise ainsi que se médiocrité en tant qu'actionnaire. il y a là de quoi justifier l'aggior-

namento que réclament José Frèches et Denis Jeambar et pour la conduite duquel ils signalent quelques pistes : stopper la gestion étatique là où commence la marché, privatiser les grandes entreprises nationales avec la volonté de les ouvrir au domaine européen, repenser l'organisation de l'Europe « sans blesser l'identitá des nations qui la composent », instaurer un vrai régime présidentiel et donner au Parlement des pouvoirs de contrôle sur l'emploi des fonds publics et le choix des grands commis, consacrer l'indépendance de la magistrature, interdire le cumul des

départemental. Ce serait, pour le coup, beaucoup plus qu'un aménagement de la Constitution : un remède de cheval pour sortir de la dáprime.

ANDRÉ LAURENS

De son côté, Thierry Jeantet veut en finir avec «une Constitution figée » afin de donner plus de champ à la démocratie directe. Son assal est une défense et illustration du référendum : il propose d'en élargir le champ, de l'instituer aux niveaux locaux et d'étendre aux électeurs (s'ils sont au moins sept cent mille à le souhaiter) le droit d'initiative. L'auteur suggère bien d'autres initiatives pour renforcer la participation des citoyens à la démocratie moderne. Outre qu'elles ne sont pas politi-

quement neutres et qu'elles dérangeraient nombre de conformismes, traditions, rentes et bastions, ces diverses propositions, dont certaines se recoupent tandis que d'autres sont contradictoires, ne trouveraient pas facilement l'adhésion collective nécessaire dans un pays qui na brille pas par sa propension à la réforme. Il n'est qu'à voir les préventions et les craintes que soulèvent les modestes révisions constitutionnelles envisagées pour franchir la nouvelle étape européenne. Cependant, cette pression tous azimuts nour briser de vieux carcans, ces ruades dans les brancards, témoignent à la fois d'une certaine lassitude et d'une réelle vitalité : jouera-t-on de la première ou de la seconde?

► L'Exception française, de Christian Saint-Étienne. Armand Colin, 160 pages, 98 F. La poisson pourrit par la tête, de José Frèches et Denis Jeam-bar. Seuil, 218 pages, 99 F.

▶ Démocratie directe, démocratie moderne, de Thierry Jean-tet. Editions Entente,

RIO 92 CARNAVAL C NOUVELLE GES

giall de cassatio

dans un

Designation of the second of t

W Hubert Carlos

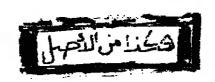
1 m. m. 1

laccord franco-amera



The second secon The second second

A Service Land Control



La Cour de cassation se prononcera sur l'arrêt Touvier dans un délai de huit à neuf mois

La décision de deux avocats parisiens de refuser de plaider, jeudi 23 avril, devant la formation de la chambre d'accusation ayant rendu l'arrêt Touvier (le Monde du 25 avril) a déclenché une polémique dans le monde judiciaire.

La premier président de la cour d'appel de Paris a saisi le bâtonnier de l'ordre des

sident de la cour d'appei de Paris, a fait savoir, veadredi 24 avril, qu'elle avait *e immédiatement »* saisi le

bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, en l'invitant à se rendre à son

cabinet pour lui exposer son « indi-gnation» après le refus de Mª Fran-çoise Cotta et Aude Catala de plaider

devant les trois magistrats ayant

rendu l'arrêt Touviez. Dans un com-muniqué, la première présidence de la cour d'appel précise que Mr Ezratiy à fait part au bâtonnier e de sa vive et cotto face à cette atti-

tude qui met en cause personnelle-ment des magistrats à l'occasion de leur activité juridictionnelle et risque

de nuire gravement au fonctionne-ment normal de l'Institution judi-

Le bâtonnier, Mª Georges Flé-

cheux, avait partagé sa réprobation en déclara notamment : «Je regrette

en declara notatument: « Je regrette que des avocats participent à une opé-ration de destruction de l'Etat de droit (...). Les magistrats ant été l'objet de menaces physiques intolérables (...). On a montré leur domicile, on a interrogé leur famille...»

Ce propos a provoqué une vive réaction des deux avocates ayant

refusé de plaider. Dans un courrier

Catala s'élèvent contre « l'amai-

game» réalisé entre les menaces phy- Si l'impertialité des juges de la cham-

n'hésitait pas à dénoncer une « opération de destruction de l'Etat de droit », s'attirant une vive réplique des deux avocats concernés.

Plus haut magistrat de l'ordre judiciaire, M. Pierre Drai, premier président de la dans un délai de huit à neuf mois.

avocats de Paris pour lui faire part de son Cour de cassation, s'est efforcé de calmer « indignation », tandis que la bâtonnier le jeu en affirmant qu'« aucune sanction disciplinaire ne peut frapper un juge pour le contenu de la décision qu'il a rendue ». M. Drai a estimé que la Cour de cassation ne se prononcerait sur l'arrêt Touvier que

de notre pays.»

Revenant à l'arrêt lui-même ana-

lysé dans tous les commentaires comme un travail d'historiens tentant de réhabiliter le gouvernement de

Vichy, M. Drai a affirmé: «Comme

juge du droit et comme sentinelle du droit, la Cour de cassation dira st, dans leurs démarches, les juges ne sont pas sortis des voies qui doivent être les leurs, s'ils ont êté à la fois des

juges et des historiens ou seulement

des juges comme ils doivent l'être.»

Mais la sérénité est indispensable.

Aussi, le haut magistrat souhaite-t-il

que le temps fasse son œuvre : « Il est

nécessaire que cette affaire, pour qu'elle puisse venir devant la Cour de

qu'eue passe venir devant la Cour de cassation et être jugée, le soit alors que les passions et les émotions seront apaisées. Je pense qu'un délai de huit à neuf mois pour juger cette affaire – l'instruire et la juger – devrait être un délai raisonnable.»

prévues en France dimanche 26 avril pour la Journée de la déportation. Nous

NORD-PAS-DE-CALAIS

PICARDIE

siques dont les magistrats auraient fait l'objet par ailleurs et leur position symbolique, « Je n'accepte pas que vous, chef de mon ordre professionnel, èmettiez une opinion toute professionnel de me d'accusation a été mise en cause, M. Drai estime que c'est à la juridiction suprême d'en juger. « Un recours a été formé. La Cour de cassation va étre saise. C'est à elle, en déjuntiva et que magistrats auraient de des professions de les suite et que magistrats auraient de des professions de la serie et que magistrats auraient de des professions de la serie de des professions de la serie de qui ont refusé de plaider devant la formation de la chambre d'accusa-M. Drai estime que c'est à la juridic-tion suprême d'en juger. « Un recours a été formé. La Cour de cassation va être saisie. C'est à elle, en définitive, et à elle seule et aux magistrats qui connaîtront, ouvriront ce dossier, d'en décider. » En tout cas, il est hors de question que les juges ayant rendu l'arrêt contesté soient sanctionnés tion qui a rendu l'arrêt Touvier : «L'avocat est l'élément de contestation qui permet au juge d'avoir tou-jours l'esprit en éveil. Mais lorsque certaines démarches et certaines réaccertaines democres et certaines reac-tions tendent à empêcher le fonction-nement de la justice, je dis : halte-là! Il y a danger. Et danger pas seule-ment pour les juges sur un plan pure-ment corporatiste mais pour la justice d'une quelconque manière.

«A la fois des juges et des historiens»

son côté, Mª Catala déclarait notam-toant : « Je respecte profondément la position de mon bâtonnier, mais la peux accepter qu'il se trompe sur mes agissements (...). Oul, la justice est malade. Le problème de savoir si elle l'est de son silence ou de l'action de certains avocats relève du débat d'idées » Catégorique et martelant ses mots, le premier président a ajouté : « Je serai très net. Je préside le Conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire et j'ai toujours veillé à ce qu'il soit affirmé, dans les décisions disciplinaires, que jamais aucune sanction disciplinaire ne peut frapper un juge pour le contenu de la décision qu'il a rendue.» Et la mise en cause personnelle des magistrats de la chambre d'accusation inquiète M. Drai : « Je crois que, à suivre certains, nous sommes sur une mauvaise voie. Il n'est pas bon de procèder M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, a tenté d'apaiser les esprits. S'exprimant ven-dredi 24 avril sur TF I, le plus haut magistrat de l'ordre judiciaire a déclaré: «Je comprends tout à fait la réaction d'Indignation et de douleur qui est exprimée par ceux qui ont vu certains des leurs marqués par la dis-crimination, par la déportation et ensuite ont péri. Comme citoyen, je pose des questions, mais comme pre-mier président de la Cour de cassavaise voie. Il n'est pas bon de procèder à ces intrusions dans la vie person-nelle, professionnelle, familiale des juges. Voulez-vous que, dans cette démocratie, les juges aillent à l'au-dience après avoir porté une tion (...), je dis : je n'ai pas de senti-ment à manifester dans l'immédiat.»

Il a sussi un mot pour les avocats

Trouble à l'ordre public

par Laurent Greilsamer

Il aura fallu dix jours au premier à l'intention des juges, les invitant président de la cour d'appet de à toujours faire preuve d'impartia-Paris, M- Myriam Ezratty, et au bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, M. Georges Flécheux, émotion strictement destinés à fustiger deux avocats - M= Françoise Cotta et Aude Catala venant d'exprimer crenement leur refus de plaider désormais devant la première section de la chambre d'accusation de Paris...

On comprend bien. L'un des plus heuts magistrats de France et le représentant du plus grand barreau du pays sont restés dans une prudente réserve au soir du 13 avril, après le non-lieu en faveur de l'ancien chef milicien Paul Touvier. Et les voils indignés, révoltés par le geste de ces deux femmes, et se trompant tout à la fois de cause et de registre.

Mais peut-on, sous prétexte du respect des usages et de l'institu-tion judiciaire, toujours s'incliner sans jamais protester? Doit-on, au motif que l'État de droit serait la proie d'une *copération de destruc-*tion», selon le bâtonnier Flécheux, accepter sans mot dire qu'un arrêt, rendu au nom du peuple français, révise benoîtement l'histoire du régime de Vichy? Et les silencieux de la semaine passée sont-ils vraiment les mieux placés pour tancer aujourd'hui Me Cotta

Avec pondération, le premier président de la Cour de cassation, M. Pierre Drai, a demandé vendredî soir que chacun garde la mesure. L'adresse s'imposait. Mais on n'oubliera pas non plus

L'hommage aux déportés

M. P. son conseil tant de fois renouvelé

lité afin de ne jamais courir le ris-que d'être récusés. Les rédecteurs de l'arrêt Touvier auraient été bien inspirés de l'écouter avant de rendre leur non-lieu.

Corporatisme et révérence

surprendre. Une fronde ouverte et polie. Votre décision «n'est critiquable per personne », indiquent les deux avocats dans leur lettre aux trois juges. Mais c'est pour ajouter aussitôt : « Vous avaz donné de l'Histoire une version qui nous semble dénuée de toute objectivité. De ce fait, nous ne retrouvons plus devent vous la nécessaire confiance entre magispermet d'assurer le fonctionnement normal de la justice. »

L'émotion labile de Mr. Ezratty et du bâtonnier Flécheux puise naturellement à une autre source. Leur indignation se nourrit candidement du plus simplet des corporatismes, celui de la grande famille des professions judiciaires, et de la révérence à l'égard d'une institution, quoi qu'elle fasse. A ce titre, ni le juge ni l'avocet ne trouvent un mot de compréhension pour les deux rebelles, avant de les atténuantes.

Ces hiérarques font au passage fi d'una trista évidence : le non-liau signé par le premier président de la chambre d'accusation de Paris et ses deux conseillers constitue bien la cause principale du trouble

MÉDECINE

 $\mathcal{J}_{n} \otimes_{\mathbb{R}^n}$

A STATE

Frey W

100,800 A.V.

Water Page

37.1

Avant de se rendre à Washington

M. Hubert Curien menace de rompre l'accord franco-américain de 1987 sur le sida

personnelle en affirmant que je parti-cipe à une opération de destruction de l'État », écrit Mr Cotta, en sonlignant

qu'elle a respecté ses devoirs d'avo-cate qui sont «en totale concordance avec sa sensibilité de citoyen». De son côté, M Catala déclarait notam-

Comme on pouvait s'y attendre, la révélation, par le traducteur en français du professeur Robert Gallo, du contenu d'une version finale du rapport de l'Office for Scientific Integrity consacré aux recherches sur le sida menées par l'équipe du célèbre chercheur américain (le Monde daté 19-20 avril) n'a pas eu l'effet escompté. En effet, dans une interview à Libéra-tion, samedi 25 avril, M. Hubert Curien, ministre de la recherche, menace les autorités américaines de «rompre l'accord de 1987» sur la répartition des bénéfices liés à la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida si le gouvernement américain persiste à faire mine d'ignorer la demande de renégociation de l'accord formulée depuis des mois par le gouvernement français. « Ce serait alors aux tribunaux de tranchers, menace

En 1987, ajoute le ministre, cet accord avait été signé sur « des de la réputation de la France. »

bases erronées». « Ainsi, précino-t-il, les commissions d'enquête amé-ricaines ont pu prouver que les seuis virus que M. Gallo a utilisés pour réaliser son test provenaient de l'Institut Pasteur de Paris. De plus, au cours de l'enquête minutieuse menée par les investigateurs américains, il a pu être prouvé que M. Gallo a systèmatiquement sup-primé dans tous les articles scienti-fiques qu'il publiait les réfèrences aux virus envoyés par les Français. il est maintenant manifeste que M. Gallo savait que le virus qu'il utilisait était le virus envoyé par Pasteur et que ce virus était celui du sida. A l'évidence, sans les envois de l'Institut Pasteur, M. Gallo n'aurait pas pu mettre au point son test de dépistage.»

Replaçant cette polémique sur le terrain de la « morale », M. Curien ajoute : « Il faut bien à un moment que la justice soit rendue! Il en va de l'honneur de nos chercheurs et

rencontrer M. Allan Bromley, conseiller scientifique de haiterait également pouvoir ren-contrer M. Louis Sullivan, secrétaire américain à la santé, qui, depuis plusieurs mois, contraire-ment à tous les usages de la diplo-matie, refuse de rencontrer, à propos de cette affaire, les représentants du gouvernement français qui en font la demande (le Monde du 2 avril).

pragmatiques, parmi lesquels M. Bromley, qui souhaitent en ligne», au premier rang desquels M. James Mason, sous-secrétaire américain à la santé, et M. Berna-

reaux musées consacrés en France à la Résistance et à la déportation. M. Curien devrait se rendre pro-chainement à Washington afin d'y M. George Bush. M. Curien soue Arms (Per-de-Calais) : Munde de la Réciditation et de la déportation (une salle en Munde des bener-ests, manée remaisipal classé).

a Calais (Par-de-Calais) : Munde de la gasses famentales). e Furguiers (Alean): Musée départemental de la Résistance et de la départetion en Picardie. e Flarmes (Pae-de-Calmis): Musée municipa: contrôlé).

• Hisson (Alane) : Mosée centre de (

Il semble actuellement se dessiner à Washington deux camps : les finir avec cette polémique, et ceux qui semblent vouloir persister dans la tactique de la « défense en dine Healy, directrice du National Institute of Health. F. N.

ce de la déportation (musée associaté coubt o Metz (Moselle) : Fort de Metz-Queu. (associaté) o Natzwiller (Ban-Palan · Saint-Dié-des-Voutes (Voutes) : Mesée muni CHAMPAGNE-ARDENNE

ALSACE-LORRAINE FRANCHE-COMTÉ

ny-sur-Seine (Aube) : Musée de la Résis

Les Musées de la Résistance et de la déportation PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

RHONE-ALPES

oble (Isère) : Musée de la Rés Lyon (Rhône) : Musée de la Rési déportation (municipal contrôlé).

e Morette (Thônes, Hante-Savoie) : Musés de Résistance et de la déportation (associati), e Nantus (dist) : Musée de la Résistance et de déportation de l'Alar et du Haut-Jura (musi-

emicux-en-Vercors (Drôme) : Music de la nos du Vercors (associatif). Verturs (associatif).

Verturs (associatif).

x (Rhône): Musée de la Résistance

AUVERGNE-LIMOUSIN e Auch (Gen) : Musée de la Résistance

 Or most-Ferrand (Psy-de-Dôms) : Musée
 Banc, et (municipal contrôlé). o Frogistro-le-Fin (Hante-Loine): Musée de la Résistance Joseph-Lhoménède (associati). • Guérat (Gers): Musée municipal (une salle dans le musée contrôle) CENTRE - PAYS DE LA LOIRE

esociation).

• La Rochello (Charente-Marisime) : Musée d'Origny-Bernon (municipal contrôlé),
• Royan (Charente-Marisime) : Musée munici-

BRETAGNE - BASSE-NORMANDIE HAUTE-NORMANDIE

Chertoury (Munche): Munte de la guerre et n la Libération (municipal contrôlé).
 Flers (Orne): Musée municipal da Bounge remand (deux sulles dans le musée municipal mandée.

e Manneville-sur-Riste (Bors) : Musée de la

AOUTTAINE - MIDI-PYRÉNÉES LANGUEDOC-ROUSSILLON

e Agen (Lot-es-Garonne) : Musée de la Résis unce et de la déportation du Lot-es-Garonne Cabrucs (Aveyron): Musée de la Résistance du maquis de Villelongue (musée associatif).

 Lormout (Gironde): Musée des amis du Vieux-Lormout (suscelatif).

ILE-DE-FRANCE Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne): Musée de la Résistance nationale (musée associatif coordé).

Montreul (Scine-Saint-Denis): Musée de l'oistoire vivante (municipel contrôlé).

Paris: Musée de l'ordre de la Libération.

Paris: Musée du mémorial da martyr juif (associatif).



tout sur la démographie galopante, le trou dans la couche d'ozone, et l'information verte internationale. Greenpeace Magazine chez yous, 15 francs. OUI, je souhaite recevoir rapidement

Greenpeace Magazine (spécial Rio) au prix de OUI, je m'abonne 1 an à Greenpeace Magazine. Pour 60 francs, je recevrai 4 numéros (+ en cadeau le numéro spécial Rio).

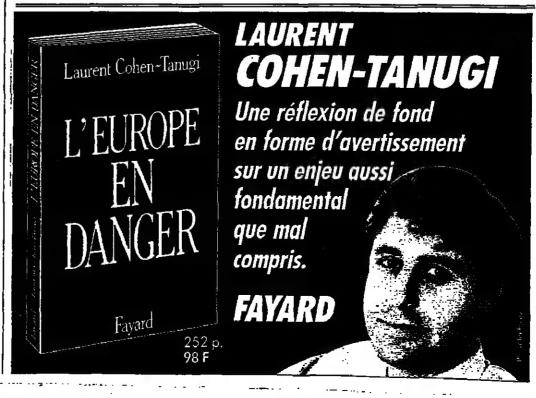
GREENPEACE

28, rue des Petites Ecuries 75010 PARIS

ÉDUCATION

□ Le SGEN-CFDT et le SNESUP sont satisfaits des décisions de M. Jack Lang. - Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) estime « positive » la nouvelle orientation donnée par le ministre de l'éducation nationale à la rénovation des lycées et des premiers cycles universitaires. Le syndicat s'inquiète néammoins du silence de M. Jack Lang sur l'enseignement professionnel et sur le baccalauréat. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP), pour sa part, se déclare satisfait de l'abandon d'un projet de réforme des premier cycles universitaires « réducteur, étriqué, rigide et sans moyens».

D Campagne d'information sur le sida dans des lycées parisiens. - A la rentrée 1992, une campagne d'information sur le sida devrait être organisée dans trente-deux lycées municipaux d'enseignement professionnel à Paris. Mis en place par la Ville de Paris, ce dispositif est destiné à sensibiliser 2 000 élèves de classe de seconde. Des équipes de médecins, d'infirmières et d'assistantes sociales seront à la disposition des établissements scolaires.



Après une ultime concession de la compagnie américaine Amoco

Les communes de Bretagne sinistrées par la marée noire de 1978 vont recevoir leurs indemnités

L'affaire de l'Amoco-Cadiz a pris fin, vendredi 24 avril, au plan judiciaire. M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, viceprésident du syndicat des communes sinistrées et président du conseil général des Côtes-d'Armor, a indiqué que la compagnie américaine renonçait à faire appel devant la Cour suprême des Etats-Unis. Cet ultime recours expirait vendredi. Les communes sinistrées recevront 220 millions de francs et l'Etat français 1,05 milliard, sommes dues à ce jour.

> BREST de notre correspondant

Le procès de l'Amoco-Cadiz aura duré quatorze ans. Une farouche bataille de droit maritime interna-tional prend ainsi fin. En allant atta-quer les pollueurs américains devant leur propre justice, le syndicat des communes bretonnes sinistrées ne pensait pas en découdre aussi longtemps avec une compagnie qui a utilisé tout l'arsenal de la procédure pour retarder l'échéance du verse-

Ce n'est que quatre ans après le Ce n'est que quatre ans après le naufrage du tanker Amoco-Cadiz au large de Portsall, le 16 mars 1978, avec 220 000 tonnes de pétrole, que le procès a réellement démarré à Chicago. Encore ne s'agissait-il, à l'époque, que de statuer sur la responsabilité d'Amoco, comme si elle n'appararissait pas évidente. La cour n'apparaissait pas évidente. La cour, présidée par le juge fédéral Franck Mac Garr, a siégé pendant plus de soixante-dix jours, a entendu cent

ment du premier centime.

témoins et trante experts. Ce n'est que le 19 avril 1984 qu'elle a rendu son délibéré, déclarant solidairement responsables la Standard Oil of Indiana et ses deux filiales, Amoco International Oil Company et Amoco Transport.

Il a fallu ensuite fixer le montant du préjudice, soit quatre années de délai supplémentaire : deux années d'instruction pour l'évaluer et une nouvelle audience-fleuve d'un an devant le tribunal de Chicago, assortie d'un long délibéré d'une année. Mais lorsque la deuxième décision du juge Mac Garr tomba le 11 janvier 1988, ce fut la douche froide.

> Une petite consolation

Les indemnités de 693 millions de francs réclamées par les Bretons avaient été considérablement réduites - à seulement 93 millions de francs – cependant que l'Etat obtenait sensiblement son dû: 378 millions de francs pour une demande de 428 millions de francs. Six mois plus tard, le juge accordait toutefois une petite rallonge de 16 millions de francs aux communes sinistrées. Mais le compte n'y était pas, dans la mesure où la justice américaine n'avait pas pris en consi-dération le préjudice écologique, dif-ficilement estimable à ses yeux.

Ce bras de fer juridique s'est poursuivi en appel. Après une forte réévaluation des taux d'intérêt, la cour fédérale américaine s'est montrée plus généreuse : elle a accordé, le 24 janvier 1992, une sensible ral-longe aux victimes. A ce jour, les sommes dues sont de 220 millions milliard à l'Etat français.

Mais ce n'est qu'une petite consolation pour les communes sinistrées. Si l'aboutissement de ce procès est une incontestable victoire morale, en revanche, sur le plan financier, le succès est moindre. Quand la com-pagnie Amoco a été déclarée respon-sable, les élus se sont mis à rèver à la manne américaine qui viendrait laver cette sinistre marée noire. Du côté de Portsall, on se promettait

Mac Garr.

Aujourd'hui, à l'heure des comptes, il ne reste plus grand-chose pour les collectivités. Celles-ci auront déboursé 130 millions de francs pour l'ensemble du procès, y compris une créance envers l'Etat, lions de francs dans le cadre de la procédure. En fait, l'impôt prélevé sur les habitants des différentes

Quatorze ans de bataille juridique

juridique aura duré quatorze ans. - 16 mars 1978 : échouement du pétrolier libérien Amoco-Cadiz au large de Portsall (Finistère). Sa cargaison (220 000 tonnes) se déverse presque intégralement sur le litto-ral.

- Septembre 1978 : l'Etat francais, d'une part, et quatre-vingt-huit communes sinistrées du Finis-tère et des Côtes-d'Armor, d'autre part, portent plainte à New-York contre Amoco et la Shell. - Décembre 1979 : l'Etat fran-

çais réclame à la compagnie améri-caine 1,2 milliard de francs et les - 4 mai 1982 : ouverture à Chi-

cago du procès en responsabilité contre Amoco. - 18 avril 1984 : le juge fédéral américain déclare coupable la com-

pagnie Amoco et la condamne à rembourser les désats. - 16 avril 1986 : ouverture à qui a fourni une avance de 33 mil-

communes membres (passé de 2 F à

- Il janvier 1988 : l'Etat fran-çais et le syndicat des communes sinistrées se voient accorder un total de 468 millions de francs. 21 février 1989 : le juge fédéral américain corrige la part des communes, qui passe de 93 à 187 millions de francs.

procès, destinée à fixer le montant des indemnités.

- 24 juillet 1990 : Amoco est condamné à verser 693 millions de francs aux plaignants français.

 24 janvier 1992 : la cour d'ap-pel de Chicago accepte de rééva-luer les taux d'intérêt des indemnités, qui passent à 935 millions pour l'Etat et 208 millions pour les

- 24 avril 1992 : Amoco renonce à faire appei. L'affaire est close sur un montant global d'indemnités, à ce jour, de 1 050 millions pour l'Etat et 220 millions pour les com-

12 F) aura été mangé par le rem-boursement des prêts contractés par le syndicat. Or celui-ci a, dans un

premier temps, mené une politique à court terme avec des taux élevés,

pensant que le procès ne durerait pas longtemps. D'où de gros frais financiers.

Il faut désormals répartir le reste

au prorata des indemnisations attri-

buées par la justice américaine. Et ceia dans l'attente d'une compensa-

tion que pourrait verser l'Etat, un

point sur lequel sont particulière-ment attentifs les marins-pêcheurs, qui ont été exclus par le juge Mac Garr des indemnisations. Selon

M. Jean-Baptiste Henry, secrétaire du syndicat mixte, Amoco pourrait verser l'argent d'ici à la fin de la

semaine prochaine. La compagnie américaine a des réserves, même en France, où elle dispose d'un fonds de garantie dont le montant s'élève à 320 millions de francs.

Ce fonds avait été ouvert en 1978

à Brest avec une somme de 77 mil-

lions de francs pour dédommager les victimes. Mais celles-ci avaient préféré se faire payer devant la justice américaine. Seuls les Britanniques y ont fait valoir une créance. Ils ont déjà perçu 9 millions de francs et

recevront entre 7,5 et 8,5 millions supplémentaires au titre des intérêts. Mais seulement pour une aierte à la marée noire, car ils n'ont pas été touchés par le pétrole de l'Amoco-Cadiz. Une fois que cette question

sera réglée, la compagnie Amoco pourra récupérer ce petit magot qui a prospéré dans les banques fran-

caises et pourrait rapporter 80 mil-lions de taxes fiscales à l'État.

Une délégation spéciale aux restructurations militaires

DÉFENSE

sera installée en Picardie

Placé sous l'autorité directe du préfet de l'Aisne, un délègué spé-cial du ministère de la défense sera installé à Laon, avant le 15 mai, pour trouver sur place les solutions économiques censées compenser le départ des militaires de la Picardie après la dissolution de sa division d'infanterie. Un comité départemental sera créé également pour étudier les demandes des étus locaux. C'est ce qu'a annoncé, ven-dredi 24 avril à Laon, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, qui s'était spécialement d'aloré dans le région déplacé dans la région.

La Picardie, avec la disparition de la 8º division d'infanterie (le Monde du 16 avril) est, de loin, la région la plus gravement touchée par les mesures de restructuration du dispositif militaire annoncées à la mi-avril par le ministre de la défense. On y compte quelque 22 000 militaires (armée de terre, armée de l'air et gendarmerie). Les emplois induits par cette présence représentent 15 000 emplois actifs. - soit 2 % de la population active - et le conseil régional de Picardie estime à environ 1,3 milliard de francs les sommes dépensées par les armées dans une région où il y a 10,1 % de chômeurs.

L'Aisne pourra bénéficier d'une aide financière prélevée sur le fonds de restructuration de la défense doté, pour 1992, de 80 millions de francs. « C'est déri-soire, a reconnu M. Mellick, mais cela doit permettre de déclencher des opérations d'études » et, le cas échéant, d'autres sources de finan-

Lire aussi page 9 notre dossier dans le supplément « Heures locales».

Lorient gardi

10 miles

100 6 100 6

a transmiser

100

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON IN COLUMN TWO

Total Control of the Control of the

2 Vac Bertille

· rright

Il leur doit tout. La grande mosquée aux deux minarets. Le mur du cimetière où leurs aînés, de stricts mahométans de la confrérie tidjane, enceinte a coûté 7 millions de francs CFA (I), gagnés à la sueur de leur front, à charrier les poubelles dans les rues de Paris ou à la

Les bornes-fontaines où les femmes du village remplissent cruches et calebasses? Un cadeau des émigrés. Les classes en dur de l'école primaire? Encore eux. Idem pour le bureau de poste. Sans lui, les mandats envoyés de France se feraient trop attendre. « Veuves » d'un fils, d'un frère ou d'un époux, les familles d'émigrés arborent ici et là les signes de leur opulence. A elles les maisons de parpaings. Aux autres, les cases en banco et leurs gargouilles de fer blanc.

Lorsque, au mois d'octobre, les ingénieurs du barrage de Manantali, au Mali, ont déclenché une crue inopinée du fleuve, les récoltes de sorgho et de mil ont été inondées. La peur d'une nouvelle disette s'est emparée du village. Mais à Dakar Port-Gentil (Gabon) ou Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), les émigrés veillaient. Les 13 tonnes de riz achetées grâce par eux ont sauvé -provisoirement - Agnam-Sivol.

Aucun village, le long du fleuve Sénégal, ne saurait se passer de l'argent de la diaspora. A Agnam-Goly, des exilés a servi à édifier un dis-pensaire et une maternité. La rou-geole n'y décime plus les enfants en bas age ni les autres maladies qui, auparavant, entretenaient un taux de mortalité infantile de 116 pour mille (contre 8 pour mille en

Le gouvernement sénégalais sait ce que la (relative) paix sociale doit à cet afflux de capitaux. Et il n'est pas avare d'encouragements. Symboliquement, le dispensaire et la maternité d'Agnam-Goly ont été inaugurés par Mata Sy Diallo, le ministre chargé des émigrés. Créé en 1983, ce ministère, qui n'a pas de budget propre, illustre le poids politique que le Sénégal reconnaît à ses expatriés. Le gouvernement sénégalais sait ses expatriés.

« Balayeurs pour Jacques Chirac»

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a calculé que les émigrés de la vallée du fleuve gagnent par an a plus de deux fois le budget du Mali, plus de cinq fois celui de la Mauritanie et 61 % ou 81 % de celui du Sénégal» (2). Un fonctionnaire malien de catégorie A touche environ 1000 francs par mois. Son cousin émigré en France, ncs s'il est payé au SMIC gouverneur de la région de SaintLouis, « les gens, ici, préfèrent de beaucoup être balayeurs pour Chi-rac. Ils gagnent autant qu'un minis-tre sénégalais.»

Ces chiffres disent à quel point le gration, Abdou Diouf, le président du Sénégal, le sait qui use fréquemment de cet argument pour réclamer une aide accrue des pays riches. Sans craindre d'affoler le populations, en France et ailleurs: populations, en France et ailleurs: « Vous risquez d'être envahis demain de multitudes d'Africains qui, poussés par la misère, déferieront en vague sur les pays du Nord. Et vous aurez beau faire des législations contre l'émigration, vous ne pourrez pas arrêter ce flot car on n'arrête pas la comme des hordes que vous aves conrues dans votre Moven Age (3), »

A quoi les bailleurs de fonds du Sénégal rétorquent que celui-ci tre de l'ordre dans son économie. La région du fleuve, d'où les Sénégalais prennent le chemin de l'exode, est censée devenir dans les prochaines années le grenier à riz du pays. Le spectre de nouvelles famines serait écarté. La région retrouverait une relative prosperité. Ses enfants lui resteraient. Mais les Sénégalais, estiment les pays dona-teurs, doivent y mettre du leur.

Gagées sur les travaux pharaoniques qui ont domestique le cours du fleuve, ces belles promesses sup-posent que le Sénégal rompe avec une politique des prix à laquelle la défunte Union soviétique a renoncé défunte Union soviétique a renoncé sur le papier depuis un lustre déjà. Actuellement, le riz consommé par les Sénégalais leur est vendu au détail au tarif, imposé par l'Ebat, de 120 francs CFA le kilo. Cela, quel que soit sa provenance. Un chiffre aberrant si on le compare au cours du riz thaïlandais dont le Sénégal importe chaque année plusieurs 70 francs CFA le kilo.

Le haut fonctionnaire français qui, à Dakar, qualifie anonymement ce système d'a invraisemblable», estime que le Sénégal peut prétendre, dans les prochaines années, à l'autosuffisance alimentaire grâce au riz. A deux conditions : que le prix garanti actuellement par l'Etat aux garanti actientment par l'est aux petits producteurs de la vallée du fleuve diminue; et que le riz soit vendu au consommateur plus cher qu'il ne l'est aujourd'hui. Economiquement souhaitable, admet le gou-verneur de la région de Saint-Louis: « Nous serons obligés d'en passer par là » Mais politiquement explosif: «Le gouvernement sénégalais est assis sur une branche que ses bailleurs de fonds lui demandent de

En attendant, l'émigration reste le poumon principal de la valiée du fleuve. Et l'anomie économique le moteur, toujours puissant, de l'exil. Plus pauvre encore que le Sénégal,

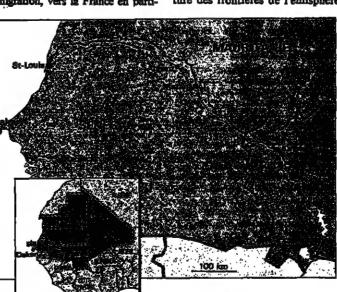
le Mali, huit millions de citoyen compte trois millions d'émigrés dont 2,5 millions installés en Afri-que et soixante mille en France. une précision donnée à Bamako par Boubacar Diall, conseiller technique auprès du ministre des affaires étrangères, lequel a aussi en charge les Maliens de l'extérieur. A rebours d'une idée répandue, ce n'est donc pas sur la France que cet

> Eurôlés de force nour la «navétane»

Pour autant, les Africains les plus pauvres ne sont pas toujours les plus migrateurs. Peuplé de Sonin-kés, le triangle Bakel (Sénégal) – Kayes (Mali) – Sélibabi (Mauritanie) est une région de très forte

Forts de cette tradition, les Soninkės continuent d'émigrer, e Dalla gunne ya mpasu kalle nga.» Mieux vaut travailler à l'étranger que mourir chez soi. Dans certains villages de la région des «trois fron-tières» (Sénégal, Mali, Mauritanie), 40 % des hommes adultes sont purtis. Comme le note Nianguiry Kanté, un sociologue malien, cette saignée a profondément modifié ganisation sociale des Soninkés L'apparition de billets de banque a bonleversé l'économie de troc traditionnelle. L'argent des exilés a créé de nouveaux besoins, impossibles à satisfaire sur place. Celui qui reste au pays n'est plus assuré de prendre femme (s). Elles sont devenue exigeantes. Autrement dit, l'émigra-

Voilà pourquoi, malgré la ferme-ture des frontières de l'émisphère



culier. Les Noirs que l'on croise dans la capitale française en combi-naison vert vif de la Propreté de Paris sont neuf fois sur dix des Soninkés. Une fable veut même que la plus grande ville soninkée du monde ne soit ni Bakel ni Kayes mais Montreuil (Scine-Saint-Denis). Nī moins pauvres ni plus riches, les Sérères, installés dans la région de Kaolack (Sénégal), à 500 kilomètres de là, n'émigrent pas.

L'émigration est un réflexe culturei chez les Soninkés, qui remonte à loin : «Le voyage (...) est une étape dans la vie du jeune homme, une marque de son accession au statut d'adulte » (4) Très tôt, les conquérants de l'Afrique occidentale se sont convaincus que les Soninkés étaient le peuple le plus capable de la région. Leur réputation n'étant plus à faire, l'administration coloniels à la convention de la niale les a enrôlés de force pour la récolte saisonnière (ou «navétane») de l'arachide, dans les parages de la Nord, Khalidou Baïla Kénémé, le président de l'Association générale des Sénégalais émigrés, estime que ses compatriotes sont plus nom-breux aujourd'hui à tenter de s'installer en France que ceux qui reviennent définitivement au pays.

> Filières en tous genres

Dans un village de la région du fleuve, autour d'un plat de mouton mijoté en l'honneur du « Toubab » (le Blanc), les langues s'étaient déliées pour évoquer les mysté-rieuses filières qui font d'un Touconteur ou d'un Soninké théoriquement interdit de séjour en France un passe-frontières. Il était question de « papiers qu'on bricole » et de détours compliqués par des pays complaisants. De pots-de-vin et de visas «touristiques» providentiels.

L'ingéniosité des candidats à l'émigration n'a pas de borne. Aussitôt qu'une filière devient impraticable, ils en inventent une fertile Gambie. Puis, la marine les Soniales avant de les débarquex, les temps ayant changé, sur les quais du Havre où Renault et Simca les ont recrutés comme OS.

I rémigration n'à pas de borne, Aussitôt qu'une filière devient impraticable, ils en inventent une les temps ayant changé, sur les quais du Havre où Renault et Simca les ont recrutés comme OS. de touristes pour le plat pays. Il ne restait plus aux bénéficaires qu'à passer clandestinement en France, à travers champs, du côté de Mou-chin ou de Dottignies (Nord). L'in-téressé, Olivier Souccar, un Fran-çais, Libanais de souche par son père, était d'autant plus enclin à fermer les yeux que le consulat communique directement avec une agence de voyages dont le patron n'est antre... que lui-même. Aujour-d'hui, il plaide la bonne foi et assure observer la consigne venue -tardivement - de Bruxelles de faire plus attention.

Coux qui s'élancent ainsi vers la France savent qu'au bout du chemin un frère, un cousin, quelqu'un de leur village les attend. Et pour cause. Le holà mis officiellement par Paris à l'immigration, il y a dix-huit ans, a incité la plupart des Toucouleurs ou des Soninkes qui se relayaient dans l'Hexagone à y faire souche. Tous gardent la nostalgie du pays, cette terre ingrate qui les a rejetés. Rares sont ceux qui ne caressent pas l'espoir de s'y reinstaller un jour. Mais la plupart d'entre

Exceptées quelques réussites, tou-jours les mêmes, citées en exemple, les tentatives de retour se sont sou-vent soldées par un échec. Les plus précautionneux, comme Mody Dis-wara, qui préside à Dakar aux des-tinées d'un modeste Garage du rail, ont gardé leur carte de séjour. C'est, pour eux, l'assurance de pouvoir rebrousser chemin en cas de mairebrousser chemin en cas de mar-heur. Les autres l'ont rendue et, pour 'ertains, ne se le pardonnent pas. eux-là ont bénéficié d'une aide retour, plus ou moins géné-reuse. Généralement, ils n'ont pas su la faire fructifier.

Les chemins de la clandestinité

L'état de cessation de paiement du Mali et du Sénégal, la faillite du système bancaire et le manque d'expérience expériquent leurs déboires. Les émigrés rentrés au pays n'ont pas trouvé sur place les relais finan-ciers espérés. Surtout, ils étaient, pour la plupart, mal préparés à la nouvelle vie qui les attendait.

«Seize ans dans le rotin en Cor-rèze», Alion Dieye attend depuis quatre ans le prêt qui lui permet-trait de créer une fabrique de meu-bles. Kalidou Pathé Ba, lui, s'est lancé dans le maraichage. Son petit hectare de nimenta d'enhanciere et hectare de piments, d'anbergines et de choux, à Kanel, non loin du fleuve, subvient tant bien que mal aux besoins d'une marmaille rieuse, grâce à une motopompe dont personne ne se risque, alentour, à prédire la longévité.

A Dakar, Michel Didierlaurent, le délégué de l'Office des migrations internationales (OMI), a fait ses comptes. Cinq cent quarante-huit Sénégalais sont revenus au pays en six ans après avoir bénéficié en France d'une aide au retour. Mais le nombre de ces volontaires n'a cessé de diminuer. Deux cent cinq en 1985, six en 1990. Les déconvenues de ceux qui sont rentrés au pays out tétanisé les autres. Rares sont ceux qui som preis à renouve-ler l'expérience. Comme le constate Mata Sy Diallo, le ministre des immigrés, ils ont, de toute façon, peu de chances de réussir : «On ne peut pas attendre de gens qui ont balayé les rues de Paris pendant vingi ans qu'ils deviennent des chefs d'entreprise.»

A Bamako, ie délégué de l'OMI, désenchanté à propos des deman-deurs d'asile déboutés. Six mille sept cents Maliens sont dans cette sept cents masses sont dans cette situation, pour la plupart Soninkés. Seize étaient revenus de France fin février, lestés d'un maigre pécule et de la promesse, affichée partout dans les foyers de l'Hexagone, qu'ils bénéficieraient au Mali d'« une aide à la réinsertion ». Mody Cissé l'a cru et il le regrette. Il attendait tou-jours, trois mois après son retour, le crédit qui lui permettrait de monter son entreprise de transports. C'est-à-dire d'acquérir une Peugeot 505 bâchée. Désabusé, il a sonné le tocsin au Havre et à Montreuil. Les autres déboutés y regarderont à deux fois avant de prendre, comme lui, le chemin du retour. Voilà comment on grossit les rangs des clan-

Sur les soixante mille Maliens installés en France, la moitié seraient en situation irrégulière, à en croire Boubacar Diali, conseiller technique au ministère des affaires étrangères. Le nouveau gouvernement malien, qui a mis fin il y a un an au regime honni de Moussa Traoré, a bien essayé de trouver une solution. Vainement. Dépêché à Paris au mois d'août pour y répandre la bonne nouvelle que le Mali avait changé, Boubacar Diall a failli s'y faire «lyncher», un soir qu'il tentait de convaincre ses compatriotes d'un foyer du douzième arrondissement de revenir au pays. Le rétablissement de la démocratie est un argument pour des réfugiés politiques. Pas pour des réfugiés économiques. Depuis, le Mali se fait tirer l'oreille lorsque Paris lui demande d'encourager ses ressortis-sants à quitter la France.

lis ne venient pas rentrer. Ou plutôt, ils ne le peuvent pas. La terre de leurs aïeux, le fier royaume du Ghana, n'est plus, sur de vastes étendues, qu'une lande stérile peu-plée de baobabs fantomatiques et d'épineux. Leur pays est à bout de souffle. L'horizon est bouché. Gens du fleuve, bannis de partout, ils sont, pour longtemps sans doute, condamnés à l'exil.

BERTRAND LE GENDRE

(I) I franc CFA vaut 0,02 franc. (2) Les migrations internationales Sud-Nord. Une étude de cas : les migrants maliens, mauritaniens et sénégulais de la vallée du fleuve Sénégal, en France, du Julica Coadé et Pap Syr Diagne. OCDE, 1986.

(3) Le Figuro du 3 juin 1991. (4) La Société sonlaké, d'Erie Pollet et Grace Winter. Editions de l'Institut de sociologic. Université libre de Bruxelles. 1971.

En 1993, une centaine de sites mílitaires seront supprimés, transférés ou regroupés dans le cadre d'une réorganisation des forces armées décidée par le gouvernement. Déjà, cette année, le remodelage portera sur soixante-quinze autres sites. En 1994 et jusqu'en 1996, le patrimoine domanial militaire subira un remue-ménage équivalent. En principe, par le biais d'une délégation aux restructurations, la ministère de la défense compte « accompagner » le mouvement en proposant des solutions de conversion aux communes touchées. Mais, pour l'instant, les élus locaux, qui n'ont pas été associés à la décision, cherchent le moyen de compenser les effets négatifs d'un tel plan. C'est le cas des littorals du Contentin et de la Bretagne, mais aussi des régions frontières de l'Est.

Mrs indemnites

March 1964 -

 $|\mathcal{T}(\xi)| = n/20$

200 - 30



L'Alsace sévèrement touchée

de notre correspondant régional

UATRE mille six cents militaires en moins d'ici à 1994 dans une région qui en compte aujourd'hui douze mille cent.
Tels sont, pour le nord-est de la
France, les chiffres bruts qui ressortent du plan de M. Joxe. La classe
politique alsacienne, toutes tendances confondues, aurait donc de bonnes raisons de parler de « matra-quage » et même de « sinistre matra-

La Lorraine peut s'estimer plus

La Lorraine peut s'estimer plus légèrement touchée par le programme de redéploiement des forces françaises. Seuls l'établissement annexe des subsistances de Verdun et le dépôt de munitions de Ressaincourt (à 30 kilomètres au sud de Metz) seront dissous. La décision la plus significative concerne la fusion du 6° régiment d'artillerie de Phalsbourg avec le 7° régiment d'artillerie de Nevers, qui provoquera le départ de deux cent cinquante personnes. En cent cinquante personnes. En contrepartie, la cité mosellane de cinq mille habitants verra un accroissement des effectifs de l'avia-tion légère de l'armée de terre (ALAT). En outre, il n'est pas exclu qu'un état-major du groupement interarmes Centre Europe soit créé à Metz.

En Franche-Comté, la seule disso-hation programmée est celle du cen-tre de mobilisation de Héricourt (Haute-Saône), et encore s'agit-il d'un nombre limité d'a emplois » (soixante-quatorze militaires et neuf civils). Pour le reste, il ne s'agit que de réorganisation d'établissements résionant de matériel (ERM) régionaux de matériel (ERM), comme à Belfort et à Besançon.

Comparativement, l'Alsace apparaît comme la véritable cible du ministère de la défense. La base aérienne de Strasbourg-Entzheim (deux mille hommes) devrait être fermée en 1994 (voir éncadré ci-con-tre) : le 153 résiment d'infanterie de Mutzig (mille quatre cent cinquante hommes) devrait être dissous en 1993, en même temps que le 57° régiment de transmissions de Mulhouse (huit cent soixante hommes) et le 8° régiment de hus-sards d'Altkirch (huit cents

A cela s'ajoutent des mesures qui, prises indépendamment, ne repré-sentent pas des effectifs importants mais dont le total pèse d'un poids non negligeable. Dans ces condi-tions, on comprend le désarroi de certains élus alsaciens. C'est le cas de M. Jean-Luc Reitzer (RPR), maire d'Altkirch et député du Haut-Rhin, qui parie de « deuil » pour sa commune. Les effectifs du 8º hus-sards représentent 20 % de la population de cette ville du Sud alsacien. M. Jean-Marie Bockel (PS), député et maire de Mulhouse, tout en se montrant solidaire de ses collègues sautationes adment que les digracihaut-rhinois, admet que les dispari-tions d'unités sont « le résultat d'une politique qu'on peut comprendre».

Pourtant la disparition du 57° régiment de transmissions ne sera pas sans retombées économiques. Selon le lieutenant-colonel Gutekunst, commandant du régiment, les soldes des trois cents offi-eiers at sous-officiers que compte son unité s'élèvent au total à envi-ron 2 millions de francs par mois. Tous les cadres louent des logements à Mulhouse et dans les com-munes avoisinantes. Mais déjà M. Bockel, comme il se plaît à le dire, s'est « projeté dans l'avenir » en songeant à négocier avec le gouver-nement des mesures d'accompagne-ment et même de remplacement. Sa nature optimiste lui fait dire : «J'ai espoir pour quelque chose à Mul-house ou dans le Haut-Rhin, peut-être un élément du futur corps d'arêtre un élément du futur corps d'ar-mée européenne.»

Mutzig tire son épingle du Jeu

En réalité, de toutes les communes d'Alsace, la seule qui tire son épingle du jeu et qui compte engranger un bénéfice encore plus substantiel qu'aujourd'hui est celle de Mutzig. Le régiment d'infanterie sera remplacé par le 44 régiment de transmissions (mille deux cents hommes), basé actuellement à Landau (Allemagne). Or, un régiment technique comporte plus de cadres (un tiers des effectifs) qu'une unité d'infanterie, qui compte plus d'appetés. M. André Courtes (France unie), le premier magistrat de cette cité de cinq mille trois cents habimunes d'Alsace, la seule qui tire son

tion : « C'est vrai que je ne picure pas sur mon sort. »

Pour ce Parisien d'origine, maire depuis 1981, c'est la revanche qu'il attendait depuis la fermeture de la brasserie en 1990 par le groupe Heineken, propriétaire de la célèbre marque depuis 1975. « Il est difficile d'imaginer le drame qu'a été pour nous, rappelle-t-il, l'arrêt de la production d'un établissemnt qui fournissait 25 % des recettes municipales ei 30 % du produit de la taxe professionnelle. Depuis deux ans, affirme-t-il, il connaissait le changement qui allait se produire pour Mutzig. Aussi a-t-il très vite préparé - en soulevant visiblement de sérieuses réticences chez certains. enclins à plus de prudence - des structures d'accueil pour les cadres supplémentaires qui vont venir s'installer dans les murs mutzigeois. Il ne cache pas que, en association avec des intérêts privés, la ville ve construire «un très beau collectif de 200 à 400 logements pour 1994 ».

MARCEL SCOTTO

Lorient garde la tête froide

de notre correspondant

AS de catastrophisme dans la ville aux cinq ports, même si les répercussions du plan de M. Joxe sur l'arsenal et la marine ne sont pas minces: 200 emplois en moins à l'arsenal (sur un effectif de 3 100 salariés), dont 110 départs naturels, et 300 pour la marine (dont 154 militaires de carrière). Lorient se console aussi en voyant que Cherbourg paie le prix fort. A peine « débarqué » de la Rue Royale, M. Jean-Yves Le Drian, l'ancien secrétaire d'Etat à la mer et maire (PS) de Lorient, « ne sous-estime nullement [le plan Joxe], mais ne dramatise par ses conséquences».
Pour la marine à Lorient, les mesures sont de quatre types : le groupement amphibie doit quitter

Lorient pour Toulon avec ses 90 hommes à la mi-1993. La base opérationnelle avancée des quatre commandos marine (70 hommes) disparaît. Le Champlain, un bâtiment de transport léger basé é Lorient avec un équipage de 50 marins, en mission actuellement dans les Antilles, est affecté à Toulon. Deux patrouilieurs, la Sterne et le Grèbe – avec au total 72 mem-bres d'équipage – chargés de la sur-veillance des pêches et de missions de service public rejoindront Brest

Plus inquiétantes sont les incertitudes qui pesent sur la base des sous-marins d'attaque à propulsion classique, où opèrent 700 mili-taires, dont la moitié de personnel de métier. Des travaux d'infrastructure seront entrepris à Brest, dès 1993, pour accueillir « le moment venus les quatre sous-marins diésel de type Agosta qui doivent naviguer au-delà de l'an 2000. Cette perspective a provoqué un certain émoi à la base de Keroman, construite par les Allemands, au point que l'état-major de la marine a tenu à indiquer qu'il s'agit d'une mesure à l'étude et que rien, pour l'instant, n'était arrêté.

et le contrat du siècle

S'il juge « embétantes » les pertes de Marine-Lorient, l'ancien secré-taire d'Etat n'a pas de réelles craintes, par contre, sur l'avenir de l'arsenal de Lorient, « qui a trouvé sa voie » grâce notamment à un mirisque contrat de six frégates pour Taiwan. Ce contrat repr une somme globale de 14 milliards de francs, et 1,5 million d'heures de travail pour chaque frégate. Avec d'importantes retombées sur les d'importantes retombées sur les entreprises de sous-traitance durant cinq ans : 400 emplois créés en 1992 et 250 supplémentaires en 1993. Bon prince, M. Le Drian s'apprête à lancer une association d'amitié Bretagne-Taïwan.

La direction des constructions navales (DCN) de Lorient connaîtrait-elle son salut dans la scule exportation? Le 13 juin prochain, la première des trois frégates du type La Fayette sera mise en service pour la marine française.

Les premiers éléments de la seconde frégate, le Surcouf, sont en cours de montage. Avec l'entretien courant de la flotte française et les frégates de Taïwan, la DCN de Lorient affiche, pour 1992, un plan de charge de 4,8 millions d'heures de travall. S'ajoute une commande de trois chasseurs de mines pour le Pakistan: le premier, le Sagittaire, sera pris sur les stocks de la marine. Un second et peut-être un troisième maient être construits à Lorient La ville de Lorient attend également beaucoup d'un nouveau contrat avec l'Arabie saoudite : il s'agirait de navires de guerre dont trois exemplaires avaient été construits à La Seyne (Var) après un prototype conçu à Lorient. La DCN, enfin, a engagé des études

sur la frégate anti-aérienne francobritannique dont la construction sera effectuée par les deux pays.

«Le plan de charge de l'arsenal et la capacité industrielle de Lorient ta cupactie inuscrient de Lorient sont complètement restaurés. On ne le dit pas asses. Obtenir brutalement neuf commandes de batéaux passe ici inaperçu. Alors qu'à Saint-Nazaire, lorsqu'un paquebot est com-mandé, on affiche son enthou-siasmes, observe M. Le Drian qui tation est une force, mais aussi une fragilité». Quant au plan de recon-version qu'il s'apprête à défendre pour sa ville, il sonhaite qu'e il soit porté par l'arsenal pour donnner de l'humus à l'ensemble industriel iorientais ».

MICHEL LE HEBEL

Cherbourg plaide sa cause à Matignon

CHERBOURG de notre correspondant

'ANNONCE faite par le ministre de la défense, M. Pierre Joze, de la dissolution de la flottille du Nord va faire perdre à Cherbourg, à l'été 1993, son rang de port mili-taire opérationnel. Parallèlement, sans attendre la loi de program-mation militaire, ce sont 100 000 heures de travail qui vont être retirées, dans les prochains mois, aux sous-traitants de la direction des constructions navales avant la suppression de 240 cmplois on 1993.

maire socialiste de Cherbourg, M. Jean-Pierre Godefroy, prêt à un « combat fratricide » avec le gouver-nement. Le bras de fer a d'ailleurs été engagé quand les élus de la com-munauté urbaine, toutes tendances confondues, out investi la sous-pré-fecture en fin de semaine dernière, et les 21 et 22 avril.

Au-delà de l'enceinte de l'arsenal,

c'est en fait l'avenir du bassin d'emplois de Cherbourg qui est en jeu. L'usine CIT-Alcatel prépare son quatrième plan social : des menaces planent toujours sur les Constructions mécaniques de Normandie, le « chantier des vedettes », et La Hague vit douloureusement et la Hague vit de la chantier.
D'ici le mois de juillet, ce sont ainsi
1 500 emplois qui vont disparaître
dans une région où le taux de
chômage atteint 14 %.

«La situation est intolérable», tonne M. Bernard Cauvin, député socialiste de la Manche, Alors qu'ils avaient demandé en vain pendant quatre mois une andience à Marignon, les élus de la communauté urbaine ont été reçus, le 23 avril, par M. Pierre Bérégovoy. Ils ont

renouvelé nu premier ministre, leurs propositions, tant en matière, de désenclavement que d'actions sur le logement, la formation et l'implantation d'entreprises. Elles avaient été préparées pour obtenir des compensations aux pertes d'em-plois liées à la fin du chantier de construction de l'usine de La Hague. « Mais seul le premier ministre détient la clé de l'ouverture de négociations interministérielles pour revitaliser le Nord-Cotentin », affirme M. Cauvin.

(Intérim.)

Fin de cohabitation à Strasbourg-Entzheim

de notre correspondant

A fermeture, prévue pour l'été
1994, de la base aérienne de
Strasbourg-Entzheim et le départ
pour Reims de la 33 escadre de
reconnaissance suscitent une
forte émotion en Alsace. Il s'agit,
en effet, du déméragement d'une
entreprise de près de deux mille personnes - dont une cinquantaine de civils – implantée sur la zone séroportuaire depuis 1959. Surtout, il sonne le glas de la cohabitation entre civils et militaires sur l'unique piste de l'aéroport, une vie commune qui avait

ses bone côtés. Ce divorce va obliger la chambre de commerce à reprendre à sa charge les services sécurité incandie, l'entretien et le balisage de la piste, son déneigement et son déverglaçage en hiver, pour l'ins-tant assurés per les militaires. elmpossible pour l'instant de donner un chiffre, mais ce sara pour nous un gros dossier», prévient M. Veit, directeur de l'aéroport strasbourgeois géré par la cham-bre de commerce et d'industrie. Actuellement, la chambre de com-merce paie 3 milliors de francs de charges annuelles à l'armée de l'air, et certains investissements, comme des éléments de l'atterris sage tout temps, ont été cofinan-cés. Il faudra également que des contrôleurs sériens civils rempla-cent les actuels contrôleurs mili-

Le déménagement, qui doit être achevé en 1994, sera très pro-gressif, explique-t-on à la base. Une question reste ouverte :

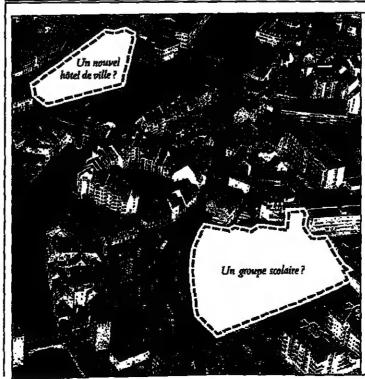
«L'armée de l'air va-t-elle rétrocé-

rains ou des installations et dans quelles conditions?s, demande M. Veit. La développement de M. Vert. La developpement de l'eéroport Strasbourg international peut en être largement modifié : chacune de ses étapes jusqu'ici aveit fait l'objet d'une négociation serrée entre civils et militaires. Ainsi les nouvesux parkings avaient dû être creusés en souterrain, mais l'armée de l'eir aveit. accepté une extension de la zone de stationnement des evions civils

Le conseil général du Bas-Fihin a protesté contre « des mesures prises sans concertation ni infor-mation préalables (...) qui mettent gravement en cause le rôle de Strasbourg comme capitale euro-péenne ». Pour sa pert, sur un ton plus modéré, M. Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a écrit su ministre de la défen pour le questionner « sur la logique qui aboutit à dégarrir l'Alsace et Strasbourg des forces armées qui sont stationnées (1) ». Strasbourg espère, en effet, accueillir l'état-major mixte et, peut-être, le régiment de commandement et de soutien du futur corps d'amée franco-allemand, qui pourrait redonner un rôle militaire nouveau à la capitale alsacienne.

JACQUES FORTIER

(1) Le chef du service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), le contrôleur général des armées Gérard Delbauffe, s'est déclaré «surpris» de l'âmotion suscitée par la fermeture de la base de Strasbourg et, notamment, des propos de son maire, qui «s'est rècemment plaint des nui-sances des militaires en demandant qu'ils quittent la région».



CRÉDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Foncier sinance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intéressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crédit Foncier aura de grands projets pour vous.

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.

Sensibiliser les jeunes à la nature

On connaissait les bibliothèques, et plus récemment les ludothèques : il faudra désormais compter avec les écolothèques. Sous cette appellation vient d'être inauguré à Saint-Jeande-Védas, dans la banlieue de Mont pellier, un complexe dans lequel le district de Montpellier a investi 12 millions de francs. Son but est de sensibiliser l'enfant à la découverte de la nature et la protection de l'en-

Un «centre de ressource» a ainsi été greffé à la ferme pédagogique qui existait déjà. Les enfants peuvent venir individuellement ou avec leur classe pour découvrir là les activités de la ferme (plantations, cuisine, entretien des animaux...). Mais ils peuvent aussi s'initier à l'astronomie, à la météo, aux écosystèmes, e même appendre à trier les ordures en plaçant dans les bonnes poubelles les déchets recyclables. Dans quatre salles, soit 1 800 mètres carrès, ils disposent de livres, de films vidéo, d'ordinateurs, d'un laboratoire, d'un visseium d'experitions de proches et vivarium, d'expositions de roches et même d'une mare spécialement mplantée à l'extérieur. Un enseignant a été détaché par l'éducation nationale pour seconder les animateurs et aider les élèves dans leurs

Deux brochures du « Monde » sur les régions

Sous le titre «La France dans ses régions», le Monde vient de publier une brochure de 145 pages. Elle reprend dans une première partie les enquêtes menées dans les vingt-six régions métropoli-teines et d'outre-mer par ses envoyés spéciaux et ses correspondants et publiées au cours des demiers mois dans nos pages «Heures locales».

Dans une seconde partie sont rassemblé l'ensemble des résultats des élections régio-600 villes de plus de 15 000 habitants, avec le rappel des résultats antérieurs, les commentaires et les portraits des nouveaux présidents des

▶ En vente au prix de 45 francs chez tous les

D'autre part le Monde qui, depuis dix-sept ans, publie chaque année un bilan de l'actualité économique et sociale nationale et internationale édite désormais, suivant la même formule, un Bilan économique et social Rhône-Alpes. Cette brochure de 100 pages fait pour la région - la deuxième de France - le point des événements et des évolutions qui ont marqué l'année 1991.

En vente au prix de 38 francs chez tous les dépositaires de journaux de Rhône-Alpes et au Monde, service de la vente au numéro, 15, rue Falguière 75015 Paris. (Joindre un chèque à la commande en ajoutant les frais de port : 7 francs pour la France, 11 francs pour l'étranger.)

Les îles du Ponant menacées par le tourisme

Visiteurs d'un jour et vacanciers bouleversent l'équilibre écologique et économique de ces petites parcelles de terre

de notre correspondant

ES îles bretonnes craignent le surpeuplement estival. A Belle-lle, en été, la population passe de 4 500 à 27 000 personnes. A Yeu (5 000 Hiens), l'effet tourisme se traduit par un coefficient multiplicateur de cinq, tout comme à Groix. Dans les petites îles, on atteint des sommets: 2 700 habitants au kilomètre carré à Bréhat, 4 600 à Aix, 6 500 à l'Ile-aux-Moines.

Hormis à Ouessant, Sein et Molène, situées au large du Finistère, où il existe encore une « marge de manœuvre», ces iles affichent com-plet au point que l'association qui les regroupe (1) réfléchit aux moyens de freiner le flot d'arrivants. Après avoir vu dans le tourisme une économie de substitution aux activités traditionnelles, notamment la pêche, les iliens constatent que leur environnement se

L'état des lieux dressé par Jean Portier, un agronome expert auprès de la Conférence des régions périphériques maritimes de la CEE, ne laisse guère de doute sur l'avenir de ces milieux fragiles. Les parties basses de la zone côtière, les dunes, où se trature la flore le relie dunes, où se trature la flore le relie dunes des trouve la flore la plus fragile, avec des espèces rares ou protégées, sont vic-times des piétinements, des vélos, et parfois des voitures. A cela s'ajoute une modification des habitudes insulaires : les landes non entretenues et les zones agricoles envahies par les friches, à l'exception de Batz, Groix

POINT DE VUE

L'afflux d'estivants à la journée, arrivant avec leurs papiers et repar-tant les mains vides, ajouté au surcroît de déchets imputable à la poussée de population et à l'accroisse-ment des activités de restauration, complignent, sur ces petits espaces, l'élimination des ordures. Dans la plupart des ces, les services concernés n'ont qu'une solution : la création de décharges. Les conseils municipaux étudient le traitement des ordures et imaginent, comme à Chausey, de faire appel au civisme des touristes en les incitant à repartir le soir avec leurs

«Alors que Bruxelles commence à avoir les yeux de Chimène pour les îles, il serait dommage de ne pas leur montrer l'intérêt qu'il y a à garder nos îles du Ponant propres et vivantes», assure M. Jean Portier.

Stopper la construction de résidences secondaires

A raison d'une évolution du tou-A raison d'une évolution du toi-risme estival de + 10 % par au, il pré-dit un scénario catastrophe. « En l'an 2000, il sera trop tard (sauf pour Oues-sant), et les îles ressembleront à tant de paysages estivaux méditerranéens. Les routes ne pourront supporter la charge des vélos et des autos. Les cen-tres-bourgs seront asphyxiès, et l'on fera la queue à 7 heures du matin aux boulanveriez.»

Pour Christian Bonnet (UDF-PR), conseiller général de Belle-Ile et prési-dent de l'Association des îles du

et Yeu, où l'on cultive toujours des Ponant, la maîtrise des transports est terres, altèrent les paysages, une solution. Mais ce qui est possible une solution. Mais ce qui est possible avec le service public l'est moins avec les compagnies privées, car on ne peut pas leur interdire d'exercer leurs activités. La tactique consiste à occu-per les créneaux laissés vides par les bateaux du service public, tournant à régime moindre, comme cela s'est fait entre Belle-Ile, Quiberon et Lorient. En 1993 des armements européens pourront se placer sur ce marché intéressant, il ne restera aux maires îliens que la dissuasion en négligeant l'agrandissement des ports et des quais. Mais il est un message que les élus concernés ont bien retenu. Ponr l'auteur du rapport, il faut arrêter la construction de résidences secondaires afin de conserver aux habitants le droit d'être chez eux. Cela suppose l'établissemnet de plans d'occupation des sols (POS) très restrictifs sur les zones constructibles.

«L'attirance des iles est telle que les continentaux fortunés pourront tou-jours acheter des parcelles à construire alors que les insulaires ne le peuvent jamais », constate Jean Portier, qui va jusqu'à préconiser un droit de préemption pour ces derniers et l'inter-diction de ces résidences dans les îles où elles représentent de 50 à 60 % des logements, et même plus.

(1) Association pour la protection et la promotion des îles du Ponant (APPIP), à Auray, qui comprend : Chausey, Bréhar, Batz, Ouessant, Molène, Sein, les îles de Glénan, Groix, Belle-Ile, Houat, Hoëdic, l'Île-aux-Moines, Yen et Aix.

La polémique sur la taxe d'habitation

Une fiscalité sans solidarité

TOUS les ministres des finances devraient avoir à l'esprit ce mot d'Edgar Faure : « Les meilleurs impôts sont ceux auxquels on ne touche pas ». Il en va ainsi des impôts d'Etat comme de la fiscalité locale.

Le cafouillage politique-in-teme au PS et entre les pou-voirs exécutif et législatif-auquel vient de donner lieu le débat sur l'opportunité de remattre en cause la réforme de la taxe d'habitation en apporte l'écla-tante illustration. Si un gouvernement veut renoncer à une dis-position fiscale ou l'amender c'est son droit le plus strict - il faut à tout le moins qu'au préa-lable il ait bien préparé le terrain politique et le dispositif techni-

Il faut toutefois remener ramener les choses à leurs justes proportions. La taxa d'habitation (TH) est perçue par trois collectivités, les communes, les départements et les régions. Or, la réforme tant controversée ne concerne que la part départementale, à savoir 13,8 milliards de francs alors que les communes touchent 31,2 milliards (et les régions seulement ...3,3). Et sur les 201 milliards que rapportent l'en-semble des quetre taxes directes locales aux collectivités, la TH n'entre que pour 50,8

On doit aussi à cette occasion poser deux questions : pourquoi les députés socialistes ont-ils tent insisté en 1990-1991 pour asseoir sur le revenu des occu-pants (et non plus sur la valeur

du logement) la TH départemen-tale, et pas la TH communale ou la TH régionale? Pourquoi n'avoir pas lancé la mise à jour de la taxe professionnelle, qui rreprésente 92,6 milliards, peut-être en la régionalisant davan-

géographiques

Bonne occasion aussi pour constater les fortes disperités géographiques quant à la pres-sion fiscale. La taxe d'habitation rapporte 505 francs par habi-tant à la Corse-du-Sud, 326 à la Nièvre, 154 au Nord, Mais les bases d'imposition -c'est à dire les valeurs des logements, siles-mēmes complètement obsolètes-sont aussi diffé-rentes : 8 700 francs dans les Hauts-de-Seine, 8 300 dans le Var, 2 950 dans le Gers. En conséquence les taux de taxe d'habitation font «le grand ácart», variant de 3,6 % à

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres la France est composée de dépar-tements riches et de collectivi-tés pauvres. Et le système scruel de la fiscalité locale, à le fois complexe, ancien et (ce qui est un comble à l'heure de la décentralisation) élaboré, modifié, encedré rigoureusement par le gouvernement et le parlement, n'est pas de nature à faire jouer les nécessaires solidarités. Alors, faut il renoncer à toucher eux impôts?

FRANÇOIS GROSRICHARD

Le tarot triomphe à Pontarlier

Deux cent quarante joueurs viennent de vivre un week-end d'enter dans le Doubs

BESANCON

de notre correspondant

EST par un coup des plus audacieux qu'Antonio Spinella, un Bourguignon de Saône-et-Loire, a arraché à l'ultime donne le titre de champion de France de tarot, le 20 avril, à Pontarlier (Doubs), au terme de trois jours de compétition. Un de ces coups auxquels on se ris-que à peine une fois dans sa vie quand on tape le carton dans un club, au café ou en famille et qu'il n'y a en jeu qu'une poignée de sau-cissons ou quelques piécettes. Pour le principe, l'amateur de tarot ayant de commun avec le pire flambeur qu'il n'entend rien aux haricots. Le champion a donc terminé sur une garde contre le chien.

Les 34 % de Français qui, selon un sondage réalisé par BVA en 1988, pratiquent le tarot apprécie-ront. Selon M. Armand Bailleul, président de la Fédération française de tarot, ce jeu d'origine lointaine, peut-être venu du nord de l'Italie, très pratiqué en Franche-Comté et sur tout le versant ouest des Alpes, s'est largement répandu dans l'Hexagone, devançant le bridge et les échecs. Cette expansion doit beaucoup à la médecine et à la défense nationale. L'organisation des hônitant et celle pour moiente. des hôpitaux et celle, non moins propice aux «sports de l'esprit», des casernes en sont la cause.

l'évènement »

Les deux cent quarante joueurs sélectionnés pour ce championnat de France «en donnes libres» de France « en donnes niores » étaient venus de toutes les régions, accompagnés des dirigeants de club et de comité, de quelques épouses et de joueurs non sélectionnés, mais néanmoins résolus à passer deux ou trois nuits blanches en compagnie de France Comtois désidés cuent à de Francs-Comtois décidés, quant à eux, à ne pas s'en laisser remontrer dans l'art périlleux de tenir d'une scule main dix-huit cartes grand format. Plusieurs compétitions ouvertes étaient en effet proposées au cours du week-end pascal, paral-lèlement aux épreuves du championnat proprement dit. Le samedi soir par exemple, huit cents quarante joueurs, serrés au coude à coude joueurs, serres au coude a coude dans la grande salle à ossature de bois des Capuciens, disputaient quatre par quatre le Grand Prix de la ville de Pontarlier, tandis qu'ailleurs des lycéens s'efforçaient d'égaler leure ainsé

leurs aines.

Habillé d'un tee-shirt illustré des «stouts maîtres» de Pontarlier, un barman improvisé feignait d'être un des rousges de ce « plus grand championnat de tarot du monde », reprenant le superlatif des communica-teurs locaux, qui, en l'espèce, ne prennent guère de risques puisque de telles concentrations publicitaires n'existent apparemment qu'en France... Au reste, il s'agissait de « créer l'événement pour que l'on parle de Pontarlier», concéduit le maire, Yves Lagier. « C'est une ville sans doute trop discrète qui jusqu'à ces dernières années n'avait pas éprouvé le besoin d'organiser sa com-munication », dit Y. Lagier, élu en 1989 sur une liste socialiste dans un secteur montagnard, catholique, rural et conservateur. Cet enfant du pays était alors directeur de cabiner maire de Besançon. Il a rapporté de la «grande ville» le virus de la communication. Un peu moins de 0,9 % du budget municipal – lequel se monte à 12 millions de francs pour 18 000 habitants – est désormais consacré à cette politique.

La commune édite un magazine trimestriel, diffuse des affiches et s'est laucée dans les logos, les pin's et les «coups» médiatiques. De l'aveu même du maire, Pontarlier n'a pas de problèmes financiers. Ses 1 000 hectares de forêt suffiraient à bui épargner des fins de mois trop difficiles. Les industriels de la Suisse voisine sont soucieux de mettre un pied dans l'Europe des Douze en s'implantant dans la région, comme Nestlé, par exemple, l'avait fait avant la première guerre mondiale.

Ce n'est donc pas pour rien que parmi les atouts maîtres de Pontar-lier figure l'emblème de la Confédé-ration helvétique, même si la proximité de la frontière encourage parfois propriétaires et commerçants à indexer leur marge bénéficiaire sur le cours du franc suisse. «La vie est chère, mais on vit bien », dit-on dans la ville. Réseau de transports urbains, étape du TGV Paris-Berne et de la contre et de la route européenne Luxembourg-Lausanne, projets urbanisti-ques, zones industrieles « où il reste de la place», manifestations culturelles de haut niveau, ski de fond, future école nationale de VII... Pontarlier peut effectivement pein-dre ses atouts des couleurs les plus dre ses atouts des couleurs les plus engageantes, tout en restant au quarante-deuxième rang départemental pour la pression fistale par habitant. Elle purrait continuer à vivre cachée si, dans la partie économique qui se joue, la prudence ne commandait pas d'eassurer le coup».

Collectivités territoriales

UNE NOUVELLE RUBRIQUE SPÉCIFIQUE POUR VOS RECRUTEMENTS

Chaque mardi (daté mercredi) dans :

Le Monde INITIATIVES

Renseignements (1) 46-62-73-02.

Combien de Franciliens en 2015 ? par Jean-Paul Lacaze A polémique se développe sur sation. Dans le ces de la France, les du système économique urbain de la

l'abjectif de population à prendre en compte, à l'horizon 2015, pour la révision du Schéma directeur de la région lie-de-France (SDRIF). Aujourd'hui, le contexts de croissance forte et régulière n'existe plus. L'internationalisation de l'économie crée un climet que fois que la population a aug-menté de six personnes entre les recensements de 1982 et 1990, on en retrouve deux en lle-de-France une dans chacune des deux principales aires en cours de métropolisa-tion, à savoir la région Rhône-Alpes et la façade méditerranéenne entre Montpellier et Nice, une dans l'une des sept villes non comprises dans tion de l'économie crée un climat chaotique et aléatoire où les acteurs chaotique et aléatoire où les acteurs ont bien du mal à établir des prévi-sions à long terme. Du coup, la logi-que de la planification spetiale à long une aire métropolitaine mais qui jouent un certain rôle international, terme perd beaucoup de sa perti-nence, et c'est pourquoi l'évaluation du chiffre de la population franci-lienne dans vingt-cinq ans tand à se transformer an un débat formel et comme Toulouse, Bordeaux ou Strasbourg; la dernière se trouve dans les soixante-dix départements non concernés par cette courte liste. idéologique, traduisent des vœux ou des sensibilités plutôt que des prévi-sions fiebles. La seconde tendance lourde

résulte du caractère doublement sélectif de cette concentration. D'une part, d'un point de vue démo-Sur le fond du problème, que res-sort-il des travaux scientifiques les plus récents ? Deux tendances graphique, la concentration est fre-née par le phénomène de retour au pays, à l'âge de la retraite, des hommes et des femmes qui sont venus à la ville au cours des «trents ourdes et une hypothèse me semveius à la viile au cours des écreme de population concentre les jeunes acufs dynamiques dans les grandes villes. Plus les qualifications professionnelles sont élevées et plus la concentration s'affirme, l'ille-de-La première tendance peut être constatée dans l'ensemble du monde développé. Avec la reprise économique de 1985, une nouvelle phase de concentration urbaine s'est déclanchée sous une forme plus dif-fuse que celle de l'après-guerre; les géographes l'appellent la métropoli-

France prenent une part écrasante, de l'ordre de 50 %, pour les milieux ndustriels imnovataurs et les services rans. De plus, il n'est pas sûr que ce phénomène soit durable, car les enfants des immigrés des trente glonieuses sont nés dans les grandes villes, et non dans la France profonde ; nul ne peut donc préjuger des choix qu'ils feront à l'êge de leur

D'autre part, les acteurs économi-D'autre part, les acteurs économi-ques ne se concentrent pas dans les grandes villes par perversité ou per inconséquence. S'ils acceptent d'y supporter des coûts plus élevés et des pénibilités plus fortes, c'est que, tous comptes faits, ils y trouvent plus d'avantages que d'inconvé-nients. La taille du marché de l'em-ploi leur permet de recruter ou de licencier plus facilement. Les coûts de transport et la présence de gros de transport et la présence de gros betaillons d'O.S. ne sont plus des facteurs de production déterminants des prix de revient. Par contre, l'adaptabilité, la capacité à bénéficier aisément des services les plus rares, l'accès très rapide à l'information, le possibilité de négocier des partenariats sont devenus déterminants dans la course épuisante à la compétitivité internationale.

Ce constat ne fera pas plaisir aux vieux militants de l'aménagement du territoire, au nombre desquels je me compte personnellement, mais, dans ce domaine, beaucoup de lucidité est nécessaire pour trouver les voies d'une action en profondeur.

L'hypothèse que je voudrais sou-mettre au débat est la suivante. A force d'analyser l'évolution récente

dance se dégage sous la forme d'une alternance qui n'est pas sans rappeler le estop and go». Pendant les dix ans de crise, de 1975 à 1985, la population des aggloméra tions françaises a peu varié. La reprise de 1985 à 1990 a, en L'avenir n'est-il pas, selon toute vrai-semblance, compris dans la four-chette ainsi définie ?

Repenser l'aménagement

Ces remarques écleirent le débet sur les objectifs démographiques du SDRIF. On peut certes multiplier les scénarios, ce qui sera déterminant, ce sera le rythme et les modelités de la croissance économique. Pour simplifier, disons que 11 milions d'habi-tants en 2015 correspond à un scé-nario de crise durable, et 13 milions à une croissance continue. Mais la vraisemblence de scénarios aussi fortement contrastés peraît trop fai-ble pour qu'on puisse en retenir un. Deux questions se posent alors.

Tout d'abord, faut-il conserver l'objectif d'un schéma à long terme ? Dans un contexte économique aléa-toire, une planification à moyen terme, à l'horzon de dix ans, ne pernettrait-elle pas de mieux cerner les problèmes et surtout de mieux cadrer le nécessaire débat politique sur les enjeux du SDRF? La ques-tion mérite d'être approfondie dans ses conséquences juridiques et poli-

Ensuite, la pause économique actuelle paut et doit être mise à profit pour repenser la politique d'amé-nagement du territoire. Lorsque la croissance reviendra, les méca-nismes de l'hyperconcentration pari-sienne se réenciencheront d'euxmêmes, avec leurs conséquences er termes de saturation des infrastruc-tures, de hausse de prix et de ségrégation sociale. Pour être efficace, il faut agir à contre-cyle et profiter de la pause actuelle pour renforcer les atouts des seuls sites effectivement capables de concurrencer catte hyperconcentration, c'est-à-dire les ires métropolitaines de province et le proche basain parisien. Ce choix est difficile, bien sûr, tant il va à est concie, bien sur, tant il va a l'encontre du discours égalitariste dominant. Mais la logique de la métropolisation ne semble pas, actuellement, offrir à moyen terme d'aures possibilités réaliement opé-tralisations d'Entau estat le state rationnelles si l'enjeu central resta de tempérer la croissance francisenne.

Jean-Paul Lacaze est prési-dent du comité directeur du pro-gramme de recherche Mutations économiques et urbanisation.

Le Monde

bient se dégager.

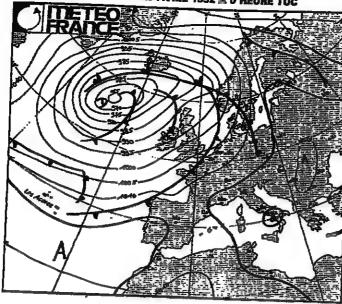
Concentration

et retour au pays

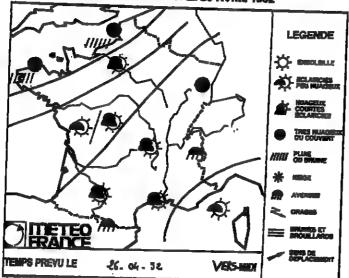
12 Le Monde ■ Dimanche M - Lundi 27 avril 1992 •

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 AVRIL 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL 1992



Dimanche: beaucoup nuages, quelques ages Isolés. — Des Cherentes, de l'autisine, au Limouein II le Bourgogne, jusqu'en Lorreine, Alsace et Franche-Comté, le del sera souvent très nuageux. De petites pluies pourront encore se produka let ou II Tounfols, dans l'après-midi, les reviendront sur les régions le I'ouest.

THE PROPERTY.

Committee of the second

 $c_{\rm eff} \simeq m^{-1}(2)\sigma^{-1}(2)75\overline{\sigma}$

15.00

 $\theta^{2}/d\phi_{12}$

An Application

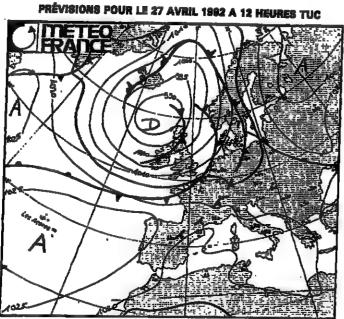
Des Pyrénées, au Messil Centrel, au Jura, ainsi qu'en Rhône-Alpes, le temps deviendra lourd et des nusges se développeront au cours de la journée. Des orages locaux pourraient éclater sur le relief dans l'après-midl ou en soirée.

Près de la Méditerranée, les nueges côtiers se dissiperont rapidement les ant place il une journée blen ensolel-lée.

chere le Bretagne et le Cotentin dès le matin. Au cours de la journée, elle gagnera toute le Normandle, les Pays de Loire, l'ille-de-France, le Nord-Pas-de-Calais. Avant et après ce passage, on pourre profiter de quelques éclaircées. Le vent de sud-ouest aere jours soutenu en Manche.

Généralement comprises entre 8 et 12 degrés, les tampératures minimales

Les températures maximales seront encore au-dessus des normales salson-nières. Elles s'étageront entre 15 et nières. Elles s'étageront entre 15 et le degrés du Nord-Ouest au Nord. Elle grimperont jusqu'è 21-25 degrés sur la moité sud, voire plus dans le Centre-



TEMPÉRATURES maxima - minima 💶 temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 24-4-1992 à 18 heures TUC et le 25-4-1992 ⊪ il heures TUC



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins I heures en été ; heure légale moins I heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

ķ:-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Les dans « le Monde radio-télévision » : D Fikm à éviter ; E On peut voir ; au Ne pas manquer ; au Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 25 avril

TF 1

20.50 Variétés : Succès fous, 22.30 Magazine : Ushuala. 23.40 Magazine : Formule sport.

A 2

20.50 Magazine : La Nuit des héros

De 20.00 à 1.20 La SEPT — 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes,

21.00 Documentaire ; Hauta-Savoie 1944.
22.30 Le Courrier des téléspectateurs.

22.35 Journal et Météo. 22.55 Sport : Tennis, 22.58 Téléfilm : Criminal Justice.

22.50 Flash d'Informations. Les Nuits de Hariem.

20.30 Les Dants de l'humour.

TÉLÉVISION

22.45 Magazine : Double jeu. 0.00 Journal et Météo. 0.15 Variétés : Le 4 Gala de L'UNICEF.

FR 3

20.05 Documentaire : Histoire parallèle (v.o.).

0.20 Magazine : Mégamix. 1.20 Sport : Voile.

CANAL PLUS 20.05 Football : coup d'envol.

23.00 Cinéma : Opera. # # 0.30 Cinéma :

20.40 Téléfilm : Les Routes de la vie. 22.20 Téléfilm :

Le Triangle des Bermudes 23.40 Musique : Flashback 0.10 Six minutes d'Informations. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Haute-Savoie 1944, 22.30 Le Courrier Soir 3.

22.58 Téléfilm | Criminal Justice, 0.20 Magazine : Mégambo.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Dramatique, Tahâfot al-Tahâfot, d'Ar-mando Larnes.

22.35 Musique des Pâques orthodoxes. 23.00 Pâques orthodoxes, 0.05 Rencontre au man

la nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (donné le 27 juillet 1991 lors du Feativel de Salz-bourg): La Flûte enchantée, opéra en deux actes de Mozart, per le Chœur de l'Opéra de Vienne, l'Orches-tre philisemonique de Vienna. tre philharmonique de Vienne, dir. : Sir Georg Soht.

0.08 Les Bruits du siècle. 1.30 Les Sortilèges du flamenco,

Dimanche 26 avril

TF 1

14.15 Série : Rick Hunter Inspectaur choc.
15.15 Série : Columbo.
16.35 Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.

18.55 Loto sportif. 19.05 Magazine : 7 sur 7. 20.00 Journal, Tieros, Météo

20.60 Cinéma : La Rumbe, a 22.30 Magazine : Ciné dimanche. 22,35 Cinéma : Don Camillo Monseigneur. D 0.35 Journal et Météo.

14.35 Série : Mac Gyver. 15.50 Dimanche Martin. 17.30 Documentaire : L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.

du monde.

18.15 1. 2. 3. Théâtre.

18.20 Magazine : Stade 2.

19.30 Série : Meguy.

19.59 Journal, Journal courses et Météo.

20.50 Téléfilm :

Bains de jouvence.

22.25 Magazine :

22.25 Magazine :
Bouillon de culture.
23.50 Journal et Météo.

FR 3

14.25 Sport : Tennis. 19.00 Le 19-20 de l'information. 20.05 Divertissement : Téléchat. 20.10 Série : Benny Hill.

20.45 Jeu : Spécial Questions pour un champion.

22.05 Magazine : Le Divan.

22.30 Journal et Météo.

22.50 : Voile.

22.55 Cinéma : Masques de cire.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Double vision. 15.30 Magazine : 24 heures.
Documentair
Les Oiseaux feu.

17.05 Dessin animé : Les Simpson. 17.25 Cascades
17.25 Cascades
et cascadeurs rr 4.
17.55 La Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Gawin. □

19.30 Flash d'informations. 19.35 Ça cartoon.

20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinéma : Parrain d'un jour. ## 22.05 Flash d'informations. 22.10 L'Equipe du dimanche. 0.15 Cinéma : Plaisir d'amour. su

M 6

14.45 Variétés : Multitop. 16.15 Série : Clair de lune.

17 In Série : Le Saint. 18.00 Série : Esplon modèle.

19.00 : Routes du peradis 19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport **E** 20.40 Téléfilm : Coupables d'amour.

22.25 Magazine : Culture pub. 22.55 Cinéma : Caresues

LA SEPT

13.35 Théâtre : Qu'ils cravent, es artistes 15.05 Informations : Dépêches. 15.10 Musique : Récital Fischer Dieskau.

15.30 Informations : Dépêches. 16.36 Courts métrages : Henri Cartier-Bresson, cinéaste. 16.25 Informations : Dépêches.

16.30 Téléfilm : Le Siècle des Lumières. 17.55 Informations : Dépêches. 18.00 Documentaire : Trottoirs intimes.

18.55 Informations : Dépêches. 19.00 Documentaire : Monsieur S./Madame V.

19.55 Informations : Dépêches, 20.00 Sait-on jamaie. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs, 20.30 Cinéma : Démons dans le jardin. u u

22.10 Le Dessous des cartes. 22.20 Cinéma : La Captive du désert, m

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique

22.35 Musique:

Le Concert. (donné le 14 avril à la Maison de Radio-France): Face au Toro, par le Quartet de Jean-Marc Padovani, saxophone, Franck Torreller, vibraphone, Yvas Rousseau, contrebesse, Pierre Guignon, batterie, Enzo Cormann, voix).

0.05 Clair de nuit,

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 6 septembre 1991 lors du Festivet de Montreux) : Vespro delle Besta Vergine, de Montevardi, par le Collegium vocale; de Gand, les Sacqueboutiers de Toulouse, dir. Philippe Harreweghe, 22.15 Mémoire d'orchestres.

23.35 Mère obscure père ambigu at fils accompli.

CARNET DU Marie

- M≈ Léon Béra, on épouse, Louis ■ Michèle, François III Armelie, Chartine, Lucile et Claude,

Marc, Marie-Agnès II Jean-François, Ses petits-enfants arrière-petits-

Et was la famille.

docteur Léon BÉRA, ancieu maire d'Avon,

1992, Fontainebleau, le III avril La cérémonie religieuse a 🚻 🚻

brée la lame II avril, on l'église Saint-Pierre d'Avon. Marité I Jean-Jacques Bercault,

Colette Gualdon, Nicolas, Olivier, Geneviève, Antoine n Bastien. Ses enfants, petits-enfants III arrière: octits-enfants

Norma Lesort,

La grande in Lesot d'annoncer in M" Raymonde GIRALDON,

survenu a 14 avril 1992, dans aquatre-vingt-douzlème Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

18, mm Mademoiselle. 78000 V 11, avenue Junot, Paris,

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

<u>Décès</u>

chevalier de la Légion d'honneur, archiviste paléographe, ancien administrateur Bibliothèque Malger,

- On nous prie d'annoncer le décès

d Dieu, le avril 1992, Gien (Loiret), sa quatre-vingt-sep-tième année, munie des de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées le mardi **m** avril, **l** 14 heures, **m** l'église Saint-Albert-le-Grand, sa paroisse, 112, rue **m l** Glacière, Paris-13-.

L'inhumation aura 🔤 🖦 cimetière

k part et nièces, Jacob, Pombet, Et familles Chatelain, Gouault, Pouillier.

prie d'annoncer le décès

l'abbé Bernard ROOSEN,

mines & #1 avril 1992, was as lundi avril 1992, au chapelle de la Marie-Thérèse, 92, Denfart-Rochereau, Paris-14.

De la milles Roosen, Gulnant, Berliet, Girard, Damide,

il rejoint dans 🕨 Seigneur 💶 strur

Marie-Thérèse ROOSEN. Sour Marie-Céclie M Saint-Kanrie

décédée 🛢 9 février 1992,

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5786

HORIZONTALEMENT i. Rend les assistes fragiles. Tue beaucoup de bêtes à trompe. – il. Préfixe. Four servant à préparer le pot... au le... – lil. Petit canard mota). – IV. Sans confusion possible. Interjection. – V. Jaunes parmi

des travailleurs. 1 🛶 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 purés. Se présente annoncé. Lection. – VII.
VIII. Son homme VIII l'adore. Il es faut IX beaucoup pour faire beaucoup pour faire
mes brique. Division
du temps. ~ IX. S. XI
fait payer de nombreux verres. Se
prend, il l'occasion. — XIII
X. Port. Lui. Point XIV
d'émergance Finis. d'émergence. Finia-sent XV

Fragments d'un ouvrege que l'on peut perdu. Elé-ment de XII. des fayots II Rôle Rôle gné II un complice. Bêtes. --XIII. Perdent leur portefeuille III sortant des cabinets. Met I plat. -XIV. Pilestre. Une bonne augmente leurs murmures.

SPORTS FOOTBALL: Angers et Strasbourg qualifiés pour les barrages. ~ Angers et Strasbourg se num qualifiés, vendredi 24 avril, pour les barrages permettant l'en en pre-mière division. Strasbourg a dominé Le Mans (3-1) et Angers battu (1-0, après prolonga-tions). Angers recevra tout d'abord Strasbourg la 29 avril a la match retour aura lieu le 2 mai. Le vainqueur le club di pre-mière division barragiste, dix-huitième, en maine aller u

retour, les 🛮 ⊏ 12 mai. n TENNIS: Arnaud Boetsch 📾 demi-finales du tournoi de Monte-- Arnaud — qualifié, warre Mavril, pour la demi-finales du tournoi de Manage Carlo en la la l'Allemand Carl-Uwe Steeb (1-6, 6-2, 6-0). Le Français rencontrer, samedi, Muster, qui l'a emporté Mikael Tillstroem (6-3, 4-6, 6-3). Vainqueur Chesnokov (6-1, 7-6 (7-1), Aâron Kri-ckstein sera à Goran Prpic, qui a pris I meilleur sur Michael (7-6 (7-5), 4-6, 7-5).

O VOILE; nouvelle victoire d'America-3 dans la Coupe de ramerica. - America-3 a une nou-fois devancé, vendredi 24 avril, Stars-and-Stripes la cinquième de la finale des defenders la Coupe de l'America, disputée à San-Diego. Le voi-lier skippé par Bill Koch a franchi la ligne d'arrivée avec une avance de trois minutes et 31 secondes sur le voilier barré par Dennis Conner.

iforte. – XV. Approvisionne fabriques de lièges. Prises per la gorge.

VERTICALEMENT 1. Its les lardons in la min

Asie. - 2. Sortie à la fin du travail. Lettres 🍱 félicitations. Lits de 3. Phénomènes fugitifs. – 4. Naît dans le Jura. Un qui fait son trou. - Offre gratuite-ment. Un, c'est beaucoup. -■ Anciens instruments = « percussion Pris par les uns, il est par les uns un rassemblement confus. -7. Anneau. Pour doubler ou stopper. Evoque une situation d'attente.

8. Accomplissent au poil une partie de la travail.

au soleil. Sont toujours au soleil. Sont toujours empruntées. — Pâques personnes. Apprécient de belles journées. — 10. Envie. Adverbe. Bénéficie donc d'un certain équitibre (épelé). Abréviation. — 11. Qui ont des œillères. Prépare des cadres. — 12. Degré. Le malheur le rendit bête. Possessif. Plus d'un quitte sa boîte à l'heure où le travail commence. l'heure où le travail commence. -13. Comme des animaux ou des plantes. Peut apporter la lumière en coupant d'abord le courant. 14. Pièce à reprises. Aigrette lumi-neuse montée aux extrémités d'un mât (trois mots). — 15. Supprima la salade. Réclame des fraises quand elles sont gâtées. En France.

Solution du problème nº 5765

Horizontalement l. Honneur. - II. Inuit. Age. -III. Beignes. - IV. Erseau, Ri. -V. Ré. Tes. - VI. Nul. Evadé. -VII. As. — VII. Tectrice. — IX. Oral. Ru. — X, Oisive, An. — XI. Exérèse.

Verticelement

1. Hibernation. - 2. Onereuse. -3. Nuis. Lycose. – 4. Niger. Strix. – 5. Etna. Etrave. – 6. Eu. Voiler. – 7. Ras. Talc. – III Radieras. – Remisée. Une.

GUY BROUTY

Les collectivités essaient de dégager des marges de manœuvre financières pour poursuivre leurs investissements sans déraper vers le surendettement

EST dans un extente économique difficile, marqué, de plus, par les conséque de la faillite d'Angoulème, que le élus locaux viennent leurs budgets. Au début de l'année, leurs prierre Richard, président du l'alli local Richard, président du l'allocal
France, annonçait lassebaser fiscales
dre croissance dotations de
l'Etat s. Malgré ces perspectives
inquiétantes la
dettement, la plupart de élus
locaux
leurs programmes d'équipement.

Pour de faccarries

Pour rules des économies, Pour des économies, renoncer nécessaires politiquement », locaux d'alternatives, explique M. Jean I Grissac, financier : « Ils peuvent réduire les dépenses de faugmenter l'imprunt la première solution a conséquences néfastes sur le climat social. La de est impopulaire, et la troisième revient diffèrer l'impôt.

Départements communes out

Départements communes ont plus grandes difficultés dépenses fonctionnement. Ces charges de gestion courante, qui comprennent in rémunération personnel, les frais le fournipersonnet, les trais et toutinmarticipations diverses, and que
intérêts la dette, representations
qu'elles dépassent pas 33 % des
budgets régionaux. De les maires budgets regionaux. Depuis une demi-douzaine d'années, les maires et les présides de leurs efficient ont déjà leurs leurs efficient (1991), adoptant politique le beaucoup plus in nable que par le passé, en la ficant cretains agents de les rant certains agents de les tures intercommunales, et en concédant une partie de les services w secteur privé.

Parkings plus chers

De nouvelles compressions raient, 🖆 Italie façon, I l'hamilial représentants du personnel. En s'alourdir, cette année, avec l'aute en vigueur 1 accords Durafour dans certaines filières professionnelles, et l'application 🏙 nouveaux

Lorsqu'elles ne peuvent diminuer leurs charges - et notamment, celles, nombreuses, qui me des dépenses obligatoires, comme l'entretien de ville, le tribunaux, ou l'aide sociale, — collectivités d'améliorer leurs recettes. Elles peuvent augmenter tarifs de différents publics gérés en régie : adduction d'eau, assainissement, cantines, crèches, parkings, transports
publics... 1 action, qui
pèse sur n'a que
incidences réduites. tains experts (1). doit, in plus,

se fonder de évaluation précise le coûts de fonctionnement. Or, faute d'utiliser de comptabilité analytique, un grand nombre ar collectivités and incapables de faire

Pour dégager a nouvelles mies, c'est donc vers la fiscalité locale une le collectivités doivent devrait représenter, selon le Crédit local de France, plus de l'imiliards de francs, qui profiteront aux communes (plus de milliards), più aux département (plus de 107 milliards), de aux régions (plus de milliards). Le

VANT de procéder au sus A du budget, M. André Sentini, maire (UDF) d'Issy-les-

Moulineaux, ■ «sondé», par

courrier, 🔤 contribuables 👪

commune, Un questionnaire

im invitait, mi umme plutôt

musclés, 🖥 se prononcer sur

les winteres budgétaires :

« Pour ponc-

tions an gouvernement socia-liste, indiqualt a formulaire,

ware quelle lichmille va Victre

1. Augmentation des tarifs

des usagers, 2. Augmentation

impôta locaux, 3. Combi-

naison des la la la la pré-

fovers fiscaux auraient

répondu. Sarrinda de Englisi

entre la mana El la choléra,

III I memi opté pour l'aug-

mentation de publics

incers (crèches, transports en

cantinea...), 2 1

poids relativement limité des

régions ne doit 📻 faire oublier

que, depuis dix ans, en jeunes col· lectivités en multiplié leurs prélèvements. Le multiplié leurs prélèvements. Le mi elles – et, dans une moindre proportion, et départements – qui ont contribué l'explosion

Solidarité

financière

Le fill que les communes, les départements et les régions, main les districts au les syndicate

d'aggiomération, mangent »

contribuable. M. Jean-Pierre Sueur,

vités locales, s'est récemment municipales s'est récemment municipales spécialisa-

tion impôts impôts par me

med > 5 M malirem des

préférence ?

collectivité, ajoutant que la la la d'habitation, votée en juin 1991 par le Parlement, allait dans ce sens. Cette réforme, voulue de longue date par les dépussocialistes, devrait entrer en viguenr cette année, malgré l'hostilité premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui la juge inopportune, quelques des élections légisment (le Monde du la avril). La part départementale de taxe d'habitation devrait désormais sur le revenn de habitants, sur le revenu 📥 habitants, plus sur la valeur locative de la logements, a qui introduirait une justice

pour 🚟 🕍 impôts, 💌 27 %

pour le combinaison il deux.

La mile advantal protester,

auprès de habitants.

« le bouleversement continuel

des règles immolleres. Le

prélèvement au titre 🕪 la

dotation a sale urbaine

ajouté à diminutions

is compensations in the last of the last o

(taxe professionnelle, foncier

bâti), entreîneraient, dan sa

commune, um « manque » gagner » Im 6,5 millions um

francs en 1992, sur un budget

M fonctionnement 🖮 🕅 mll-

L'augmentation des impôts

décidée pour l'arrais 1992 sera

néanmoins infilitaire au colo

ille la vie. Elle pursen le teur de

lá mam d'habitathan á 16,66 lb.

11,81 %, m le taux-plafond

L'Assemblée de présidents de

distorsions Feet Pour ne pas en être tenus responsables, un interior

nombre d'lla ont voté les nare

que l'instit dernière. L'APCG

taxe professionnelle. M. Sueur

aimerait, pour sa part, in impôt impôt aux groupements de

La taxe professionnelle convoitée à juste titre, parce qu'elle représente principale de moitié de la fiscales. Il existe pourtant

de grandes disparités in revenus

nombreuses entreprises, de la qui possèdent surtout des loge-

inégalités, le gouvernement a mis en œuvre, en 1991 et 1992, plu-mécanismes de solidarité

BLOC-NOTES

est de 23,52 🕦

Issy-les-Moulineaux

sonde les contribuables

financière, comme la stralla de solidarité urbaine (DSU), le fonds de solidarité lle-de-France, ou la dotation de développement rural.

Orden i ces moura, une ville Garges-lès-Gonesse (PC, en 1991, 8 millions de france de la municipalité, aux pements scolaires et sportifs, qu'à l'aménagement quartiers. Une magement lesy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), a, en revanche, mise l'contribution. Il maire (UDF), furieux de constater un

à gagner » de 6,5 millions

francs, a demandé aux habitants

Lui avis sur la budget (voir

Différer l'impôt

lim efforts visant in augmenter la capacité courante in financement révèlent insuffisants, in collectivité doit revoir il la baisse ce qui vité doit revoir le baisse ce qui constitue principale raison d'être: l'investissement. Celui-ci comprend le dépenses d'équipement le remboursement le capital de la dette. Il devrait, en 1992, représenter plus le milliards de francs, selon le le le local le France, le budgets communes, 39 % le budgets départementaux le budpite represent.

La décentralisation LIVE, en pre mier lieu, 🔚 transferts 🏜 compétences en martir d'éducation lui ont fait prendre un véritable envol. Les départements les régions ont l'in nombreux collèges
lycées, qu'ils un largement
financés sur leurs deniers.
En de voirie aussi, ces collectivités n'ont pas le sur la les désengagements de l'Etat, les n'ont pas hésité à part des routes nationales devenues départementales par la d'un reclassement, lignes par la SNCF comme non relación (le daté 22-23 mars 1992).

Pour investir, peuvent utiliser leur épargne, augmenter la fiscalité. La recourir à l'emprunt. En période préélectorale, certains élus 📺 tendance 🛚 différer l'impôt grâce à une de l'endettement. Ce choix peut se justifier dans la mesure où il permet d'i répartir, sur plusieurs générations il contribuables, le finant d'équipements structures Quelle que soit solution retenue, « la collectivité de désortielle mali veiller à maintair un bon niveau d'épargne nette, malgré une conjoncture plus difficile que par la passé », la président d'Cré-dit local de France. Cette notion, sur laquelle il de l'accent, alors que l'affaire d'Angoulême est encore dans les esprits, désigne l'argent qui reste, une payé dépenses le fonctionnement le annuités 📺 la dette. L'épargne

permet d'investir and s'en-

detter, ou 👫 🔳 désendetter. Les «championnes» de l'épargne
les régions,
plus de leurs dépenses
d'investissement cette marge
d'autofinancement. Ensuite d'autofinancement. Ensuite nent les départements (45 %) et. loin nêre. (de 7 à 12 ° qui sans doute mocondamnées ralentir leurs « Depuis 1989, complus de 100 ° habitants l'ont fait, constate M. Christian Lalu, directeur de l'Association des maires de grandes villes de des maires le grandes villes de France. Elles se contentent de renouveler infrastructures raitantes (stations d'épuration, routes). 💶 reportent à plus tard 📺 équipe-

Pour diminuer les frais linanciers, collectivités and appris serer au mieux leur dette et leur tresorerie. Certaines ont mis au point procédure d'un de « tréso-rerie zéro», qui consiste I réduire un minimum les disponibilités pla-cées au Trésor public un rémuné-ration, un une de rembourser leurs emprunts pr anticipation. économisent ainsi de final finan-ciers : « I III francs en un weekend, pour aux de 10 mil-le francs et un taux de crèdit de 10 %», selon M. Michel Klopfer, conseiller financier. En Haute-Corse, unun technique a permis III égager une économie de 5 millions francs par an.

Pour apprécier correctement doivent appliquer deux règles : une programmation pluriannuelle, destinée I mesurer l'impact de leurs décisions sur le long terme, une des risques (garanties d'emprunt aux satellites, notamment), afin de prévoir toutes les

(1) La Commune, sa gestion budgéte par François Labie, Editions Liaisons.

Des prévisions tardives

ES communes devalent adopter budget avent le 31 mars, milles départsmante at im régions ant bénéli d'un sursis de quinze jours, en l'all année, un l'all nombre tardive plaignent in reçoivent, en provenance (eiles-mémes la au la calla la loi de finances) préparation de m document, et du délai rapide qui leur 📶 ensuite imposé pour le confec-

Demi la grandes villes, la départements la régions, an disposent in many techniques pour simuler montant prévisible bases limit dota-l'Etat. Ils établissent der leur budget primitif avant corrigent, courant mars, modifica-

Mais, run le villes plus Very significant pendant près d'un trimestre, ce qui 🔚 reconduire, pendant délai, dépenses me de précédent. Ils aimeraient provisoires, pour que 🖦 budget, «acte 🖨 prévision et d'autorisation », soit adopté sall la début la auquel II se rapporte.

REPÈRES

LIMOUSIN

Une terre d'immigration

LE Limousin est, m notoriete publique, une terre d'émigration, dont les autochtones doivent aller vivre ailleurs leur carrière professionnelle. Mais c'est aussi une terre d'un-migration. Une étude publiée par l'observatoire régional de l'INSEE a partir du chiffre au dernier recenseparur ou entire de dernier recess-ment met ce phénomène en évi-dence. Chaque année, ces migratoires qui pensent le déficit chronique du mouvement naturel de population. Dix les naissances; ils arrivent pour un les naissances; ils arrivent pour un lers région parisienne, un tiers un tiers de l'Hexagone de l'étranger (un sur il total),

Certes, la majorité nou-veaux Parisiens, des enfants revien-nent vivre leur retraite. représennent vivre leur retraite. In représentent, selon l'INSEE, les trois cinquièmes I total. Ce qui signifie, a contrario, que deux immigrants cinq sont des actifs. Ceux-ci a plus jeunes et mieux for les autochtones. Les cadres supérieurs ou deux fois plus représentes chez limmigrants.

Taut-il voir une conséquence du fait que l' taux chômage miférieur la moyenne nationale, chez ces nouveaux (17,11 que chez les autochtones, l'incephéomène d'immigration a'en phénomène d'immigration n'en pas moins le espoir pour la région d'endiguer une désertification d'endiguer une désertification de la compours menacaute.

Basse-Normandie

Honfleur fête Boudin

LA région Basse-Normandie, le fit is Monet un pour

«Le département et la région symbolise une tradition mais aussi sesprit d'initiative », estime M. L. Ameliac, député (UDF) Calvados. Francis la La l'exposition, un effort va im fait sensibiliser les élèves des lycées d collèges un peintre et I son époque. Une exposition itinérante doit facilitm cette approche pédagogique.

MIDI-PYRÉNÉES

Des pistes pour champions à Barèges

DANS les _____ 50, ___ Pyrénées final au l'français quelquesunes de ses plus belles _____ d'histoire, _____ que la suprématie alpine
n'impose _____ loi, par _____ p'iin...
interposées. Peu de gens se souvienune de François Vignolle, de Walter
La Jeandel ou d'Henri Cazaux,
tous champions de François Jean tous champions de France leur spécialité. En des coms d'Isabelle Mir et d'Annie Famose a tabelle Mir et d'Annie Famose
it aujourd'hui très présents dans
les mémoires, la ayant gagné
championnat ayant gagné
champio

Ce village a dépouss manage le marque (le Monde 115-16 mars), et vient de les pistes a son domaine de le noms de champions. Une Bernard Giraudeau par Lus-maires du Luz-Saint-Sau-

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de aos cor-respondants Georges Chatain (Limoges). Etienne Banzet (Rouen), Jean-Jacques Rollat (Tarbes) et Jacques Monin (Montpellier).

Le président du CNFPT démissionne

EAN-CLAUDE PEYRON-NET, président IHI du Cenun national M la fonction publique territoriale (CNFPT), in the control of the contr pour ill aus en ill Il souhaite, écrit-il Min m leure

démission, dégager du temps pour la législatives et, surtout, anticiper le renouvellement, prévu pour l'automne, du collège du conseil d'administration du CNFPT. Compte tenu - inchin elections cantonales, défavorables à la gauche, il w vraisembla-ble, e effet, que J.-C. Peyronnet perdrait son fauteuil. Il lui semble, lors, inconcevable pro l'instituprésidence en sursis, 🖪 donc sans autorité, pen-🚐 🔃 iongs 📖 ».

démission prématurée rend obligatoire Whatliff d'un murau président dès la prochaine du coministration, le 5 mai, c'est-à-dire mai le renouvellement 🔤 collèges départemenrégionaux, qui devrait coûter deux sièges au PS, ■ mettre en danger un majorité relative au sein 🛍 l'organisme paritaire. 🜇 attendant, c'est le vice-président (PS), M. Claude Domeizel, qui devrait assurer l'intérim.

AGENDA

□ Photos 📶 presse 🖺 Rouen. – Area is present to present the tocales, franchists for the times and photographiques III Handonganise, du 7 au 24 mai, une cinquantaine d'expositions i agglomération De l'hôtel l'arégion, par l'espace SIVOM, 2 500 photographies, provenant des plus grands quoticiens au considere servoit présentées européens, seront présentées. Il manufam photographiques de Normandie, III., place du Généralde-Gaulle 76187 | Tél. | (16) 35-71-24-36.

u Per villes pour demain. - La l'automobile (FIA) organise au Palais des congrès à Paris, du lundi L'au mercredi 29 avril, une conférence mondiale sur le thème : «Des villes pour demain. Mobilité urbaine et qualité de vie » Les travaux de cette conférence auront pour but de définir la place qui devrait revenir 🌡 l'automobile dans les villes de demain, et les dispositions qui devraient être prises pour que les transports publics et privés jouent pleinement leur rôle au service des usagers sans porter préjudice à

▶ FiA. 8, place de la Concorde. 75008 Paris. Tél : 42-65-99-51.

M. Charles Pasqua et la décentralisation. - Le groupe « Sciences-Po développement régional et local»

organise, 🖿 mardi 🛢 mai, un dîner-débat dont l'invité M. Cara Pasqua, président 🖦 qui interviendra sur la thème :

in reliabilità locales, l'Etat, l'Europe. Saint-Germain. 75007

Télécarte régionale

La région des Pays 🍱 🖺 Luie de trouver une nouvelle pour connaître. Elle a pour orner cartes teléphone atlantique. la Loire » s'ome d'une très belle vui du fleuve u de ses sable sur fond a sur fond a sur fond a sur figure une carte d'alemant synthétique le tinée il présenter il région et ses agricoles il industries outil de promotion,

MANUAL PROPERTY IS NOT THE REAL PROPERTY AND PARTY AND P à 110 000 exemplaires, pour un investissement de 300 000 mai de de mai régio nal. Criss série devrait être sui-vie, il la fin du mois in juin, d'une plus sur sur la attraits touristiques Pays de

PUBLICATIONS

□ Code des communes, - Le direction des Journaux officiels vient de publier une nouvelle édition 💵 Code des communes. Cette édition, refondue, prend en compte les demières modifications législative relatives à l'organisation, aux finances, à l'administration des services et au personnel

Les trois volumes, 200 francs. Direction des journaux officiels, 26, rue 111 (16-1) 40 111 (16-1)

□ Guide budgétaire. - La Direction cénérale des collectivités locales (DGCL) a mis en vente un Guide budgétzire communal. départemental et régional 1992. Ce document dresse la liste des différents concours financiers que l'Etat accorde aux collectivités en et présente informations la confection des budgets locaux. Cette publication intervient un peu tardivement, puisque la date limite du vote des budgets est fixée au 31 mars. En effet, les informations communiquées dépendent Mai dispositions adoptées m fin Parlement care le

>129 pages, 80 francs. La Documentation française, Décentralisation. 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

cadre, notamment, de la 🖿 de

MANAGEMENT DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL "MBA"

Formation de cadres supérieurs des secteurs public et privé

9 modules d'une semaine à partir de septembre 1992

Un stage enfreprise en un collectivité

Un projet à réaliser

INSTITUT DES MANAGERS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL 93, rue de la Jonquière 75017 Paris tél. 40 25 39 02

- ap-table - Braille

10.000 comment of

Total and the second

CULTURE

MUSIQUES

La chute de l'ange

Sur un écran noir de cinéma, dans des plages de lumière picturale, l'opéra de Debussy rejoint les grands mythes

PELLÉAS ET MÉLISANDE au Châtelet

Voici dair la roman i- la maria Voici de ciel, greiottant de bord de sa fon-taine, petite sirine de la l'eau, princesse enfuie d'une autre pla-nète, desar-mée, sohynx impénétrable, desar-mée, sohynx impénétrable, desar-mée, sohynx impénétrable, desar-plus pro-fond de temps de l'inconscient jusqu'au où on peut voir depuis de la décors de magnifi-deur de décors de magnifivon depuis avril. Spectacle imparfait par le décors, magnifiqu'utopiques. Spectacle pourtant inoubliable. Jamais les anecdotes livret — sant, épouse juvénile séduite par un amant — le cet esthétisme fin a n'auront le point laissé place l'all. A la lactique du jour de la nuit, soleil l'all liune, mort des pulsions vie. A la transformation d'inalement in mystérieux archétypes, mutants fantastiques archétypes, mutants fantastiques archétypes, mutants fantastiques l'image de l'en donne-moi main » enfants égarés et le main septincipe angélique, de le de même aspire maladivement au principe angélique, elle-même aspire maladivement au septincipe angélique, elle-même aspire maladivement au series de la contra de la contra de l'allement au series de même aspire maladivement au S

Le règne de la lumière ou de l'obscurité

water days

112

1941 94 95 1844

A 122 200 4 500

 $z_{i+1} = \cdots, z_{i}$

1.00

+929 - 2

2000 100

 $\alpha_{i}\in \mathbb{N}$

A CONTRACTOR

Imperfections? Le | l'air quand sait qu'au sénérique figurent les
Boulez, de Stein, de KarlHerrmann, de Moidele
Bickel, de L. Kaiman. Boulez, conscience de la musique, and de la direction d'orchestre en France. Stein : l'intelligence de la mise en scène en Allemagne. Herrmann : le décor comme composante intellec-tuelle de l'opéra. Bickel : des cos-tumes pour Brook, pour Chéreau, pour Bondy, pour Wilson, pour Rohmer Marquise d'O. Kalman: l'homme des lumières rasantes et production éclatantes, cheville ouvrière 🛍 l'Opéra d'Amsterdam. Réunis pour in semaines de répétitions au Welsh Opera Cardiff, puis débarqués en principe fin The pour représentations Paris, les plus d'hui. de professionnels d'aujourdeux heures de que! 🖃 machineries 🐱 Cardiff n'ont paraît-il pas



la du la renacient. A force de d'entractes, perd rythme. Ce rythme princi-

Avec Peiléas et Mélisande, Debussy I voulu inventer l'opéra d'après Wagner, non pas ann lui malgré lui. Il a trouvé son B a symboliste Maeterde guerre contre le leitmotiv, révé
d'un système-qui assurerait-la
continuité et l'intelligibilité de namerical lyrique was recourir signaux thematiques étroiteprise avec les arts A am lamps le pointillisme - et avec l'idée, née de la psychanalyse, qu'une histoire en se réduisait pui chronolo-sie, il d'un opéra dont d'un opéra dont relate la logique narrative, qui surpi rumus unt succession de «scènes-clés» ou il male primitives», kan lieu, hors nialm de leur menme, scènes ilon Transmired se résume sium : règne de la lumière un de l'obscurité? Tour parole, I musique ribewas garde me mystère impénétrabie. Seuls interludes orches-

traux, qui n'existaient dans la initiale, que Debussy dû ajouter ou allonger raisons de all scénique, établissent un état li et des psychologies. Non comme constats, Comme anticipations. La musique «sait» 🖍 🚾 le drame qui 🗷 Ainsi le spectacle apparaît au seus propre comme une projection imaginaire – et toute provisoire – des «vérités» contenues dans la musique. Ce qui explique que les in en white les plus dénudées (Strosser) ou les plus baroques (Lavelli) laimet lajon en prili

Contre-plongées et ombres chinoises

Stein et Herrman ont choisi d'interposer tout un système de horizontales et verticales dans le cadre scenique pour diversifier et enrichir in regard frontal. Des panecran central s'ouvre en iris. Et ces dispositifs oniviques donnent l'illu-sion de paupières à moitié baissées, apposés sur une réa-lité en partie refusée («fermez-rous jamais les yeux?», de le Mélisande, « dormir », répond-elle). marta pour milit part dies im

Il y a aussi ce plan stupéfiant en contre-plongée avengles » la la grand de l'amour naissant, la récupédeux au plus la la un anoramique tout sussi 💴 🚾 🖷 panoramque tour sussi
cinématographique plan
incliné et rayon de lune sur le côté.
la langue
de d'un interrogatoire
indulgent : leurs gestica globe aveuglant stein son Roberto Zucco). In lableaux, par la limpi-szuréenne, leurs aquatiques un reflets argentés, leurs volumes régulièrement rythmés par des trones d'arbre des piliers, rappellent Bob Wilson géométrique. De connaissait à Franche plus de réalisme, mois d'artifices (la 🛶 en carton-pâte du troisième mu Moyen Age Im paccotille, men envol all vraies colombes; il vrai vailes colombes; was vailes colombes; was vailes asche du petit vailes avec l'imaginaire un peu d' Maeterinck qu'avec le tition de Debussy, si le transparence derrière la transparence de l'avec la l'avec le transparence de l'avec le l'avec le transparence de l'avec le l'avec le transparence de l'avec l' mobilité Male de l'orchestration. Le mattant en mais et le décorateur allemands 411 donc travaillé et de formes récurrentes. Travail d'une rigueur et d'une lisibilité presque étinillair

Dans la losique en vedette a sions, la en vedette a d'abord l'attention. Le scintillement mouvant, les métamorphoses imprévisibles da l'orchestre, III nervosité féline marl'emprise boulézienne les garde-à-vous mais lamais raides. Time les chanteurs (Mirai intrese qu'excellents) and un léger ------qui n'a jamais gêné voix (celles d'Arkel et de Goland exceptées) régulièrement coucurieusement, ne s'en s'en soucier. C'est peut-être s'en qu'il entend Debussy. Une musique in

ANNE REY ▶ Jusqu'au 29 avril, Théâtre du Châtelet, 40-28-28-28.

EXPOSITIONS

Machines meurtrières

Les constructions glacées d'un dadaiste contemporain

ASKLEY BICKERTON à la galerie lambert

Picabia et Duchamp dessinaient et peignaient des machines absurdes et menaçantes, des rounges qui tournent à vide, des engrenages incompréhensibles et des machoires dentées qui claquent dans le vide. Leurs enfants et petits-enfants ne cessent depuis de concevoir des mécaniques selon ce principe d'ironie. On ne saurait donc prétendre qu'Ashley Bickerton, immenté un nouveau genre d'assemblages. Mais il fait preuve, dans cet exercice, d'habileté et le prolixité. Mieux encore : il su se donner un vrai bon sujet de travall, les et vacances tropicales, il la prouve per exemple.

Pour son exposition and Yvon Lambert, la première qui lui soit offerte en France, on dirait qu'il a vidé un magasin de fournitures mari-times. Rien n'y manque, les tubes il oxygène pour plongée sous-marine, les cordelettes et poulies des grée-

ments, 🔄 hublots, les 🖚 en plastique moulé, les réservoirs meke-les réservoirs meke-postales, photos en noir et blanc retouchées des inscriptions, il fabrique reliquaires absurdes en l'honneur de l'arrive relation frelaté croisières catalogue et du transcontinental. Il fune de ses constructions, le pius reussie sans dour il a ajouté un grand poisson de sculpté, le exemple d'art primitif d'aéroport qu'il ripoliné afin qu'il ripoliné afin qu'il ripoliné autre, il dispose lableau récapitulatif une de types ethaiques d'Afrique d'Océanie comme on en voyant

Tout cela at midel très froideplaisir — l'objet pou l'objet. Art sociologique — doute que celui-ci, qui prête peu l sentir – mais juste efficace.

PHILIPPE DAGEN Gelerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris; t31.; 42-71-09-33. Juagu'au 11 mai.

EN BREF

Depuis Efestival Festival Court-métrage pour jeune public (Seine-Saint-Denia)

In programmes In jury professionnels du cinéma, d'autre par année, parrallèlement compétition, I Festival rend hommage grand créateur hommage grand créateur films d'origine polo-naise, mais ayant Moscou et en France,

► (a 26 avril, Espace Paul-Eluard & Stains. Tél.: 48-23-08-71.

o D'apolitado à Y- Klein photographies de Marcel Proust enfant, un manuscrit de cul, écrit = Verlaine), l'Ode
Douanier Rousseau = trois
souaches d'Apollinaire, = = Picasso montrant l'auteur des Calligrammes en uniforme, la tête ban-dée, après sa trépanation, des parti-tions d'Erik Satie et des lettres de mercredi 20 mai la George-V la Paris, par la La Ader-Tajan. Ces proviennent du bibliophile Jacques Guérin, quatre-vingtneuf III qui depuis plusieurs disperse = bibliothèque aux Le lendemain, | Drouot-Montaigne, des pièces d'Arman, Appel, Blais, Combas, Garouste, Penck of Soulages dispersées «historiques» — premières du Nouveau particulier and marce its Daniel

Spoemi (1963) et un monochrome

bres-poste », présentent 📂 copies

d'Yves Klein de 1958. Man erroll les grandes serves exposerries I l'art contemporain, à New-York m partir m 2 mai), organisées par Sotheby's m Christie's, qui indiquemai im grandes imiliante de mar-Millart pour 1992.

a mobilier hos pitalier. - Le mobilier hospitalier peut-il avoir un design original? Peut-il être moins limbs moins banal spécificité II was efficacité? Le concours III l'initiative III ministère III la culture, 🔳 l'assistance publique 👪 Paris tente de répondre à ces questions. Cinq couples designers-indus-triels y participent. Ils doivent déposer un avant-projet le 2 juin prochain. Le sera de 1 à la fin de l'année, Jacques-Louis professeur d'hématologie I la Pitié – il enseigne également I du Louvre - a été il pour présider jury. «L'architec-hospitalière fait ces demières années rès considérables, explique-t-il. Une véritable révolution, il est nécessaire que le mobilier et industriels prennent ce projet de au sérieux, les min ne sont pour autant assurées : chaque hopital commande effet directement son mobilier, besoins is ses with

□ Rectificatif. - L'exposition au Centre Georges-Pompidou i e organisée par l'Union indiqué dans le Monde avril, i propos du colloque avec scénographe, mais par l'Union

CINÉMA

Hommages A Satvajit Ray

L'Inde rend hommage au cinéaste Satyajit Ray, mort jeudi 23 avril (le Monde du 25 avril). Avant la crémation, qui a su lieu vendredi, le corps du réalisateur a été exposé dans un complexe cinématographique de Calcutta, et des dizaines de miliers d'indiens sont venus lui rendre un demier hommage. La journée a été décrétée jour de deuil national. Les écoles, les bureaux et la Bourse de Calcutta ont été fermés; les drapeaux ont été mis en berne. Satyajit Ray avait reçu pour ses films en bengali.

En France, c'est le Festival de Cannes qui avait révélé l'artiste indien. Son premier film, Pather Panchali, primé sur la Croisette en 1956, sera projeté au cours du prochain Festival, a déclaré son délégué général, Gilles Jacob. Agantuk, la demière ceuvre de Satyajit Ray, présentée à la Mostra de Venise mais encore inédite en France, sortira Cannes s'associera à cette sor-

FR 3 ajoute a ses programmes du week-end un long-métrage courts-mé-trages du disparu. Le quarante minutes, diffusé nuit de samedi l dimenche 1 h 30). Les la nuit dimanche la lundi présentée Conclusion la h 10), suivie, la 1 h 10, per les Bijoux pardus.

Une ville chic où émerge une équation simple : ville aisée + agréable + la lant = la ciné-phile (1). D'actual que la la seille, le la la et la peinture. A Aix. musique 🖪 🗽 cinéma.

Ambill d'un britain propice, Aix bat les fréquentation managrands grâce à man richesse de programmation | jaloux la plupart in Tille in France : ties, quatre pour le cinéma d'art et d'essai, dont « recherche » (il n'y m aucune l Demaile), un institut de l'image actif (rétrospective Philippe métrage en décembre (« Tous courts »), in ribambelle de lycées. Bref, | le paysage de cinema ul couvert », affina Emmanuelle Ferrari, responsable de l'Institut M l'image.

perturbé, depuis quelques par un exemplaire : Guillaume, le directeur des douze Cézanne-Renoir, s'est porté acquéreur des mu all art il Mazarin, dont le veut séparer. La boucle sur bouclee, explique M. Guillaume qui détiendrait le monopole du Aix, je mil la meilleure ville de France, ça veut dire que je fals bien mon travoil. » Mais le pro-grammateur du Mazarin, Jean Chenu, rappelle que le Cézanne-Rander se illema à 25 % par le circuit Pathé : « Cest

Aix qui est en jeu. s C'est, en tout cas, la diversité des choix.

Majors contre exploitants indé-

pendants, Cézanne contre Mazarin, Guillaume contre Chenu. Les deux cinémas sont I un coin de rue l'un ile l'autre et les deux hommes se livrent une petite guerre. Jusqu'ici, aon se tirait des bourres pour avoir quelques films en exclusivités, explique M. Guillaume. La, le combat est plus sérieux, m priori inégai : trois seus 🔳 140 000 entrées d'un côté; douze salles et plus de un million de spectateurs de l'autre. Mais le directeur du Mazarin a redonné une vitalité au cinéma d'art et d'essai, en augmentant les entrées de 60 h en trois ans dans une conjoncture difficile. Il est vrai que Jean Chenu s'est

remué : une qualité de programmation saluée par tous (300 films par an), adhésion à l'association Cinémas du Sud (vingt-six écrans dans douze villes) pour aider i la venue de films, une politique in prix rigonreuse (23 Final la place), Mil files pur les athen I quinze francs, im actions dans les lycées, le opérations communes avec l'Institut de l'image tions multiples : au mois d'avril, Danielle Dubroux, pour présenter Ma Border Line; Ken Loach, invité dem le dalm du famini « Viugt ans de cinéma britannique»; une «nuit de l'ames avec petit déjeuner offert à l'alle

Fort m succès, Jean a une pétition, «signée par treize mille soit plus dix pour de la population»; cinq mille vœux de envoyées la mairie es ces mots: e Monsieur le Maire, le cinéma Mazarin risque 🕹 disparaître»; 🔤 🖼 🖟 de distributeurs indépendants unt s'est and an alla da lye Paul-Cézanne; han Chem a écrit la éditoriaux au canon dans la brochure bimensuelle qui accompagne la sortie des films.

Mais l'action la plus originale 📖 an stable calqué se le suite dons qui s'élèvent 1,5 francs », affirme Ilas Chenu. Ilas argent devait contribuer au rachat cinéma par es spectateurs. On Centre national du (CNC) Inili prêt I favoriser = mili i condition and municipalité s'en-Popération : la mairie n'a pas bougé. «Aix n'a rien à voir un villes qui doivent leur dernière un Charles répond l'adjoint aux finances, O Nancy.

La municipalité reconnaît 🔚 talents 👛 Jean Chenu, mais 🚢 laume, président du club de rugby local, une personnalité du cinéma à Aix. Quand beaucoup dispara en vingt sont toujours là, co père so fils, exploitants de salus depuis générations. Leurs Livréprochables, loin

universitaire» ou « Ciné classique»

Annaud, Vernenil, II
son présenter leurs films. Musel Guillaume avec nostalgie ses « coups » des années 60 et 70 : quatre mille perle Chant des partisans pour la sor-tie de l'au brûle-t-il? de l'au Clément; im Ellins & Raisi la places gratuites pour la Guerre d'Yves Robert, une distribution 2,5 riz la Tribulations d'un Chinois - Chine in Philippe in Practice.

Aujourd'hui, 🖛 🗀 🕳 🗸 🚾 🚾 affrontent de fréquentation de 20 h en six ans. La vente ne devrait plus les échapper, Marcel Guillaume = Trassurant, III de répéter qu'il m changera M. Chenu la la la trois salles art et essai : «Nos cinécomplémentaires. 🔃 si

nous avons idché 55 % & Gaumont. l'assurance écrite ter, man fils, maîtres de Action of

Le fils, c'est Jean-Marie Guillaume, vingt-sept le le soigné i l'assurance calme d'un jeune diplômé lima aux Etats-Unis. Le jeune homme a plus d'envergure qu'un simple fils à sait-il em c'est lui qui devra préserver l'indépendance et la du septième art la ville plus cinéphile France? MICHEL GUERRIA

(1) le Centre de la cinématographie (CNC), La d'exploitation les unités urbaines de plus 100 000 plus cent Aix en tête de l'indice de fréquenta-Montpellier, Paris, Annecy, Company of Street



ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Plains Faux : 17 h et III h 45, dim. III h. ARCANE (43-38-19-70). L'Espace du

: In In dinn. 17 h. ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : III h. III h III ATHÉNÉE - LOUIS-JOUVET (47-42-67-27). Selle C. Bérard. Du bois : 20 h 30. Bérénice : 20 h L h.

BASTILLE (43-57-42-14). Las Déliés : 19 h 30, dim. 15 h 30. Hall de nult 21 h. 17 h. BERRY (43-57-51-55). La Tragi-comé-

die 🚃 🔤 Cristobal et Dona Rosita : 19 h. Dim. 🗀 Champêtres 🐱 joie : 20 h 30,

BOBINO (43-27-75-76). Bouvard 🖦 ntra : 21 h. dinn. 15 h. BOLLEFES DU NORD (48-07-34-50). Ruy : 15 h et 20 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). George et Margaret : 17 N 30 et 20 h 45, dim. 16 N N BOUFFONS-THÉATRE DU XIX-

(42-38-35-53). Lilith, ex-femme 📟 = : 20 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The menthe ou t'es ment : 20 h 15.

Dim. d'expression artistique CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-

DRON (43-28-97-04). L'Aristophanie ou E Charur des E : III h CARTOUCHERIE ÈPÉE DE (48-08-39-74). La un un

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-fi un dans le selle? : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16), Joyzella : 20 h

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). La Jeu = du hasard : 20 h 17 h 30.

CIRQUE D'HIVER-BOUGLIONE (48-05-95-95). Les Sept Jours 📠 la Bible: 15 h et 21 h. CITÉ INTERNATIONAL UNIVERSI-

TAIRE (45-67-87-74). La Frontière : **I**h 30, dkm. 16 h. COLLÈGE FRANCO-BRITANNIQUE

(42-65-28-37). Cet étrange animal : COMÉDIE CAUMARTIN

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pièce musée : 21 h,

dim. 15 h 30. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h, dim. 15 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 19 h. Grand-Peur et misère du life Reich : 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). La Vie de Galilée : 20 h 30. Dim. Le rol s'amuse : 20 h 30. La Comtesse d'Escerbagnas ; George Dandin : 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÉS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).

Les Larrons : The h 30, dim. 15 h. DAUNOU (42-61-69-14). Canad la du Spiendid : 11 h 45. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Mélodie pour elle : 21 h 30. DEUX 446-06-10-26). Guy Mon-

: 21 h. DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY. 20 h 📉 dim. 🖿 h. EDGAR (43-20-85-11). In the et le grand : 20 h 15. Les - :

ELDORADO (42-49-80-27). 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). ; 20 h 30, dim. 16 h. ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). Foutiste : III h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le de Figaro : III h, dim. III h La Walle : 20 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Théiltre à une voix : 11 h. 14 l. Titre provisoire : 20 h 11 dim. 11 h. FONTAINE (48-74-74-40). La Company ------ : ID h B) = 20 h M.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nina : 21 h, 1 15 h. GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Rire: 18 h et III h III. Tu en la tu tout ca : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Lapin chasseur : 20 h m dim. 17 h.

20 h Tim petites planches III IIII petits clous : ID h 30. Le Perroquet de Marilyn : III h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Elle et IIIII... : 20 h HÉBERTOT (43-87-23-23).

: 21 h, dim. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99). W Centatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30, Les Gestronomades : 21 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). C'était

1000 : 21 h, 1000 🗏 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Lo plément au voyage de l'aminville 20 h 30, dim. 17 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Algérie i 20 h LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). Histoires

LE PROLOGUE (45-75-33-15), La Tentation Antoine

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Pall Prince : 18 h 45. L'Amérique, l'Amérique...: 20 . La vie int pas un film du Doris [My : 21 h 30. Bereshit : 18 h. La Jour-du : I h. La une légère angoisea : | h | h

MADELEINE (42-65-07-09). N'écoutez mesdames ; 21 h, dlm. 15 h 30. MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Bays : 🖿 h 30, dim. 17 h.

MARAIS (42-78-03-53). L'École : iii h. MARIE STUART (45-08-17-80), Les

Anciennes Odeurs: 18 h 30. Sevage 42-58-04-41). Le Misan-

thrope : 21 h. 15 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Cher Menteur : 11 h. dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Caligula

h 45, dim. 15 h. MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marriage de relat : 21 h, dim. 15 h. MICHEL (43-61-51 01), Dimmi moi : 18 h 🎮 🗈 h 🕦 et 21 h 15, dim.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux Nation du sanations : UES h. (48-78-04-04). bles: 15 h m 20 h 15.

(43-22-77-74), Outdépendances : III h M et 24 h 15, 66m 19 h 28 MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Late ===== : 18 h et

21 h, 4 15 1 1 **NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD** (43-31-11-99). La Belle Age : 🍱 h 👫 and the later NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Las

PARIS EN VISITES

LUNDI 27 AVRIL

(1407) Nicolas Flamel (1407) logis parisiens», III h 30, métro Rambuteau, rue du Grenier-Seint-Lazare (Pans sunctors).

«Le Père-Lachaise méconnu», 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade). « Les « nouvelle-

g Les nouvellement de Clumy », 11 heures, du Musée Clu (P.-Y. Jasiet).

Harais, place Vosges l'évolution du quartier », 11 h 15 heures 17 heures, mêtro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'eilleurs). riers, 14 heures, 5, rue du Docteur-Lancereaux (Paris et son histoire).

«Le village de Montmartre, du martyre de saint Denis à nos jours. La belle époque impres-sionnistes », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et Cours ateliers

Montparnasse », 14 Notre-Dame-des-Champs (Mr. Cazes). ■ Appartements royaux du Louvre et quotidienne de la Cour». 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant Louvre Antiquaires (Connaissance Paris).

Vosges 14 h Marais, sul (Résurrection du passe). accours), et dépaysement assurés », 14 h 40, 3, rue 🚾 🏲 🚾

Exposition: « Clodion », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie terre-plein (D. Fleuriot).

La peinture française au Louvre.

dix-neuvième siècle », 14 h 45,

li place Palais-Royal, devam Louvre des Antiquaires (Tourisme

«Un lapideire de de l'École beaux-arts», 14 h 45, rue epar devant l' (M. lenessa).

CONFÉRENCES

23. quai E Conti, 14 h 45 t «Les et la souveraineté = Europe», per M.-F. Garaud (Académie

magistrature, heures: in-relations franco-allemandes in présidence du général de Gaulle et les politiques auropéennes deux paya, avec P, Maillard (Association

CRIVRE (48-74-42-52). LIE III

M. Emilian in the second OPÉRA-COMIQUE - SALLE MINATI (42-86-88-83). 🔛 Fantôme 🔤 l'Opéra : 14 h 🗃 a 🗃 h 🖼

PALAIS DES ILAMI (GRANDE SALLE) (42-02-27-17), Jean-Marie : 20 h M MALAU DES GLACES (PETIT

PALAIS) (48-03-11-36). Soectacle de Rieboukine : 21 h. PAI AIS-ROYAL (42-97-F9-81) : 15 h = 10 h 11

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Silance M. Molière : 20 h 30, dim. 15 h. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle L Clorilde et moi : 21 h, din 15 h. Salle II. Januari d'une petite 11 : 21 h. 15 h.

PORTE-SAINT-MARTIN (42-08-00-32). et le l'alle : 17 h et au h 30, 15 h. DANELAGH (42-88-84-44) Les Noti-

mineur : 20 h 30, dim. 17 h. Gardi Hutd'Arpo : 22 h, dim. 15 h.

(42-08-18-50), h. Le Voyage en Italie, le Bout de le ROSEAU-THEATRE (42-71-30-20). manufacture in sommer : m h 45.

448-78-63-47), Enfin earled: 20 h 45. dim, 15 h. IIIM (42-62-36-56). I Show Bus : 14 k 50.

SPLENDID-SAINT-MARTIN STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Amérique 🐱 📖

Manager : 16 h 30 ut 20 h III. THÉATRE III - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Carnavai : 20 ii 30, 17 h. THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). III

du phare ; h 30, dim. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Prends garde il toi : 20 il 30. Daniel Lemire dans Juste pour

rire: 22 h. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La La l'an l'an l'an 20 h 30, 15 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Un au au du monde : III h 30. THEATHE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). De la paille pour mémoire : IIII h, dim. 17 h. Belle de Mei. Après l'amour : 21 h, dim. 15 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou 🖮 Bassan : 20 | 30, dim.

THÉATRE MODERNE (48-05-69-69). Je vous platt-ill : 20 h 30. THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Un fou d'opéra : 21 h, dim. 18 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLET (47-27-81-15). La Marie Un cosur une soutane : III h III III III III Andromaque : 20 h IIII. Salle Jean VIIII La Nuit in : h h dim. 18 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60), Name saile. Las Videurs: 16 h et 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). La 🗰 est 🖿 songe : 15 h m 20 h 30. THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON

(PETITE SALLE) (43-25-70-32). THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04).

Le Libertinage : 17 h. THEATRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Lisbeth est complètemm pa 4: 17 h.

THÉATRE PARIS-PLAIME (40-43-01-82). Tentr : 20 h 30, dim. THÉATRE MILVIA MONFORT

(45-31-10-96). Le des rois : 20 h dim. 17 h. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Don Quichotte : 18 h 45. Lettres de Louise Jacobson :

21 h. dim. 15 h. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Si Tricide dans Turnelli : Li h III., dim.

TOURTOUR (48-87-82-48). L'Educad'un prince : 10 h. / Sie de l'est : 20 b III. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

Terms I II I VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Trilogia me : 116 fi 32 et 22 h 20, dim.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATHE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). In ment de Sambre et Meuse : 21 h, dim. 16 h 30. Grande sails. Modeste Proposilici promoceri las inflitos decidination program : Disk to the state of the

BATEAU-THEATRE A COURBEVOIE (QUAI MARÉCHAL-JOFFRE) (40-51-84-53). Les Plaies lyres : 20 h

BOISSY-SAINT-LÉGER (LE FORUM) (45-69-83-48). 📟 📥 : 🖿 h CHATENAY-MALABRY (THÉATRE DU CAMPAGNOL) (46-61-33-33). La Voyage li lismi : Li h 🕰

EPINAY-SUR-SEINE IMAISON DU THÉATRE ET DE LA CLASTI (48-26-45-00). Le m h 30.

GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). Victory : III h 30, IIII 17 h, Down and Ola in Sain and London : 20 h 30, dim. 17 h. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC)

(46-24-03-83). Wall in second ou is Désir à vif : III II NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUISSON) (64-62-77-77). Mario: SAINT-DENIS (THÉATRE

PHILIPE) (42-43-00-59). Chef-lieu: 20 h III. dim. 17 h. J.-M. Serraeu. Internation in County : 20 h 45, 17 h. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉA-

(30-87-07-07). Las Francis : 20 h 45. SAVIGNY-LE-TEMPLE (MAISON JACQUES-PRÉVERT) (60-63-28-24). L'Arbre du 20 h 30, can. 16 h. VINCENNES IINTERNATIONAL VISUAL THEATRE (43-65-63-63). [...

: M b M VINCENNES ITHÉATRE DANIEL-80-RANO] (48-08-60-83).Dim.

CINÉMA

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24-)

Denys 21 h.

DIMANCHE El Sur | [v.o. s.t.f.], w Victor Erice, 18 h 30 ; Brève Histoire d'amour (1988, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Kiesłowski.

CENTRE

Hommage à la Warner Bros : le Trésor de le Sierta Madre (1949, v.o. s.t.f.), de John Huston, 14 h 30; Mister Skeffington [1] v.o. s.t.f.), de Vincent Shermen. 17 h 30 : Un tramway nommé «Désir» s.t.f.), d'Élia 100 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie porte Saint-Eustach Forum des Halles (40-26-34-30)

(1960) de Guy Lessertisseur, Jean Baert sturait-il tout? (1960) de Michel Mitrani,

A SRIGHTER SUMMER DAY, Film tahwanais Yang, v.o. : Suite Oddon, 6 (43-26-59-83).

LE COUP SUPRÈME. Film français

FACE A FACE. Film américain Carl Schenkel, v.o.: Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra. 2" (47-42-80-33): 14 Juillet

Odéon, 6- (43-25-59-83); Pathé Hautefeuille, 8- (46-33-79-38); Pathé

Hautsfeuille, & (48-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-32-82); Publicis Champs-Elysées, & (47-20-76-23); III. Beaugre-15* (45-75-79-79); III. Beaugre-15* (45-75-79-79); III. Beaugre-15* (42-36-83-93); Français, 9 (47-70-33-88); Fauvetta, 13* (47-07-55-88); Gaumont Aldais, 14* (36-66-75-14); Pathé (43-20-12-06); Convention, III. (48-28-42-27); Wester III. 18* (45-22-42-27);

42-27); Wepler II, 18-145-22-47-94); La Gambetta, 10-96).

LA GAMINE. Film français d'Hervé

LA GAMINE. Film français d'Hervé
Palud : Forum Horizon, 1* (45-0857-57); 2* (42-36-83-93);
Pathé Marignan-Concorde, 8* 1
92-82); UGC Biarritz, 8* (45-6220-40); Pathé Français, 9* (47-7033-88); UGC Lyon Bestille, 12* 14*43-01-59); Fauvette bis, 13* (47-0755-88); Gaumont 14* (48-20-12-08); Conven15* (48-28-42-27); Cichy, 18* (45-22-46-01).

chy, 18 (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

Square Batignolles (1960) -Jean-Pierre, Jean-Paul, Jean-(1961) Paul Séban, le Lance-14 h 🚮 ; Lazareff, 📖 🚐 et le

TRE ALEXANDRE-DUMAS)

poche : 18h.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Double messiours (1986), cois Stalvenin. III h 30 : le IIII la l'empire américain (1986, v.o. s.t.f.), de

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29) SAMEDI

DIMANCHE Hommege à la Warner Bros : Key Largo (1948, v.o. s.t.f.j, de John Huston, 14 h 30 ; Un homme is la isia (1957, v.o. s.t.f.), 5-300 Kezan. 17 h 30 : l'Etoffe des héros (1963, v.o. s.t.f.), : Philip limites, 20 h

SAMEDI Week-end | une : Jeunease : six portraits : En direct de l'Etoile : Yves Montand (1959) d'un réa-Esereur anonyme, China Initial (IIII de Pierre Si j'avals un million

ment du **allema** (1961) de Janina Guyon, de Tomayet, grand public : Lambara and Lamb (1969), 5 (1960). C'était un jour comme les autres (1970) de Philippe Labro, 16 h 30 ; l'invité du dimanche : Pierre Lazareff (1969) de Jean Land 20 h 30.

DUMANCHE Lezareff à la 🚃 : 🕒 وراث والإلي النظا على: التلط الم Sarrère, Rept 🔢 🖾 d'Igor Berrère, 🖦 (1964) Demayer & Armena Hirsch, Una (1964) - Jacques-Gérard Cornu, Qu'est-ce III II III d'Henri a Turer a Ange 200 50 % - (1966) d'Alain Dhenaut, 14 h 30 | Main III : Ceed Grand (1959) d'Hanri Carrier, Feet, je regnere à lates (1884) de Roger Burnman, Posta, Cas Inneres et (1961) de Michel Mitrani, le Business et in Single (1962) on Paul District in Discd'igor Pariez... On 1959) da Desgraupes, 2011 and and 1981 de Mallie Péricard, California et Esta Harman and American Roy, Secretar Rux Champs-Elysées (1960) In Trans Marie (1947) M.J.-J. Lagrange et J.-P. Harry III File in Miss (1983) de Para Dumayet, III h 30 ; la Crise du logement : Quarante mile transa (1960) de Pierre Tchemia, ille Francia Propriétaires I au Jacques (250, Cs pair à Fints : The (1861) d'Igor Mark's, les \$ (1963) de Mignot, Que war-in manual (1962) 🖏 J.-C. Bringuler 🗰 P. Séban, l'Opéra de Para (1982) de Roger Benemou, M Impart un (1965) de François en en esta de Visages d'une : le le d'un gréviste - Jacquez Krier. De -Distal (1961) d'Igor Barrère, les Ménagères et la Ministre (1964) de Jean-Christophe Averty, Carrier noirs de Finir (1964) de Jacques Krist,

François (*, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS SORDER LINE (Fr.) : De de Sois, 5-

(43-37-57-47). CÉLINE (Fr.) : Unimo Les Pales, 1-(40-28-12-12); 14 Juillet 1441 8-(43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, F (43-59-36-14) ; 14 (43-57-90-81); Fauvette. (47-07-55-88) ; Gaumont Parnesse, 14-

(43-35-30-40). (A., v.o.) : La Trois Langue bourg, 8- (46-33-97-77); Les Trois Bai-ZEC, J (45-61-10-60). LA GUERRE SANS NOM (Fr.) : Epée de

5- (43-37-57-47). KAFKA (A., v.o.) : Germont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 24 (47-42-72-52); 14 Juillet 6-AND SHOP IN COLUMN PARKETS. 8· (43-59-19-08) ; T4 Jam ----- 11· (43-57-90-81) ; Sept

(43-20-32-20) LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Latine, (42-78-47-86); L'Entrepôt, 14-

(45-43-41-63). OMBRES IT BROUILLARD (A., v.o.) : Logos I, 5 (43-54-42-34); UGC Triumphe, II (45-74-93-50); N 14 (43-21-41-01); II 18 (46-06-36-07). TRUST ME (A., v.o.) : 14 Par-

HANNA EN MER. (III)
Berger, v.o. : Reflet MédicisLogos salle Louis-Jouvet, 5- (43-5442-34).

mont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2= (47-42-72-52); Odéon, 1= (43-26-19-68); 19-08); La Double 11= (43-07-19-68); Geumont Parnasse, 14= (43-07-19-68);

NOUS DEUX. Film français d'Henri

Opéra, 2º (47-42-60-33) : Beaubourg, 3º (42-71-52-36) ; Imal Hautefeuille, 33-79-38) ; Gaumont Chemps-Ely-43-67-75-58, (43-59-04-67) ; Fauver Branch Park

13- (47-07-55-88); Gaumont Par-14- (43-35-30-40); Caumont Par-14- (36-65-75-14); UC

Convention, 15 (45-74-93-40); Cichy, 18 (45-22-46-01).

PAS DE RÉPTT POUR MÉLANIE

Film canadien de Beaudry : Latina, 4- (42-78-47-86) ; Sept Par-nessians, 14- (43-20-32-20).

LA RÉVOLTE DES ENFANTS. Film

42-26); George V. (45-62-41-46); Sept Parnassisis, 14-(43-20-32-20); Pethé Clichy, 18-(45-22-

ROME ROMÉO. Film français

d'Alain Fleischer: Lim Trois Luzem-bourg, 8- (46-33-97-77).

um Emmi Express, 1= (42-33-

français Poitou-Web

46-01).

JOHNNY SUEDE.

LES SÉANCES SPÉCIALES

AUTOUR DU DÉSIR (It -fr i Images d'aileurs, 5- (45-87-18-09) 21 h \$0 BOYZ'N THE HOOD (*) (A, vo) Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 19 h 45.

BRAZIL (Brit., v.o.) Galando, 5 (43-54-72-71) 16 h
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.)
Grand Privois, 15- (45-54-46-85) 18 h
DANZON (Mex., v.o.) | Images d'ail5- (45-87-18-09) 16 h.
DÉCALOGUE 7. TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): Logos
salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34)
DOMANI, DOMANI (it., v.o.). Le Benn
Zebre, 11- (43-57-51-55) 16 h 15.
EASY RIDER (A., v.o.): Benny
11- (43-57-51-55) 22 h 15
EES ENIGANTS DU CAPITAINE LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (Brit.-A., v.f.) · Club Gaumont (Publicis Maugnon), 8· (43-59-31-97)

EXCALIBUR (A., v.o.) Saint-Limbert, 15- (45-32-91-68) 21 h. (A.) : Samt-Lambert, 15-(45-32-91-68) 19 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 30. HENRY V II ... v o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 19 h 10 HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) Sesubourg. L'ILE NUE (Lap., v.o.) Samt-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h.

ACHATHAN UNINCETUM LE LAND (A., v f.) Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) III h. d'aileurs, 1 (45-87-18-09) 17 h 30. LUST IN THE DUST (A., v.o.) : (a land)

MAMAN, J'AI RATE L'AVION (A., 16 h POPPINS (A., v.f.):
ber. 15: (45-32-91-55) III h D
METAL HURLANT (A., v.o.): Grand
15: (45-54-48-85) O h IO
NEUF THE ET DEMIE [*] (A., v.o.): Studio [...] (43-54-72-71)
20 h III

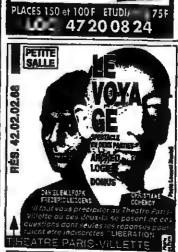
LE PASSAGER (Iranien, v.o.) : images d'aileurs, 5 III II h. II h. FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Care Ferral, 15- (E-14-14) 0 h 30.

POINT #### (*) (A., v.o.) : Proofs, 15- (45-54-46-85) ### 30
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOLF? (A., v.o.) : Leader des Ursulines, L. (43-26-19-09) II h 50. SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (it., v.o.) : Labourg, ± (42-71-52-36) 1 10.

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Studio 5- (43-26-19-09) 19 h

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (1) (A. v.o.): Studio-Gelende, 5-(43-54-72-71) 22 h 30. TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 22 h. VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Chaxe, I P 13 19 h. ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Saint-ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h 20.







2 11200 19 All 19 19 19 19 -Land Letteren . To he will be the second 一 山田 玉 翔 And the second

To You pile

... '79 . **- 179**08

and the

1975 498

and the second

water 🚚

in the second

A Company of the last

. 15-69W

And Children in

Street Barrier

e e 🤫 🖷

ச்சு எ 🗰 100 St. reck 🚜 AND REAL PROPERTY. Langet & 2

The same of the Name BANK & A

Strain Control

The first of the second

St.

All Comments

T. Carlotte

A Water Control

ERRATULE

The same of the same of

A THE PROPERTY OF M. South Find Plat ... ARRIVA SE M SALEN CO. 1 14 Sept. 14 14 14 Sales in Marie of a lightly post

Tylinda Swift H or saling penal All Administration

Une France

compétitive

Il faut remonter à une vingtaine

d'ennées en arrière pour trouver

la balanca commerciale de la

France équilibrée trois mois de

suite. Cette performance vient

de se renouveler avec l'excédent

st février (le Monde du 25 avril).

Le ministère de l'économie et

des finances explique que ce

bon résultat a pour origine les

l'économie française. Il est vrai

que la progression rapide des

assez surprenante alors même

que l'activité économique dans

croissance moyenne des pays

industrialisés aurait étá inférieure

cette année. Pour l'ensemble du

exportations françaises est

le monde est encore très

ralentie. Salon le FMI, la

à 1 % l'année demière et

n'atteindreit même pas 2 %

monde, les chiffres d'activité

sont encore plus faibles :

-0.3 % en 1991 et + 1,4 %

cette année. Que, dans un tel

contexte, la France puisse accroître fortement ses ventes à

l'étrander accrédite l'idée de

Entre mars 1991 et mars 1992,

les exportations de la France ont

augmenté de 9,6 %. Sans doute

s'explique-t-elle en partie par

des livraisons d'Airbus de plus

en plus nombrauses. Mals sur

la progression est également

forte: + 6 % par rapport aux

trois premiers mois de 1991.

la compétitivité française est

étayée par le rééquilibrage des

excédentaires de 2,3 milliards

pavs de la CLE, échano

10 milliarda sur le premier

favorable : la balance des

avait été très déficitaire

1991.

(12,5 milliards de francs) au

balance commerciale sera

plus difficile. La reprise qui

et entraîner davantage

d'importations, alors que

avait presque disparu ces derniers mois, risque donc de se

creuser è nouveau.

cours de la même période de

S'il est à peu près certain que la

équilibrée au premier semestre,

la seconde partie de l'année sera

semble s'esquisser en France va

raffermir la demanda intérieure

l'Allemagne, dont la croissance

commercial franco-allemand, qui

- (Publicité) PRÉFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Direction des Relations

avec les Collectivités

RÉALISATION

DE LA PREMIÈRE LIGNE

DU MÉTRO VAL

DU DISTRICT DE RENNES

ERRATUM

Parution du 21 avril 1992, daté 22

Au chapitre « Consultation des dossiers et registres subsi-diaires », il fallait lire : « Les dossiers er registres subsidiaires pourront également être consultés : au District Urbain de l'agglomération rennaise, Direction des Transports Urbains et des Infrastructures, 16, rue du Puits-Manger (2º écage) - RENNES, et pon pas au numéro 18, rue du

non pas au numéro 18, rue du Puits-Mauger, comme il a été indiqué par efreur. POUR AVIS.

ALAIN VERNHOLES

ments Publics Locate

économique s'est ralentie, va exporter devantage. La déficit

produits industriels (matériel militaire compris) a été équilibrée

au premier trimestre alors qu'elle

trimestre. Au cours des trois premiers mois de 1991, nos

échanges avec la CEE avaient

été déficitaires de 4,4 milliards de frança. Autre signe

échanges commerciaux avec les

de france en mars et de presque

L'hypothèse de l'amélioration de

l'ensemble du premier trimestre

gains de parte de marché.

cette progression

gains de compétitivité de

anregistré en mars, après les

saldes positifs de janvier

de 1,4 milliard de francs

1 3 TI WAY IT SPECIFIE

1.1

34

4.24

Acres Agreement

한 생물 건

M. Marc Blondel à l'heure du bilan

Lors de son 17º congrès, qui se déroulera à Lyon du 27 avril au 1" mai, Force ouvrière réaffirmera son attachement à la pratique contractuelle et à ses racines réformistes. Des traditions quelque peu bousculées par M. Marc Blondel, qui, depuis son accession au secrétarist général, en 1989, a assis son autorité en imprimant à son organisation un style plus combatif, mais aussi plus crispe. S'il souhaite effectivement « élergir » les instances dirigeantes de FO, le secrétaire général – qui doit être réélu - devra accepter certaines concessions.

Existe-t-il une «ligne Blondel»?
A l'heure des premiers bilans, une telle interrogation ne peut que laisser perplexe. Le secrétaire général s'est distingué par un discours radical, parfois outrancier. Il tient en horreur la «consensus» («facteur d'effritement ou de déchirement du tissu social») et rève d'une «action dure» contre la politique économique du gouvernement. Parallèle-ment, il n'a cessé de se poser en interlocuteur privilégié du patronat et des pouvoirs publics, sachant lorsqu'il le faut adopter un ton plus conciliant, notamment lors de l'élaboration du dispositif de maîtrise des dépenses de santé dans lequel son organisation a joué un rôle essentiel.

A défaut de témoigner d'une parfaite cohérence, l'action de M. Blondel paraît se résunter à une méfiance instinctive à l'égard du changement et à une hostilité viscérale à l'égard de toute initiative intersyndicale sur le plan national. Quitte à se retrouver aux côtés de la CGT, sur laquelle il espère pour-tant preadre une revanché histori-

Force ouvrière a violemment rejeté la réforme de la grille de la fonction publique, destinée à mieux prendre en compte l'évolution des qualifications des fonction des qualifications des fonctionnaires. La contribution sociale généralisée (CSG), qui vine à élacgir le financement de la protection sociale aux revenus du capital

(mais aussi aux retraités imposa-bles et aux 10 % de chômeurs les mieux indemnisés), n'a pas reçu un meilleur accueil. Incapable de se prononcer, la confédération n'a jamais donné de réponse à l'accord interprofessionnel du 24 mars 1990 portant sur les salariés concernés par des formes de travail précaire. Enfin, elle affirme avec obstination que le déficit de la Sécurité sociale est un « mythe » qui « sert avant tout de moyen de conditionnement de l'opinion ».

Fort éloigné de l'aère Berge-ron», ce raidissement semble convenir à la majorité des mili-tants, mais il s'accompagne d'un repli de FO sur elle-même. La centrale a refusé de participer aux pru-dentes initiatives lancées par les «réformistes» de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN sur l'emploi, préférant organi-ser seule le 24 octobre 1991 une «grève générale» dont l'échec fut à poine atténué par la journée d'ac-tion opportunément déclenchée par la CGT. Auparavant, les fonction-naires FO et CGT avaient lancé en nouembre 1980 des consider en novembre 1989 des appels parallèles à manifester, et les deux organisations s'étaient retrouvées dans la rue (mais avec la CFE-CGC) un an plus tard contre la CSG. Catte complicité implicite avec les cégétistes a créé quelques remous, même si le rapport d'activité assure que «Force ouvrière n'a pas d'états d'âme».

Resserrer le bureau confédéral

Nombreux sont ceux qui s'in-quiètent également de la bienveil-lante neutralité du secrétaire géné-ral à l'égard des trotskistes, « dont l'influence réelle dépasse largement l'injunence recue aepasse targement l'importance numérique parce qu'il n'existe que peu ou pas de débats à l'intérieur de l'organisation », note un responsable pourtant favorable à M. Blondel. Minoritaires, les adversaires de ce dernier - qui se recrutent pour l'essentiel parmi les anciens partisans de M. Claude Pitous, son rival malheureux en 1989 - souhaitent que l'on modère un discours qui leur semble décalé par rapport au comportement de la base militante. Hostiles à une

cavalier seul de FO et aon jeu rap-proché avec la CGT.

Alors que M. Blondel entend e élargir » les instances dirigeantes (le Monde du 21 décembre), ses adversaires posent leurs conditions. Ils demandent une véritable représentation au sein de la commis exécutive, dominée par les ablon-délistes», et l'intégration de trois des leurs au sein du bureau confédéral (1). Pour l'heure, une soixantaine de candidats pour trente-cinq postes se sont manifestés à la com-mission exécutive, et M. Blondel compte ramener de quatorze à douze les membres du bureau confédéral. Explication du secrétaire général : il souhaite d'une part « resserrer » son équipe et se déclare d'autre part contraint de prendre en compte... l'exiguité des locaux confédéraux! Les places seront donc plus chères, et les minoritaires risquent fort de ne pas faire élire leurs trois représentants, même si M. Blondel n'exclut pas d'étoffer le bureau avant le prochain congrès. Reste que, pour M. Michel Huc, leader de la fédération FO de la métallurgie, «l'unité de la maison passe par le maintien de quatorze membres au bureau confédéral et la prise en compte de notre sensibilité réformiste. Sinon, il n'y aura pas

Assuré d'une confortable majo-rité, M. Biondel à toutes les cartes en main : jouer l'ouverture ou, au contraire, ignorer ses adversaires. Il serait malgré tout dommageable que les seuls enjeux de ce congrès portent sur les postes à pourvoir et que le secrétaire général se borne à faire jouer un a réflexe identitaire ». L'écroulement des régimes communistes renforce certes la légitimité des principes fondateurs de Force ouvrière. Mais la centrale a d'autres défis à relever, et elle ferait bien de ne pas négliger le danger qui consisterait à ne pouvoir se définir que de manière négative,

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) 'Il s'agit de MM, Alain Kerbriant (agriculture), Robert Santune (métalhir-gie) et Bernard Schet (union départemen-tale du Nord).

Estimant à 45 milliards les moins-values fiscales

Le gouvernement prévoit un déficit budgétaire de 135 milliards de francs en 1992

dans le projet de loi de finances pour 1992, le déficit budgétaire devrait atteindre 135 milliards. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé, vendredi 24 avril à l'issue d'une rencontre avec le ministre du budget, M. Charasse, et celui des finance du PIB». Par cette annonce, M. Bérégovoy indique qu'il compte continuer à Matignon la politique budgétaire qu'il menait à Bercy, cherchant à adapter le budget à la conjoncture. Pour soutenir l'activité, la baisse importante des

Fixé à 90 milliards de francs recettes ne sera pas compensée correspondante des dépenses.

> Cette révision du déficit budgé-taire résulte d'une baisse attendue des recettes fiscales, estimée à 45 milliards de francs. La réduction anticipée du taux de TVA (sur l'automobile pour l'essentiel) devrait d'une part se traduire par des moins-values estimées à 4,3 milliards de francs. Cette baisse de la TVA va donner lieu à un projet de loi spécifique qui sera présenté au Parlement lors de la session en cours. L'impact de la conjoncture, plus faible que prévu en 1991, se traduira d'autre part par des moins-values fiscales glo-bales estimées aujourd'hui par Bercy à 41 milliards pour 1992.

Le chef de gouvernement a en dans l'immédiat par une réduction fait décidé vendredi de ne pas compenser ces moindres recettes par des réductions de dépenses et de laisser croître le déficit. Cela permettra au ministre français de l'économie, M. Sapin, d'expliquer dimanche à Washington à l'occasion de la réunion du G7 comment la France utilise ses marges de manœuvre pour contribuer à l'action concertée en faveur de la croissance mondiale, A Matignon, on précise espendant que la procé-dure de régulation budgétaire enga-gée à la fin du mois de février sera poursuivie et que toute dépense nouvelle qui pourrait intervenir, devra être financée par des écono-! mies nouvelles.

E. L.

Pour mieux protéger sa concession

Canal Plus signe des accords à long terme avec le football et le cinéma

M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, est sans doute le plus japonais des patrons français. Fermement campé sur sa montagne de bénéfices (1,08 milliard de francs de résultat net en 1991 pour 6,9 mil-liards de franca de chiffre d'affaires), il travaille pour le long terme.

Après avoir cosclu un accord avec le cinéma jusqu'en 1997 – accord financièrement fort avantageux pour les producteurs, – la chaîne cryptée s'est, vendredi 24 avril, liée aux professionnels du football jusqu'à l'an 2 000. Moyennant le encore un chèque plus que confortable, Canal Plus aura pendant huit ans l'exclusivité des vingt matches du championnat de France, et pourra retransmettre certains matches de championnats étrangers. Aucun chiffre n'a été cité, mais chacun des signataires

reconnaît que la chaîne a été au-délà des 4,2 millions de francs par match

actuellement payés par Canal Plus.

tionne-t-elle aussi hardiment ses par-tenaires du football et du cinéma? Pourquoi la chaîne demande-t-elle à casser les accords en cours (l'accord avec la Ligue de football courait normalement jusqu'en 1994)? Réponse : pour mieux se protéger. Car l'insolente santé financière de

Canal Plus fait des envieux. Comparés aux 300 petits millions de francs de bénéfices de TF1 ou aux pertes de l'ensemble des chaînes de télévision en France, Canal Plus est - de loin - la meilleure affaire du Paysage audiovisuel français (PAF), mais aussi européen. Un seul écueil la menace : le renouvellement de sa concession en 1995. A cette date, les pouvoirs publics pourraient être tentés de limer quelque peu les «originalités» de Canal Plus. D'autant qu'ici ou là un discours revendicatif s'élabore. De plus en plus d'articles de presse utilisent par

Pourquoi Canal Plus subven- exemple les mots « privilège » et a monopole » pour évoquer la situa-tion de la chaîne. Et à travers la presse M. Rousselet sait bien que c'est la classe politique et financière qui s'exprime, sans oublier les jaloux du PAF.

Pour préparer ces batailles à venir, Canal Plus a entrepris de peaufiner des accords de long terme avec deux des plus influents lobbys de France, le cinéma et le football. Qu'un ministre teate un jour de toucher à la concession de Canal Plus et M. Rousselet expliquera à ses alliés du sport et du cinéma qu'il ne peut plus continuer à honorer ses engagements. Que certaines stars du football s'allient alors à d'autres stars du cinéma pour protester contre ce «manvais coup» et ce pour-rait être politiquemenyt dévastateur pour les adversaires de la chaîge cryptée.

La grève à Marseille

Les dockers : «Jusqu'à la victoire...»

Les dockers CGT, opposés à la réforme de leur statut, ont continué le vendredi 24 avril la grève commençée le 21; le mouvement est largement suivi. Deux condamnations judiciaires ont été prononcées contre la CGT à taquelle il est demandé de libérer les ports de Bordeaux et de Marseille, sous peine d'astrointes. A Marseille, le syndicat CGT a été condamné par le tribunai de grande instance à une astreinte de 100 000 francs par heure de retard à libérer les accès du port, astreinte qui sera portée à 150 000 francs au bout de deux jours. A Bordeaux, la pénalité s'élève à 20 000 francs par jour à partir e d'un délai de 48 heures après la signification de l'ordonnance».

MARSEILLE

de notre correspondant régional

S'il n'en reste qu'un, ce sera celui-là. A Marseille, l'idée prévaut que dans le bras de fer engagé entre le gouvernement et les dockers le port autonome nera, sans doute, le port autonome nera, sans doute, le dernier à céder. Question de tradition et de tempérament, «Sur le plan social, observe le directeurationt du port, M. Bruno Vergobbi, c'est à Marseille que les crises atteignent toujours leur paroxystme. On ne sait pas, ici, règler un problème de cette importance sans qu'il y ait une explosion.».

Pour le moment, du moins, si la tension est forte, la situation n'a pas dégénéré. Depuis mardi 21 avril, le blocage du port est, certes, total. Les cinq portes des bassins est de Mar-seille ainsi que les terminaux miné-raliers de Fos et de Caronte sont solidement tenus par les grévistes CGT qui ont dressé des barrages à l'aide de contraurer empressant l'aide de conteneurs, remorqu wagons et autres engins de levage.

Mais il n'y a pas eu d'escalade. Une
solution a pu être trouvée pour le
trafic passagers avec la Corse –
transféré sur Toulon, – et les approvisionnements pétroliers, l'autre enjeu politique majeur de tout conflit sur le port de Marseille, n'ont pas été perturbés. Les entreprises de manutention redoutent, toutefois, s représailles. Ainsi, après une visite musclée de certains éléments «incontrôlés», la direction de Somotrans a pris la précaution de faire blinder la porte palière, et même les murs attenants des bureaux de la société. Atmosphère...

Jusqu'où les dockers marseillais iront-ils? «Jusqu'à la victoire», répond, par bravade, la CGT. Les responsables du syndicat ne cherchent pas, cependant, à dissimuler que la partie n'a jamais été aussi difficile. «Nous n'avons jamais menti aux travailleurs, souligne M. Gilbert Natalini, secrétaire adjoint cégétiste des dockers de Marseille. Ils savent, depuis le début,

que le gouvernement et le patronat veulent notre mort.»

veulent notre mort.*

L'heure n'est pas, quoi qu'il en soit, aux concessions. Les dirigeants de la CGT ont, jusqu'ici, refusé d'engager la moindre discussion avec le patronat local. Et au meeting organisé jeudi par l'union départementale du syndicat, le ton était des plus virulents, M. Alain Dini, secrétaire adjoint des dockers de Fos traitant, M. Bernard Tapie, ministre de la ville, qui s'étnit engagé, avant les élections régionales à défendre le statut des dockers, de « ministre du mensange et du vent »! mensonge et du vent » !

Au-delà de cette grève de cinq jours, « qui n'est qu'une étape », M. Dini a également laissé prévoir des actions plus dures. « Nous ne resterons pas enfermés derière les grilles du port » a-t-il promis. Les dockers marseillais savent, il est vrai, à quoi s'en tenir. D'un peu plus de deux mille hommes, leurs effectifs devraient être réduits de motitie per le mistre et grand de plan moitié par la mise en œuvre du plan de modernisation de la filière portuaire. Sur ce nombre, trois cents d'entre eux devaient bénéficier des « mesures d'âge ». « Nous autachons la plus grande importance au reclas-tement de tous les autres», assure M. Georges Chapus, président du syndicat des entreprises de manuten-tion de Masseille-Fos, qui a mis en chantier, en collaboration avec la chambre de commerce, un « schéma d'opération » prévoyant un traite-ment individuel de tous les dossiers (bilan, mise à niveau, orientation, recherche d'emploi, formations spé-

du climat social

Même s'ils jugent que « rien n'est irréversible », certains dirigeants cégétistes se placent, eux-mêmes, dans la logique du projet de loi en espérant, comme M. Natalini, que « les députés respectueux de leur ville et de leur port voteront les amendements nécessaires ». Pour M. Chapus, qui exclut de faire appel à la main-d'œuvre extérieure – au cas où la CGT refuserait d'appliquer la loi – « c'est du quitte ou double ». « c'est du quitte ou double ».
 M. Vergobbi, lui, est optimiste. « En ce qui concerne le trafic stratégique des conteneurs, qui s'effectue presque exclusivement par les ports du nord de l'Europe, notre objectif, explique-t-il, sera, après la restauration du climat social, de convaincre les armateurs qu'il existe une alternative à l'approvisionnement du marché euro-péen par la façade sud. A Marseille, nous avons l'espace, les équipements, un bon réseau de transports. Notre seul point faible a été, jusqu'ici, la fiabilité, »

Les responsables du PAM ont également établi le préjudice causé à la communauté portuaire par le long conflit des dockers : 500 000 tonnes de marchandises et 100 millions de francs perdus depuis octobre 1991. Chiffres auxquels s'ajoutent ceux de la dernière grève : 50 millions de francs de recettes évanouis en cinq iours.

(Publicité) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

Direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie 3º bureau

AVIS AU PUBLIC

relatif à l'enquête publique portant sur

la déclaration d'utilisé publique des travaux de construction des quatre lignes électriques de 400 kV retiant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne, et le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.

Par arrêté du 16 avril 1992, le préfet de la région « Poitou-Charentes », préfet de la Vienne, a prescrit l'ouverture d'une enquête portant :

— sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des quatre lignes électriques à 400 kV refiant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne.

— et sur le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.

Est désigné commissaire enquêteur, M. Louis BOUILLON.

La mairie de Civaux est désignée comme siège de l'enquête et du comme

Les dossiers d'enquête relatifs à la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction des lignes électriques et au projet de poste, comprenant notamment l'étude d'impact et les registres d'enquête, seront déposés :

à la préfecture de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urba-nissee et du cadre de vie,

nisme et du cadre de vie,

- à la sous-préfecture de Montmorillon,

- à la mairie de Civaux,

- à la mairie de Valdivienne.

La consultation des dossiers et le dépôt des observations sur les registres par toute personne intéressée pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 11 mai 1992 au 12 juin 1992 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la préfecture, de la sous-préfecture et des mairies de Civaux et de Valdivienne. Les observations écrites pourront être adressées au commissaire enquêteur, à la mairie de Civaux.

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par le com absaire enquêteur aux dates et lleux suivauls ;

- le 10 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux, - le 11 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 45 à Valdivienne,

- le 12 Juin 1992, de 9 b à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de Montmorillon et dans les mairies de Civaux et de Valdivienne.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Cette demande devre etre adressée obligatoirement au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie — 3° bureau.

La Bourse de Paris a joué les prolongations au cours de cette semaine réduite à quatre des fêtes pas-cales. Prolonga-

amorcée la semaine dernière s'entend. Après quatre jours chômes, la reprise fut on ne peut plus laborieuse. D'autant que le calendrier boursier n'était pas particulièrement propice à un franc redémarrage, la liquidation mensuelle pour le terme d'avril intervenant en milieu de période. Quoi qu'il en soit, la dernière séance aidant, la sensible pro-gression des valeurs françaises aura, malgré tout, permis à la place d'inscrire une cinquième période consécutive de hausse, chose qui ne s'était pas produits depuis le mois d'août demier. Au terme des échanges, l'Indice CAC 40 aura finalement gagné d'une semaine sur l'autre 6,51 points, soit 0,34 % en s'inscrivant à la cote 1 984,91.

Au lendemain du long weekend de Pâques, la Bourse a rou-vert ses portes, mais apparem-ment l'esprit était alleurs car, au terme d'une séance placée sous le signe de l'effritement, les valeurs françaises n'ont progressé que de 0,11 %. Mercredi, veille de la liquidation générale, le tonus était également absent malgré un environnement bour-sier international plutôt favorable. Pour ne pas ignorer le contexte, l'indice fix toutefois un effort et s'apprécia de 0,17 %. Le lendemain, demier jour du terme, retour à la case départ, au sens intéral du terme puisque pratique-ment au point près (1978,20 points, jeudi 16 avril contre 1978,10 points, jeudi 23 avril),

les valeurs françaises n'avaient monétaire, bon nombre de ges-pes engrangé une seule fraction, d'une semaine sur l'autre, en per-ler sa politique inflationniste, il y dant à l'issue d'une séance très irrégulière 0,28 %. Cette remise à zéro des compteurs facilite d'autant la comptabilité hebdomadaire, les gains de l'indice CAC 40 pour la dernière séance de la semaine et la première du nouveau terme boursier s'élevant à 0,34 %, soit le blian de la

Le terme boursier, pour sa part, qui s'est achevé jeudi sur un gain de 3,42 % efface les pertes du mois précédant (-3,37 %) et porte à trois le nombre de liquidation gagnante depuis le début de l'année.

Sur le front des taux d'intérêt.

le prudence a été de riqueur. Peu de variations sensibles jusqu'au milieu de semaine, a l'exception des Etats-Unis, où la rendement du Trente est un peu remonté en début de période. En revanche, des jeudi, l'augmentation très nette de la masse monétaire allemande pour le mois de mars qui a bondi de 9,7 % par rapport au mois de mars 1991 - au-delà des prévisions de la Bundesbank, a'est repercutée sur les Bunds. Le tout sur fond de négociations salariales difficiles. Ceci a toute-fois permis au franc de s'apprécier par rapport au deutsche-mark. Mals malgré ce fléchissement du mark par rap-port au franc, la dégradation du marché du crédit allemand s'est répercutée sur les marchés de répercurée sur les marches de taux françaie, notemment sur le notionnel qui vendredi retouchait les 107,35 points après evoir été en hausse de 108,35 points en

Toutefois, si l'institut d'émission allemand n'a pas, lors de sa réunion bimensuelle de jeudi, choisi de durcir sa politique tionnaires pensent que pour jugu-ler sa politique inflationniste, il y aure recours tôt ou tard. Le ministre des finances allemand envisageant une possible détants des taux outre-finin seulement le jour où l'inflation, ainsi que l'aug-mentation de la masse moné-

> Michelin en vedette

Aux valeurs, la semaine aura nettement été dominée par l'irré-sistible ascension de Michelin. En progression de 70,8 % depuis le début de l'année, le titre du manufacturier de pneumatiques a continué a faire l'objet de tran-sactions nourries. Bénéficient toujours de l'amélioration de ses résultats de l'année 1991, l'acresultats de l'amnée 1991, l'ac-tion profite également de révi-sions à la hausse pour les prévi-sions concernant les exercices de 1992 et de 1993. Dans uns analyse de la société de Bourse Didier Philippe, on envisage un héréfica corried de l'amortisse. bénéfice corrigé de l'amortissement des survaleurs de l'ordre de 2,5 milliards de francs en 1992 et de 3,5 milliards de francs en 1993. Le titre s'est encore apprécié cette semaine de plus de 12 % pour un volume non négligeable de 4,3 millions d'actions. Peugeot, également, a été très entouré, troisième plus gros volume hebdomedaire avec près de 800 000 titres traités. De beaux volumes aussi sur Saint-Gobain, ainsi que sur LVMH. A la baisse, Vallourec a été fortement attaqué au cours de la dernière séance avec une baisse de 12,9 % dans un volume de 89 000 titres. Devant des analystes, quelques heures plus tôt, les dirigeants ont pré-venu que les résultats 1992 de

24-4-92 Diff.

1 148 455 132,10 467 1 0,10 1 0,55

515 + 142,60 -

l'entreprise seraient encore moins bons qu'en 1991.

Enfin, la SICOVAM (Société interprofessionnelle pour la com-pensation des valeurs mobilières), qui n'est autre que l'orga-nisme dépositaire des titres en France, a annoncé la fin de la mise en place de Relit, système automatisé de règlament-livraison de titres qui consiste, en fait, dès être traité, sur Relit sont les

emprunts russes. Selon M. Alain Monod-Broca directeur général de la SICO-VAM, l'essentiel des buts que s'était fixés le GIE Relit ont été atteints. Sur 100 000 transactions dénouées, le teux de suspens (opération boursière non dénouée) est de 1,5 %, la durée de vie de celui-ci étant dorénavant de l'ordre de quatre à cinq jours. A la demande du Trésor, la SICOVAM réfléchit également à la possibilité de voir se développer un marché actif en écus où les titres libellés en monnaie européenne pourront servir de collatéral. Dès juin prochain, l'or-ganisme dépositaire devrait adapter le système Relit au dénouement des opérations en monnaie européenne. Ces opérations d'adaptation ne devraient d'ailleurs pas soulever de difficultés majeures, les systèmes Relit étant prévus pour traiter les devises. Et comme le relevait M. Monod-Broca, les OAT admis aujourd'hui ne seront-ils pas remboursés en écus?

FRANÇOIS BOSTNAVARON

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Source Petrier . 78 325 Carrefour 57 650

Euro Disney ... 1848 600

(*) Du vendredi 17 avril 1992 au jeudi 3 avril 1992 inclus.

MARCHE LIBRE DE L'OR

Lyon. Dumez ... Eaux (Gén. des) Total

BSN ELF-Aquitaine Saint-Gobain...

LYMH...

Nore de Val. en

332010 173234905 80710 186 868 520 808 125 198 983 497 184 370 210 766 750 572 600 219 052 200

184 370 210 766 750 572 600 219 062 200 385 170 221 457 660 1848 600 242 293 140 69 160 297 518 710 484 573 353 796 628

cap. (F) 133 154 625 153 733 340

NEW-YORK

Irrégulière

MONTE DOW JOHES CONDUCT de son petit nuage au cours de la semaine écoulée, les échanges cuau-largement dominés par l'hésitation des investisseurs à

ter le mouvement de progression tant que la reprise économique ne s'impose pas clairement aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi 24 avril à 3 324,46 en baisse de 42,04 points, soit un recul de 1,26 % par rapport à la semaine

Dès lundi, une correction technique attendue a donné le ton à Wall Street, qui avait progressé au cours des six séances précédentes pour établir trois records en série. De bons résultats trimestriels dans le secteur bancaire, notamment pour Wells Fargo et Citicorp, ont donné un peu d'Han au marché, mais ont été insuffisants pour raffermir la

Pour Brad Weeks, analyste chez Pour Brad Weeks, analyste chez Donaldson Lukin and Jenrette, atant qu'il n'y aura pas de signes définitifs de solide reprise économique, le marché devrait rester volatil ». Cette opinion est partagée par Bernadette Murphy, de la firme Kimelman and Co., qui prévoit de son obté que le marché repartira de l'avant vers la fin du printemps qui l'avant vers la fin du printemps ou au début de l'été pour éventuelle-ment monter jusqu'aux environs de

3 600 points. Des experts estiment par ailleurs que la hausse du Dow Jones est trop rapide et que le reste du marché est à la traine. Les opérateurs semblent cette

semaine avoir en partie abandonné les valeurs vedettes pour des titres moins en vue. Les investisseurs craignent également que la reprise économique ne s'accompagne d'une relance de l'inflation. Toutefois certains analystes estiment que le sythme lent de la croissance économique devrait permettre de garder sous contrôle les pressions

Indices Dow-Jones du 24 avril :

3 324,46 (c.3 366	,50).	
	Cours 16 avril	Cours
ATTBocing	76 5/8 43 47 1/4	76 5/1 43 1/4 45 3/1
Chase Man. Bank Du Pont de Nemours Enstroan Kodak	24 3/8 50 3/8 40 3/8	26 3/1 51 39
Ford	58 7/8 42 79	59 43 1/4 75 7/1
General Motors	42 1/4 73 1/2 88 5/8 65 1/2	39 5/1 73 3/4 88 1/6 63 1/7
Mobil Oil	63 3/4 69 3/4 59 1/2	61 7/6 68 3/4 61 3/4
Schlimberger Texaco U.M. Corp. (cy-Micps) Union Carbide	60 5/8 129 7/8 26 3/8	61 122 1/4 26 7/8
United Tech Westinghouse Xerox Corp	36 18 77	53 18 1/2 77 7/8

TOKYO

Huitième semaine de baisse

- Pour la huitième semaine consécutive, la baisse des cours a'est poursui-vie à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a terminé, vendredi 24 avril,

en baisse de 0,2 % à 17 542,45 points, soit une perte de 38,24 points d'une semaine sur l'autre. Le volume moyen des échanges a baissé par rapport à celui de la semaine dernière de 320,3 millions de titres par jour à 254,1 millions de titres.

Les investisseurs ont en général adonté une attitude de réserve dans l'attente de la réunion cette fin de semaine à Washington des ministres des finances et des gou-verneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (G7) et en prévision des nombreux jours de fermeture à venir. La Bourse de Tokyo sers en effet fermée mercredi 29 avril, puis les 4 et 5 mai

Le marché a commencé la semaine en baisse, le Nikkei plon-geant de 2,9 % en raison de ventes d'arbitrage liées à l'indice. Mardi, poursuivant son recul en raison notamment de l'absence d'achetenrs étrangers, il abandonna 1,7 % et tomba en dessous de la barre des 17 000 points pour la première

LONDRES

Retour au calme + 0,2 %

Après la frénésie de la semaine passée liée à la victoire des conservateurs aux élections générales, les valeurs ont entamé leur retour de Pâques sur une note maussade, déprimées par des prises de bénéfices, avant d'amorcer une reprise dans le sillage de bons indicateurs économiques. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 4,4 points par rapport à jeudi dernier, terminant à 2 643 points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points, soit un cein de 0.2 % en le points de cein de cei

gain de 0,2 % sur la période. Le marché table sur une reprise imminente de l'activité économique après plusieurs études optimistes, notamment celles des chambres de commerce britanni-ques. Même la chute inattendue de 0,8 % des ventes de détail en mars, largement due aux incertitudes qui out précédé l'élection, n'a pas

réusi à modifier ce sentiment.

Indices «FT» du 24 avril : 100

valeurs, 2 643 (c. 638,60); 30:

valeurs, 2 072,50 (c. 2 059,20);

mines d'or, 109,20 (c. 11,90);

fonds d'Etat, 88,31 (c. 8,65).

Bowater 7,96 8,12 BP 2,58 2,48 Charter 4,98 4,98 Courtaulds 5,72 6,05 De Beers 14 13,70 Glaxo 7,88 7,24 GUS 19,63 19,63 IC 13,45 13,62 Reuters 11,55 11,48 Shell 4,73 4,63 Unilever 9,15 9,30 Vickers 1,64 1,61		Cours 16 avril	Cours 24 avril
	BP	2,58 4,98 5,72 14 7,88 19,63 13,45 11,55 4,73 9,15	2,48 4,98 6,05 13,70 7,24 19,63 13,62 11,48 4,63 9,30

fois en neuf jours. Petite reprise le lendemain (+ 0,3 %). Jeudi, l'indice a continué de progresser de 3,34 % grace à des achats d'arbitrage dictés par le niveau du marché à terme.

Vendredi, la Bourse a ouvert en baisse mais est restée ferme dans l'après-midi sur une vague d'achats de valeurs vedettes de l'indice après le lancement d'un nouveau fonds commun (+ 0,7 %), « Le lancement de ce nouveau fonds commun devrait probablement permettre au marché de rester ferme pour le reste du mois », a indiqué un opérateur. Mais d'autres craignent que des prises de bénéfice ne prennent le relais au début du mois

Indices du 24 avril : Nikkei, 17 542,45 (c.17 580,69); Topix, 1 313,19 (c.1 321,41) .

	Cours 17 avail	Cours 24 avril
Alai	510	501
Bridgestone	L 130	1 160
Canon	1 340	I 390
Fuji Bank	1 430	1 350
Honda Motors	1 590	1 590
Marsushita Electric.	1 320	1 410
Mitsobishi Heavy	580	578
cony Corp.	4 190	4 380
Compta Motors	1 440	1 466

FRANCFORT Au ralenti

La Bourse de Francfort a connu une nouvelle semaine au ralenti, l'activité ayant été encore une fois réduite à quatre jours, en raison des fêtes pascales. L'indice instantané DAX a perdu 0,21 % par rap-

-0.2 %

port à jeudi de la semaine précédente à 1 745,7 points. Selon la Commerzbank, aucune nette tendance à la hausse n'a pu être constatée, faute de publications d'indicateurs économiques qui auraient pu stimuler le marché. De plus, l'aggravation du climat social en Allemagne où des grèves ont commencé vendredi dans les services publics a incité les inves tisseurs à rester prudents.

En outre, l'annonce jeudi par ! Bundesbank de la forte progressio de la masse monétaire M3 en ma (+ 9,7 %) a fait disparaître momen tanément les espoirs de voir les taux d'intérêt baisser en Alle-

Indices du 24 avril : DAX, 1 745,70 (c. 1 749,23); Commerz-bank, 2 003,80 (c. 2 005,60).

- 1			
		Cours 16 avril	Cours 24 avri
	AEG	216,10 251 293,40 268,30 717,50 271,60 635,50 293,50	212,50 250,30 287,10 266 715,50 263,50 629,50 293,40
I	Sicmens Volkswagen	688,10	687

Bai ques, assurances, sociétés d'investissement

1	24-4-92	. Diff.
AGF	491,20	- 21,80
AXA (ex-Cie Midi)	944	+ 4
Bail Equipement	125,50	- 1,50
Bancaire (C1)	470	- 9
Cesciem	820	- 5
CCF	183.20	- 2.80
CFF	965	- 15
CFI	296.40	+ 0.40
Chargeurs	1 146	- 14
C. Local de France	225	- 0.50
CPR	280	+ 21
Eurafrance	1 559	- 24
GAN	1 870	- 20
Locindus.	717	4 4
Paribas	399,70	- 0.88
Schneider	718	+ 3
Société générale	528	- 2
Sovac	795	- 34
Suez (C' fin.)	334.50	+ 2,50
UAP	529	+ 1

Petroles			
	24-4-92	Diff,	
BP-France	112,60 373 811	- 0,40 - 6,70	
Esso Primagaz Sogerap	715 420	- 1 - 7,50	
Total (div. par 4) Exxon Petrotina	241,80 328,20 1 780	- 1,40 - 1,40 + 50	
Royal Dutch	448,10	- 3,70	

Alcatel-Alsthom		642	l+	3	
CSEE	ŀ	374	l-	19	
Générale des caux	2	288	۱-	50	
Intertechnique		811	•	Inch.	
Labinal		735	1-	10	
Legrand	4	960	l÷	90	
Lyon, des caux		540	+	26	
Metra		162,20	-	0.40	
Merlin-Gerin		562	 -	5	
Moulinex		176	l-	3,70	
Radiotechnique		593	l-	8	
SEB	2	140	ļ+	33	
Sext-Avionique		236	l÷.	6	
Thomson-CSF		155,50	! -	12,50	
18MM81		492,30	-	0,10	
mr		356,70	-	9,30	
Schlumberger		328	I -	2,70	
Siemens	2	322	+	6	

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcenta

cours		ÉCHÉ	ANCES	
(00%	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	107,64	107,86	108	
+ haut	107,70	107,90	108	-
+ bas	107,40	107,66	108	-
Dernier	107,42	107,66	108	-
Compensation	107,44	107,68	107,86	_

LE VOLU	ME DES 1	RANSAC	TIONS (en	milliers d	le francs)
	16-4-92	21-4-92	22-4-92	23-4-92	24-4-92
RM Comptant	2 634 141	1 722 649	2 737 594	3 181 327	-
R. et obl. Actions	7 687 862 303 563	6 294 274 144 863	11 914 215 238 856	10 003 645 189 420	-
Total	10 625 566	8 161 786	14 890 665	13 374 392	-
INDICE	S QUOTID	ENS (INS	EE base 10	0, 31 décem	bre 1991)
Françaises . Etrangères .	114	113,9 103,2	114,2 104,3	114,0 102,7	
	INDICE	S CAC (du	handi an v	endredi)	

Françaises . Etrangères .	104,1	113,9	104,3	102,7	ı	
	INDIC	ES CAC (di	ı lundi au v	endredi)		
	21-4-92	22-4-92	23-4-92	24-4-92		-
Indice gén.	533,6	536,3	538,1	537,6	I	-
	(ba	se 100, 31	décembre 19	187)		
Indice CAC 40 _]	1 980,36	1 983,68	1 978,14	1 984,91	<u></u>	-

Valeurs diverses Valeurs à revenu fixe

	24-4-92	Diff.
3.80 % 1977	124,60 100,30 99,90 99,85 101 4575 98,35 97,90 98	- 0,22 - 0,32 - 0,10 - 0,15 - 0,70 + 38 - 0,35 - 0,10 - 0,20 + 0,25

<u>Matériel</u>	éle	ctric	ue	
	_		00	_

	24-4-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	642	+ 3
CSEE	374	- 19
Générale des caux	2 288	- 50
Intertechnique	811	inch.
Labinal	735	- 10
	4 960	+ 96
Legrand		
Lyon. des caux	540	+ 26
Metra	162,20	- 0,40
Merlin-Gerin	562	- 5
Moulinex	176	- 3,70
Radiotechnique	593	- 8
SEB	2 140	+ 33
Sext-Avionique	236	+ 6
Thomson-CSF	155.50	- 12.50
18M	492.30	- 0.10
ITT	356,70	- 9.30
Cablumbana	170	7.78

LES PLUS FORTES VARIATIONS

176 - 3,70				•
193 - 8 2 146 + 33 194 + 6	Valeurs	Hansse %	Valents	B
SF 155,50 12,50 492,30 0,10 356,70 9,30 psr 328 2,270 2 322 + 6	Cegid Michelia = 8 s Salomon Instit. Méricus	+ 7,1	SCOR Centrest SFIM Intertechnique	-
ge du 24 avril 1992	Strafor Facons Peugot Métrologie De Dietrick	+ 6 + 49 + 4 + 4	Total Certif Total (pétrole) Dynaction 8. Marché (Au) . Thomson-CSF	=
CES DEC 92 MARS 93	L esex Dunez _ Nouv. Galeries _ CPR Paris	+ 33	Mord-Pdo-C Bailp Bail Equipeta SOVAC Saulnes-Clds,	-

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM

l		16-04-92	24-4-
ł	Or fin fido en barrej	60 600	80 89
ı	- (Allo em Begot) -	80 960	\$1 00
ı	Place Emopulee (20 fc.)	350	34
4	Pièce française [10 fz.]	444	36
L	Place salese [20 fr.)	349	34
L	Plice letter (20 ft.)	341	34
ı	a Pfice turisienne (20 fr.) .	342	36
L	Sowenski	436	49
L	o Scorenia Blasteth I	429	44
L	Demi-scenario	351	35
J	Plice de 20 dellars	2 126	218
ı	- 10 dollers	1 006	1 09
ı	e - 5doffers	700	490
ŀ	- 50 peops	2 250	224
ı	0 - 20 mm/s	426	433
ı	- 10 Scales	350	367
L	• - 5 roubles	256	257
	Ces pièces d'or ne son belidemadabe suppléments	t coties qu' ire.	l in ein

La dégradation de la rentabilité des compagnies d'assurances

L'UAP a dégagé en 1991 un bénéfice en baisse de 10,7 %

des compagnies d'assurances francaises touche aussi la première d'entres elles, l'Union des assu-rances de Paris (UAP), qui a dégagé en 1991 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 3,76 milliards de francs en baisse de 10,7 % par rapport à 1990 (4,2 milliards).

Ce n'est pas récilement une surprise dans la mesure où M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, avait déjà annoncé un exercice 1991 difficile. Il considère ces résultats comme « honorables ». « Il nous faut aborder une année 1992, elle aussi difficile, sur une base solide», ajoute-t-il. « Nous ne fardons pas nos résultats», reprend M. Didier Pfeiffer, directeur général de la compagnie.

L'UAP a souffert comme ses

risques dans le domaine industriel et automobile. Or l'assurance-dommage représente 55 % d'un chiffre d'affaires consolidé du groupe de 105,3 milliards de franca (122 milliards si on prend en compte l'assu-reur britannique Sun Life acquis l'an dernier). Le premier assureur public a aussi été affecté par les mauvaises performances de la banque Worms (filiale à 100 % de l'UAP), touchée de plein fouet par

la crise de l'immobilier. Enfin, M. Peyrelevade a indiqué qu'il n'était pas « candidat » aujourd'hui à une privatisation partielle de son groupe, compte tenu de l'état du marché financier et du niveau des cours de l'action UAP.

W . T.

erfor Reserved & Ta

and the street of

The state of the state of

المواقع المارية الماري المواقع المارية الماري

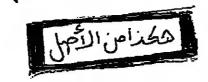
The second second

The Committee of

Sanday by Color

to Kindleson Shop and

Prudence



CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Allemagne n'emprunte qu'en marks

Les autorités allemandes ont à cœur d'afficher leur indépendance en matière d'endettement. Elles ne négligent sucune occasion d'affir-mer qu'il n'est pas question pour l'Etat d'emprunter en une autre monnaie que le mark. La banque centrale l'a redit récemment, rejetant une fois de plus les nom-breuses suggestions qui lui sont faites de lever des fonds en écus.

Et, comme si cela ne suffisait pas, comme s'il fallait fournir une preuve supplémentaire d'autonomie, le gouvernement allemand, pourtant soucieux de placer le plus largement possible sa dette à l'étranger, n'hésite pas à solliciter le marché quand les autres grandes places financières internationales places financières internationales sont au chômage : les spécialistes évoquent à cet égard le souvenir de la première émission du Fonds de l'unité allemande, celle qui a suivi la réunification monétaire des deux Allemagnes de 1990 et qui a été lancée le jour de la fête nationale américaine, le 4 juillet. Il s'agissait d'une opération de 6 milliards de marks, qui devait inaugurer un important programme financier en marks, qui devait maugurer un important programme financier en faveur de l'ex-République démocratique allemande. Les mêmes experts font remarquer que le prochain emprunt d'Etat, dont le produit est également destiné aux nouveaux Länder de l'est du pays, sera
émis dans une semaine, le 4 mai,
un jour de consé dans la City de un jour de congé dans la City de

Les investisseurs qui souhaitent acquérir des titres allemands de toute première qualité, mais libel-lés en d'autres monnaies que le lés en d'autres monnaies que le deutschemark, ont, à défaut du gouvernement lui-même, le choix entre plusieurs signatures, dont celle d'une dépendance d'Etat, KIW (Kreditanstalt für Wiederanfbau), est la plus fréquente. Le débiteur est réputé pour son habileté et, depuis deux ans environ qu'il sollicite régulièrement le marché international, il s'est imposé dans de nombreux compartiments. Ces derniers mois il a émis deux empruats en dollars de longue durée, l'un sur l'euromarché, l'autre à New-York. Sa dernière transaction, qui vient d'être lancée, se monte à 300 millions de dollars canadiens. Les obligations qui canadiens. Les obligations qui viendront à échéance dans dix ans portent intérêt au taux de 9,50 %, et au prix où elles étaient initialement offertes elles rapportalent aux investisseurs quelque 9,57 %. L'opération, tout à fait réussie, était dirigée par l'eurobanque lon-donienne Merrill Lyach, et le débi-teur a conciu un contrat d'échange au terme duquel il disposera de

.

4 4,

prête une grande attention à cet emprunteur car son cheminement emprunteur car son cheminement est souvent comparable à celui de quelques grands établissements publics français. Ainsi, l'année der-nière, il a été le premier débiteur allemand à lancer des obligations en pesetas. Electricité de France n'a pas tardé à le suivre sur cette

Elf-Aquitaine h New-York

Trois emprunts internationaux nouveaux out été annoncés ces dernouveaux om eté annonces ces der-niers jours pour le compte de débi-teurs français. La Compagnie financière du Crédit mutuel de Bretagne et la banque Indosuez ont opté pour le compartiment du franc luxembourgeois où les opé-rations, de taille assez modeste, rations, de taille assez modeste, sont destinées à des particuliers. La troisième transaction est d'une tout autre dimension. Emise à New-York, en dollars, pour le compte d'Elf-Aquitaine, c'est un emprunt de type yankee dont les titres out été placés auprès d'investisseurs institutionnels et de grands gestionnaires de fonds. New-York attire présentement de nombreux débiprésentement de nombreux débi-teurs étrangers à qui cette place permet de procurer des ressources pour des montants élevés et de durée parfois très longue tout en élargissant le cercle de leurs inves-tisseurs par rapport à l'euromarché.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la grande affaire de ces derniers jours a été l'emprunt de 500 millions de livres sterling contracté par le groupe britannique Hanson. Il est très rare d'atteindre sur l'euromarché des montants de cette ampleur. Normalement, les transactions de cette taille sont effectuées par des Trésors publics comme ce fut le cas au mois de mars lorsque la Finlande a pu se procurer à Paris 5 milliards de francs français. A sa sortie, l'emprunt de Hanson a pro-voque un certain emoi dans les milieux financiers car, connaissant l'activité du groupe, nombreux étaient ceux qui supposaient que le produit servirait à acquérir une autre société. Il ne semble pas que ce soit le cas, et les fonds paraissent destinés à consolider des dettes à brève échéance. D'une durée de cing aux les obligations durée de cinq ans, les obligations sont rémunérées au taux facial de 10,375 % l'an. La direction de l'emprunt a été confiée à CSFB, l'eurobanque londonienne du groupe du Crédit suisse.

Cette même banque a dirigé un nouvel emprunt de 125 millions d'écus dont le bénéficiaire est ABB

électromécanique. La durée des titres est de cinq ans et leur taux d'intérêt facial s'élève à 9 %. Pour l'essentiel cet emprunt a trouvé preneur en Suisse. L'empressement avec lequel les investisseurs de ce pays recherchent actuellement des lièrement avec l'indifférence constatée dans la plupart des autres pays d'Europe. Une des raisons principales qui poussent les Suisses à acquérir des titres en écus est la faiblesse de leur propre franc. Cette situation les conduit d'ail-leurs à s'intéresser aussi à d'autres monnaies, tout particulièrement au florin et au franc français, dont la valeur extérieure est liée au mark, mais qui rapportent bien plus que

Une des conséquences des diffi-cultés actuelles du marché suisse des capitaux a été de pousser la Hongrie à faire appel au marché autrichien. La banque nationale de ce pays avait prévu de drainer des fonds à Zurich. Mais pour mener à bien son projet, il lui aurait fallu disposer d'un bien meilleur environnement. Son dernier emprunt, d'un montant de 600 millions de schillings et d'une durée de sept ens, est rémunéré au taux facial de 10,375 % l'an. Il est dirigé par Cre-

CHRISTOPHE VETTER

u Le président de Barclays serait contraint de démissionner. - Selon le Financial Times, Sir John Quinton serait «obligé» de quitter, sous la pression des membres du conseil d'administration, son poste de président directeur général de la Bar-ciays Bank, première banque britan-nique. Les détails du départ de Sir John, soixante-deux aus, devraient être mis an point et annoncés jeudi 30 avril, lors d'une réunion du conseil d'administration, suivie de la réunion annuelle des actionnaires ajoute le journal. Sir John resterait à la présidence de la banque jusqu'au début de l'année prochaine, mais il devrait laisser immédiatement sa place de directeur général à Andrew
Baxton, directeur exécutif de Barclays. M. Buxton le remplacera égameneurs, et aussi pour les marchés

Ea avril, ne te découvre pas d'un miste de la Buxdesbank, en déciarant à la presse qu'une hausse de l'arcteurs n'aurait pratilire ; à 3,75 % il n'y a plus rien en lement ensuite à la présidence de la banque. Les membres non exécutifs du conseil d'administration auraient fait comprendre à Sir John que la gestion des affaires de Barclays qui emploie 111 400 personnes dans le monde – « dois être modifiée de façon significative».

DEVISES ET OR

Le mark dopé par les taux

Après avoir été, en début de semaine, affaibli par l'éventualité d'une grève des services publics allemands, le mark s'est redressé vigoureusement en fin de semaine, vis-à-vis du dollar, après l'annonce d'un vif accroissement de la masse monétaire en RFA (voir notre rubrique « Marché monétaire et obligataire »). De cet accroissement, les marches out immédiatement déduit que la Banque fédérale d'Allemagne, très préoccupée par ce dérapage, n'était pas près d'abaisser ses tanz directeurs, sans exclure la possibilité d'un nouveau relève-

On a donc vu le dollar monter d'abord à 1,67 DM et 5,64 francs, puis redescendre à 1,65 DM et 5,57 francs. A la vérité, les mar-chés des changes ont tourné au ralenti cette semaine, dans l'attente de nouvelles indications sur la vigueur, réelle ou supposée, de

Unis. Certes, l'emploi paraît com-mencer à s'améliorer, mais les autorités politiques et monétaires pensent toujours que le retour à la croissance est bien long.

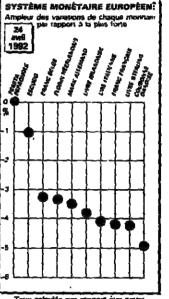
En tout cas, il sera interessant d'observer, la semaine prochaine, les réactions du mark aux grèves du secteur public allemand, les premières depuis dix-huit ans.

Car. on l'a vu, le raidissement possible de la Banque centrale de Francfort contribuera à éviter tout glissement de sa monnaie. De ce jeu de bascule entre dollar et mark, le franc français a fort bien tiré son épingle, le cours de la devise allemande à Paris se maintenant au descorse de maintenant au-dessous de 3,38 francs, touchant mème 3,3770 francs en milieu de semaine. Il faut dire que l'an-nonce d'une hausse des prix de 0,4 % au 15 avril dans le Land de Rhènanie-Westphalie – 4,5 % sur

un an - fait apparaître la France tout à fait vertueuse avec ses 3 % et. surtout, avec une balance commerciale qui pourrait n'être plus déficitaire pour le second semes-tre, avec à nonveau un excédent en mars (1,38 milliard de francs). Relevons enfin que la livre sterling poursuit son redressement, après la victoire surprise des conservateurs aux élections générales. Tombée à 2,84 DM, elle est

en train de se rapprocher de son cours pivot de 2,95 DM, ce qui permettrait au gouvernement de M. Major d'abaisser éventuelle-ment les taux d'intérêt à court terme pour amplifier une reprise économique encore bien hési-

F. R.



PLACE	Livre	SEU.	français	Suisse	D.mark	beige	Floria	indiana
New-York	1,7740	-	17,9597	65.5307	68,6980	2,9498	53,9983	8.6008
	1,7450		17,7164	64,7668	59,8802	2,9129	53,1914	0,0007
Peris	9,8776	5,5680	-	364,87	337.56	16,4247	300.1617	4,4903
	9,8496	5,6445	44	365,58	337,99	16,4418	300,2393	4,4397
arich	2,7871	1.5260	27,4966		92,6251	4,5014	82,2641	1,2396
مهيدان العال الله	2,6,343	1,5440	27,3540	-	92,4550	4,4975	82,1276	1,2302
ransfort	2,9226	1,6475	29,5867	107.9619	-	4,8598	88,2146	1,3286
	2,9188	L6700	29,5363	108,1606		4.8645	88,8297	1,3366
humiles	64.13	33,90	6,6883	22,2149	20,5766	-	UL 1749	2,7338
I residentation and	59,50	34,33	6,0820	22,2344	20.5568		18,7605	2,7354
	3,4410	1,859	333,1537	1,2155	112.5946	5,4719	-	1,4959
nisjardani	3,2866	1,8300	333,0675	1,2176	112.5748	5,4762	-	1,4980
	2199,00	1240,00	222,7011	812,5819	752,6555	36,5781	668,4636	-
	2189,00	1255,00	222,3403	812,8238	751,4970	36,5569	667.5534	-
l'akya	238,24	134,30	24,1199	88,0878	81,5174	3,9616	72.3989	0,1083
	- 233,48	133,80	23,7944	86.6580	80,9764	3,2574	71,1702	0.1066

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AVRIL AU 24 AVRIL 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 avril, 4,1459 F contre 4,2186 F le vendredi 17 avril 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Retour de flamme en Allemagne

financiers. A la fin de la semaine dernière, ils commençaient à entrevoir un possible assouplissement de la politique monétaire de la Banque fédérale d'Allemagne, au cours du quatrième trimestre 1992.

Jeudi, leur déconvenue a été forte à l'annonce d'une augmenta-tion de 9,7 % (en rytime annuel), corrigée des variations saison-nières, de la masse monétaire alle-mande (M 3) pour le mois de mars plus forte que prévu (on attendait 8 %). Aussitôt, les cours ont plongé sur le MATIF français, tandis qu'à Francfort les rendéments augmentaient, notamment sur l'emprunt d'Etat à 10 ans (Bund) à 8 % contre 7,90 %. Sur ledit MATIF, le repli est sévère, près d'un point complet sur l'échèance juin, à 107,35, sous l'effet de la contagion, soit un rendement de 8,76 % pour l'OAT à 10 ans, contre 8,63 % huit jours auparavant, et un écart de 0,77 point avec le Bund. «Sans être catastrophique, la situation n'en est pas moins quelque peu inquiétante», estiment les analystes sur graphiques de la Société générale.

L'émotion des opérateurs s'expli-Franciort les rendements augmen-

L'émotion des opérateurs s'explique. Déjà, en début de semaine, une vive hausse des rendements des emprunts d'Etat américains avait porté le 30 ans à plus de 8 %, en raison des inquiétudes des milieux financiers à l'approche des adjudications trimestrielles du Tré-sor, près de 40 milliards de dol-lars : et si les Japonais, qui rapa-trient leurs capitaux, n'étaient pas là?

Ils encaissent mal le coup de la masse monétaire allemande, qui apparement dérape sérieusement, puisque l'objectif initial pour l'année est une croissance de 3,5 %-5,5 %. Mais, comme le relève la Dresdner Bank, les chiffres de la Bundesbank, en données brutes. donnent une masse monétaire très peu supérieure à celle de janvier, et les méthodes d'ajustement saison-nier posent problème. D'autre part, le gros de l'accroissement de ladite masse (20,6 de milliards de DM) vient des prêts des banques pour la reconstruction de l'ex-RDA, ce qui va contribuer à la diminution de l'inflation là-bas. En outre, le phé-nomène dit de «l'invasion» qui pousse les taux courts au-dessus des taux longs incite les détenteurs de capitaux à rechercher les placements de faible durée, les plus rémunérés, ce qui gonfie la masse monétaire, qui inclut ces placements. Tout relèvement des taux directeurs de la Banque centrale accentuerait ce phénomène.

ERIC FOTTORINO dire M. Otmar Issing, chef écono-

quement aucun impact sur la masse monétaire et présenterait trop de risques compte tenu de la situation économique en RFA. Il trouve, naturellement, très « décevant » le dérapage de ladite masse, et écarte absolument toute baisse des taux directeurs. Mais son viceprésident, M. Hans Tietmeyer, dans une déclaration au quotidien Die Weit, samedi, se montrait plus alarmiste, estimant les transferts publics trop élevés et n'excluant pas vraiment un nouveau relèvement des taux directeurs. Quant au président de la Banque centrale, M. Helmut Schlesinger, il agite la sonnette d'alarme, estimant que « le mélange, à sens unique, de politique expansionniste en matière de finance et de revenus, et de politique monétaire restrictive sera mauvais pour le pays à long terme ». Clair avertissoment aux pouvoirs publics, surtout aux Laender, qui dépensent à tout-va. Pour certains observateurs, cela ressemble furicu-sement à une préparation d'artille-rie qui précéderait, éventuellement, ce relèvement des taux directeurs,

Un déficit Sur le marché obligataire, deux

emprunts sculement dont le place-ment ne s'est pas mal effectué, mis à part l'effondrement du vendredi 24, en liaison avec la chute du MATIF et le bond de la masse monétaire allemande. La Caisse autonome de refinancement (CAR), qui titrise les prêts de la Caisse des dépôts aux HLM, a levé l'milliard de francs à 8,50 % nominal, soit 8,83 % de rendement réel, sous la direction du Crédit lyonnais et de la Société générale. L'accord a du bon en raison de la signature de la prestigieuse notation AAA et de la durée relativement brève, 6 ans et 117 jours, ce qui reflète l'intérêt des prêteurs pour le papier de moins de 7 ans et, inversement, leur désintérêt pour les échéances plus longues. masse monétaire allemande. La pour les échéances plus longues. L'émission de la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE), l'milliard de francs à 8,75 %, 8,73 % réel et 9 % sur le marché en final, a été plutôt recherchée, surtout à l'étranger, en raison, là aussi, de la durée de vie brève, 5 ans, et, par surcroît, de la garantie inconditionnelle de l'Etat.

dernière, une malencontreuse erreur nous a fait parler de l'em-prunt géant de la SNCF avec, entre

France, pas même les dépôts dans les Caisses d'épargne!

li convient de noter que, seion le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, le Trésor va émettre 25 milliards de francs de plus en obligations assi-milables (OAT), dont le montant total en 1992 sera de 160 milliards de francs, contre 135 milliards de francs prévus au début de l'année, et 118,7 milliards de francs en 1991. De même, le Trésor portera de 125 à 145 milliards de francs ses émissions en bons à taux fixe (BTF) et intérêt annuel (BTAN). Ce supplément est destiné à finan-cer l'accroissement du déficit budgétaire, porté de 89,36 milliards de francs à 135 milliards de francs et qui pourrait atteindre 160 milliards de francs, en l'absence de mesures, essentiellement des économies. Cette semaine, les émissions de BTAN à 2 ans et 5 ans ont battu leur record à 13 milliards de francs, avec une très forte demande des prêteurs, essentiellement des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT); il est vrai que les taux pratiqués, aux environs de 9 %, ont de quoi séduire, surtout dans l'espérance d'une baisse des taux l'an prochain.

Signalons enfin une initiative de la Banque de France, à savoir la publication d'un Dictionnaire écomique de l'anglais et du français qui couvrira, en une dizaine de volumes thématiques, tout un ensemble : après le système bancaire, institutions, activités et dépôts, surveillance, qui vient de sortir, seront disponibles, crédits, taux d'intérêt; l'entreprise; les marchés de capitaux; la politique monétaire : la politique économique et sociale ; les changes et les paiements extérieurs; les pro-blèmes financiers internationaux. Ce dictionnaire, rédigé par le ser-vice de traduction de la Banque, sous la direction de M. Michel Rochard, fournit pour chaque terme ou expression à la fois une traduction et une définition, précieuses lorsque l'utilisateur cherche un complément d'information pas toujours faciles à trouver. Tous ceux qui jargonnent en un affreux franglais, qui se font shorter, dou-grader ou scorer, n'auront donc plus d'excuses pour ne pas parler en bon français. Il y a, toutefois, d'illustres prédécesseurs : l'auteur dramatique Georges Feydeau, lorsqu'il sit jouer l'Hôtel du libreéchange. n'avait-il pas inventé le swap?

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Prudence pour le nickel

Tributaire de l'activité sidérurgique où il trouve 60 % de ses débouchés, le marché du nickel connaît depuis l'an passé une certaine morosité à laquelle peu de produc-teurs ont échappé. Alors que les cours semblent se stabiliser actuellement autour de 7 550 dollars la tonne, les professionnels restent prudents quant aux perspectives à court terme. La reprise économique logique, contribuer à raffermir les prix, la demande d'aciers inox reflétant en général la reprise de l'activité. Il faut toutelois prévoir un certain décalage dans le temps entre cette reprise attendue et l'augmentation de la consommation de nickel : celui-ci n'est pas utilisé directement par les industries de biens de consommation, mais par la sidérurgie lorsqu'elle décide de réinvestir.

A l'issue de l'exercice 1991, les

	prix exprimés en	dollars constant		
	PRODUITS	COURS DU 24/4		
	Cuivre h. g. (Londre) Trois mois	1 275 (~ 16) Livres/touse		
ŧ.	Aleminium (Lordes) Trois mois	1 333 (~ 20) Dollars/tonne		
	Nickel (Lordes) Trois mois	7 515 (+ 30) Dollars/touse		
	Sucre (Paris) Mai	277,30 (- 1,5) Dollars/tonne		
1	Café (Loaira) Mai	763 (- 16) Livres/tonne		
	Cacao (New-York) Mai	903 (- 7) Dollars/toune		
	Blé (Chicapi) Mai	386 (+ 24) Cents/boisseau		
	Mais (Chicago) Mai	249 (- 4) Cauts/bainseau		
	Soja (Chicago) Mai	174,3 (~ 0,6) Dollars/t. courte		

Le chiffre entre parenthèses indique la

sont retombés à leurs niveaux les plus bas depuis 1970. Il est vrai que l'année passée a été marquée par de nombreux revers. La production d'aciers inox a recuié de 2 % dans le monde. Si elle a progressé de 3 % au Japon, et même de 11 % et 13 % en Corée du Sud et à Taïwan, elle a chuté de 4 % en Europe et de 10 % aux Etats-Unis. «Au total, estime la Société métallurgique Le Nickel-SLN, la consommation apparente de nickel a baissé de 3 %, atteignant 637 000 tonnes dans le monde occidental. » La réduction des stocks dans l'industrie a accru cette teudance à une trie a accru cette tendance à une demande moindre. «La production d'aciers inoxydables au nickel ne se redressera notablement qu'avec la reprise des investissements dans le monde», précise la SLN.

Incertitudes

russes L'an passé, le marché a aussi été L'an passé, le marché a aussi été sérieusement perturbé par les ventes anarchiques de l'ex-URSS, qui ont augmenté de 25 % pour atteindre au premier semestre un rythme annuel de 120 000 tonnes. Au total, le solde net récupéré par l'Occident en nickel venu de l'Est et de Cuba a représenté 100 000 tonnes supplémentaires par rapport à 1990. Les stocks détenus par les producteurs se sont du nus par les producteurs se sont du même coup accrus, atteignant l'équivalent de deux mois de consommation. Au LME (London Metal Exchange), ils ont culminé à plus de 21 000 tonnes en février, contre 4 300 tonnes un au plus tôt. contre 4 300 tonnes un an plus tôt.

Ces arrivages incontrôlés se renouvelleront-ils en 1992? Les professionnels sont dans l'expectative, espérant simplement que la CEI ne sera pas en mesure techni-quement d'alimenter le marché quement d'aimenter le marche aussi abondamment que dans un passé rècent. «L'évolution des livraisons de la Russie et de Cuba sera déterminante pour l'équilibre offre-demande au cours des pro-chaines années, observe la SLN. La

situation économique de ces deux pays et les problèmes de pollution en Russie renforcent les incertitudes sur le volume de leurs exportations à l'avenir.»

Dans ce contexte incertain et dif-Dans ce contexte incertain et dif-ficile, rares sont les sociétés qui ont tiré leur épingle du jeu ou même limité les dégâts. Malgré un recul de ses ventes de nickel en 1991 (41 040 tonnes, contre 43 750 tonnes en 1990), le groupe français Eramet-SLN a pourtant réussi à conserver un résultat net positif de 370 millions de francs contre 653 millions de francs contre 653 millions de francs l'année précédente. Une performance que ni Amax ni Inco, les géants nord-américains du nickel, n'ont pu réaliser.

Pour M. Yves Rambaud, PDG d'Eramet-SLN, cette tenne satisfai-sante en 1991 s'explique d'abord sante en 1991 s'explique d'abord par des raisons commerciales: « Nous avons développé un style nouveau de relations avec nos clients, une philosophie opposée à celle des traders. Nos clients fabricants d'inox ont besoin à l'avance de savoir à quel prix ils vendront leur acter. Or le prix du nickel dans ces aciers représente au moins 30 %. La part peut doubler en cas de forte fluctuation des prix. Nous leur offrons des contrats limitant ces variations erratiques. » Ces mécavariations erratiques. » Ces mécanismes permettent aux industriels de bénélicier d'un prix stable de la matière première.

Quand les cours sont à la hausse, celle-ci n'est pas totalement répercutée. Quand les prix fléchissent, comme ce fut le cas en 1991, la SLN n'essuie pas toute la baisse.

«Au cours des prochaines années, annonce la SLN dans son dernier rapport d'activité, 50 % à 60 % des ventes de ferronickel du groupe seront réalisées à des prix ainsi stabilités. » Politique bien accueillie par les partenaires européens et japonais, mais radicalement refusée par les Américains, au nom du libre jeu du marché... jeu du marché...

salaires des fonctionnaires, en grève la semaine prochaine, dépas-sait les 4.8 % proposés. de 135 milliards de francs

surtout si l'augmentation des

Dans la chronique de la semaine

versement des sommes non encore distribuées et la mise en œuvre du

fonds dépendront de la signature d'un accord de confirmation (stand

by) entre Moscou et les responsa-bles du FMI, lui-même générateur

de 4 milliards de dollars environ (inclus dans le «paquet»).

Que l'aide financière soit utile, que le fonds de stabilisation du rou-

que le tongs de stabinsarion du rou-ble puisse améliorer la situation monétaire de la Russie, cela n'est pas jugé certain par de nombreux experts. Ainsi, M. Norman Walter, responsable du département de la recherche de la Deutsche Bank,

Bull va supprimer

1 100 emplois

Le constructeur informatique Buil

présenté au comité central d'entreprise, vendredi 24 avril, un plan de

réduction de ses effectifs en France de I 100 emplois. Le total des sala-riés du groupe public dans l'Hexa-

gone, toutes structures confondues.

devrait ainsi revenir de 14560 à 13460 (~ 7,5%). Selon un communi-

qué, les suppressions de postes se

répartiront entre la direction com-merciale (240), Bull Produits Sys-

tèmes (220) et la direction indus-trielle : 475 emplois dont 340 à

Angers (d'ici à la fin 1992), malgré

la création « probable » de

135 postes dans cette ville. Enfin,

165 emplois seront supprimés dans

Ce plan était attendu depuis plu-sieurs mois, mais son annonce avait

été différée lors de la conclusion de

l'important accord entre Bull et IBM

au début de l'année (le Monde du

30 janvier). Devant le comité central

d'entreprise, la direction s'est décia-

rée prête à renouveler les mesures

(les congés de conversion notam-

ment) qui lui ont permis de ne pro-

céder à aucun licenciement « sec »

iors de son plan précédent (9000

suppressions d'emplois en dix-huit

Quatre morts

dans l'accident de deux avions

du Secours populaire français

en Tchécoslovaquie

Un accident de deux avions de

tourisme affrétés par le Secours

populaire français pour porter des

médicaments à des enfants handica-

pés des pays de l'Est a fait, jeudi 23 avril, quatre morts (nos dernières éditions du 25 avril). Sur les onze

petits avions partis dans la matinée

du mercredi 22 avril de l'aéroclub de

Lens (Pas-de-Calais) à destination de

la Biélorussie, de la Pologne et de la

Roumanie, quatre s'étaient perdus, le tendemain, dans le brouillard au-des-

sus de Dresde (Allemagne). Deux

d'entre eux se sont écrasés sur les

monts des Jiserske-Hory, en Tchécos-

lovaquie, tandis que les deux autres

parvenaient à rejoindre l'aérodrome

de Dresde pour l'un et le terrain

militaire d'Opole (Pologne) pour l'au-

L'opération «Secours-Air-Solida-

rité» a été critiquée dans ses aspects

techniques par des participants. Tou-

tefois, selon les services officiels, les

conditions requises par les appareils et par les pilotes étaient remplies. Un

changement du plan de vol, imposé

par les autorités aliemandes et polo-

naises, pourrait avoir contribué à

égarer les pilotes. Selon une partici-

pante, le plan de vol préparé par les

pilotes français contenait des points

de repère facilement identifiables

(autoroutes, chemins de fer), mais

celui qu'ils avaient dû finalement sui-

vre leur imposait des points de

repère fictifs non repérables visuelle-

mois, dont 1600 en France).

d'autres unités,

Les pays industriels mettent l'Allemagne en accusation balle est dans le camp du Fonds monétaire international (FMI). Les Sept, ou plutôt les Etats-Unis et l'Allemagne, ont annoncé il y a quelques semaines un plan d'aide à la Russie de 24 milliards de dollars, comprenant un fonds de stabilisa-tion du rouble de 6 milliards. Le

Les ministres des finances des sept principaux pays indus-triels (G7), réunis dimanche 26 avril à Washington, devaient débattre principalement de la politique monétaire allemande et de la mise en œuvre du programme d'assistance financière

WASHINGTON

de natre envoyée spéciale

Du côté de la conjoncture mon-diale, l'Allemagne est aujourd'hui ouvertement accusée de ralentir la croissance européenne, donc de compromettre une reprise mon-diale. La chute du mur de Berlin et la réunification paraissent aujourd'hui loin, et les partenaires de Bonn n'hésitent plus à critiquer la polítique économique allemande, laissant de côté ses justifications

C'est surtout la détérioration des finances publiques outre-Rhin qui préocupe les Sept. M. David Mul-ford, le sous-secrétaire américain au Trésor, s'est montré jeudi 23 avril très virulent à quelques jours de sa rencontre avec ses homologues alle-mands, même s'il a dit : «Nous ne cherchons pas à attaquer, mais nous partageons une préocupation com-mune, » Il a ainsi déclaré que, si le déficit global des finances publiques allemandes et celui des finances

L'OPEP maintient son plafond de production de pétrole

C'est finalement le 21 mai à Vienne que se réunira la prochaine conférence ordinaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). D'ici là, le plafond de production des Treize, fixé à 22,98 millions de barils par jour depuis la mi-février, demeure inchangé. Ainsi en ont décidé, au cours d'une très brève réunion, vendredi 24 avril dans la capitale pétrole de l'organisation.

«Les pays [producteurs] sont satisfaits des réactions actuelles des marchès et de la mise en auvre des accords de février», a expliqué le secrétaire général de l'OPEP, le docteur Subroto. Vendredi, tant à New-York qu'à Londres, les cours du brut n'ont guère réagi au maintien du statu quo à l'OPEP, il est vrai, attendu par les opérateurs.

publiques américaines étaient à peu près identiques – 6 % du produit intérieur brut dans les deux pays, – celui des Etats-Unis était « moins structure! » (car temporairement goullé, selon lui, par les conséquences de la crise des caisses d'épargne) que celui de l'Allemagne. « Notre déficit et nos taux d'intérêt ne pèsent pas sur la croissance mondiale », a-i-il renchéri. En France, certains responsables ont également adopté un ton très dur vis-à-vis de l'Allemagne, estimant qu'elle devrait accélérer la réduction de ses subventions à l'économie, à la production charbonnière par exemple.

Le redécollage espéré de l'économie russe

La réponse allemande aux propos de M. Mulford n'a pas tardé. « Nous n'acceptons pas d'être mis sur le ban des accusés », a déclaré vendredi à Bonn M. Horst Kochler, secrétaire d'Etat aux finances, précisant que le taux de 6 % avancé par le responsable américain était faux et que celui de 3,5 % était plus proche de la vérité. Pour sa part, M. Theo Waigel, le ministre des finances, a rappelé que, depuis le début de l'année, les taux d'intérêt à long terme qui reflètent les anticipations des marchés financiers et non les directives des banques cen-La réponse allemande aux propos non les directives des banques cen-trales ont diminué à Francfort, alors qu'ils ont augmenté à New-York. Les opérateurs feraient-ils plus confiance à l'Allemagne qu'aux Etats-Unis, où la reprise économique est encore chaotique et potentiellement porteuse de tensions inflationnistes?

La stratégie de relance de la croissance mondiale, appelée de leurs vœux par M. Pierre Bérégovoy ou par M. Nicholas Brady, le secrétaire américain au Trésor, passe donc avant tout, selon les Sept, par une modification de la politique économique allemande, ainsi que par une stimulation de l'activité au Japon, qui souffre lui aussi d'un fort ralentissement de sa croissance. fort calentissement de sa croissance. Si les pays industriels parviennent à s'accorder, il ne serait pas surprenant d'entendre, au cours des proengagements allemands en faveur de la restriction des dépenses publi-ques - M. Waigel avait déclaré il y a quelques jours qu'il était temps de « se coudre les poches » - ou l'annonce d'une diminution des taux d'intérêt au Japon.

Du côté de la Russie et des autres Républiques de l'ancienne URSS, les cartes paraissent pour l'instant distribuées. Du moins, la

Un disparu et deux blessés

Un C-130 américain a été mitraillé par un avion péruvien

Un avion de transport C-130 de l'armée de l'air américaine a été touché par les tirs d'armes automatiques d'un appareil péruvien, dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 avril, tandis qu'il participait au Péron à une opération anti-drogue approuvée par Washington et Lima, a annoncé le Pentagone. Deux membres d'équipage ont été blessés et un autre est porté disparu. Ce dernier, d'après la chaîne de télévision CNN, aurait été éjecté par une porte de l'avion mitraillé. Le porte-parole du département américain de la défense a précisé que le C-130 avait été intercepté par deux avions de l'avia-tion militaire péruvienne, dont l'un a fait feu, forçant l'appareil américain à se poser en catastrophe dans un champ, près de Talara, au Pérqu. Le gouvernement américain a aussitôt exprimé son «èmoi» et son a inquiètude », par l'intermédiaire de son ambassade à Lima. Le président péruvien Alberto Fujimori a exprimé ses regrets et a déclaré qu'une enquête serait ouverte.

recherche de la Deutsche Bank, estime que les pays industriels sont bien trop optimistes lorsqu'ils s'attendent à un redécollage de l'économie russe en 1993. Selon lui, la crise sera de longue durée, surtout si les Occidentaux «continuent à se concentrer sur les flux financiers et la macro-économie, les transformations structurelles du pays et de ses insti-Cet incident survient à un moment où les relations entre les Etats-Unis et le Pérou sont tendues. Pour protester contre la décision de M. Fujimori de dissoudre le Parlement et suspendre la Constitution, Washington a cessé son aide éconostructurelles du pays et de ses insti-tutions ». L'analyse des politiques économiques et l'aide à la Russie devaient ainsi occuper l'essentiel de mique au Pérou. Mais les responsables américains refusent de préciser si la participation américaine à la hate anti-drogue est concernée. FRANÇOISE LAZARE

Vendredi, M. Fujimori a révoqué 135 juges et procureurs, chargeant la Cour suprême d'enquêter sur la conduite de ceux restés en place. La veille, le président avait adopté un décret prévoyant notamment quatre à huit années de prison pour qui-conque « usurperait des fonctions publiques ». Ces mesures visent notamment les membres du Parlement dissous, devant lesqueis le sénateur Maximo San Romano a prêté serment en tant que « président constitutionnel ». Trois semaines après le coup de force de M. Fuji-mori pour « combattre la corruption et le terrorisme », le ministre des affaires étrangères, M. Augusto Blacker Miller, et celui de l'industrie, M. Victor Joy Way, ont annoncë vendredi kur dë ministre de l'économie, M. Carlos Bolona, démissionnaire jeudi, aurait finalement décidé de rester à son poste. - (AFP, AP, Reuter, UPI.)

□ COLOMBIE : l'assassin d'un ancies candidat à la présidence a été tué par la police. - Jaime Eduardo Rueda, qui avait assassiné en 1989 Luis Carlos Galan, alors candidat à la présidence de la République, a été tué jeudi 23 avril par la police. Chef d'une bande d'hommes de main à la solde du « cartel de Medellin », Jaime Eduardo Rueda, trente-trois ans, s'était évadé l'an passé d'une prison de Bogota, Il a été tué par une patrouille de la police secréte dans une station d'essence de Honda (200 kilomètres au nord de Bogota), après trois heures d'affrontements. Trois policiers ont été blessés, dont un grièvement.

Autoroute A 16 : des parlementaires demandent à rencontrer M. Bianco. - Huit parlementaires du Pas-de-Calais et de la Somme ont demandé, dans une lettre remise, vendredî 24 avril, à être reçus « le plus rapidement possible » par M. Jean-Louis Bianco, ministrede l'équipement, du logement et des transports, à propos du mora-toire sur la construction de l'auto-route A 16. La présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, Me Marie-Christine Blandin (Verts), avait appelé, lors de son élection le 31 mars dernier, à un moratoire de six ans pour la construction prévue de deux autoroutes, la A16 (Boulogne-sur-Mer-Amiens-Paris) et la A l bis (Paris-

Dernard Pivot contre ARTE à la place de La Cinq. — « Une nouvelle ânerie des politiques » : tel est le jugement que Bernard Pivot, le producteur de l'émission « Bouillon de culture » sur Antenne 2 et direc-teur de la rédaction du mensuel Lire, a porté, le 24 avril, sur la préemption exercée par le gouvernement sur le réseau de La Cinq au profit de la chaîne culturelle européenne ARTE (le Monde du 25 avril). Selon lui, «ARTE, sur le réseau de La Cing, va surtout bênéficier à TF I (...). Cela va surtout faire du ton à FR 3, car ARTE est une machine de guerre contre les télévisions publiques. Cela va de plus les encourager à faire moins de culturel (...) ». Contesté par certains de ses partisans

M. Jospin incite son courant à participer à la «rénovation» du PS

M. Lionel Jospin a réuni, jeudi 23 avril, les principaux animateurs 23 avril, les principaux animateurs de son courant au sein du Parti socialiste. Outre MM. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du teoritoire Jean Glavany. ment du territoire, Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, Daniel Vaillant et Pierre Mosco-Daniel Vaillant et Prerre Moscovici, membres du secrétariat national du PS, étaient présents quelques étus tels que
MM. Jean-Christophe Cambadélis
et Jean-Marie Le Guen, députés de
Paris, qui avaient formulé des critiques sur le fonctionnement du courant.

La veille, M. Strauss-Kahn avait invité, pour la deuxième fois, à dis-cuter avec lui de la situation du PS une vingtaine de membres du courant jospiniste, auxquels s'étaient joints M= Martine Aubry, ministre du travail. M. Edmond Hervé, maire de Rennes, et M. Jean-Paul Planchou et M. Nicole Bricq, anciens partisans de M. Jean-Pierre Chevènement. La première réunion de ce groupe, le 13 avril, au minis-tère de l'industrie, avait montré le souci des participants de remettre en question la logique des cou-rants, qui avait dominé la réunion du comité directeur les 11 et 12 avril. Comptant dans ses rangs des partisans de M. Jacques Delors, comme M. François Hol-lande, député de la Corrèze, le

groupe réuni autour de M. Strauss-Kahn n'entend pas s'enfermer non plus dans l'alliance aux termes de laquelle M. Laurent Fabius dirige le PS tandis que M. Michel Rocard est reconnu comme le candidat «virtuel» de celui-ci à la prochaine élection présidentielle.

Cette initiative, préoccupante pour M. Jospin autant que pour M. Rocard, avait amené l'ancien ministre de l'éducation nationale à s'entretenir avec M. Strauss-Kahn pour sonder les intentions de ce dernier. M. Jospin a finalement approuvé la démarche du ministre de l'industrie et marqué son souci de participer à la rénovation du PS en élargissant la composition du «séminaire de direction» de son courant et en engageant celui-ci à s'inscrire dans le débat sur la modernisation des statuts du parti et sur les alliances en vue du congrès de juillet prochain. P. J.

m M. Billardon (PS) propose « l'autodissolution » des courants socialistes. - M. André Billardon, député (PS) de la Saône-et-Loire, a déclaré, jeudi 23 avril, qu'il a l'in-tention de proposer au PS « l'autodissolution des courants socialistes lors du prochain congrès extraordinaire», prévu pour le mois de juil-let. Ancien numéro deux du PS, M. Billardon souhaite, aussi, que l'on change « en profondeur le pari, son fonctionnement et ses cadres ».

Mise en échec dans le canton

La droite accuse le Parti communiste d'irrégularités électorales à Choisy-le-Roi

dans le Val-de-Marne, par une ou plusieurs affaires de fraude ou, à tout le moins, par des suspicions, qui donnent souvent claire. Les élections cantonales des 22 et 29 mars confirment cette tradition à Choisy-le-Roi, où le candidat de la droite accuse la mairie communiste d'irrégularités.

Selon M. Roland Patrzynski (RPR), candidat de l'UPF à Choi-sy-le-Roi, une mosaïque d'irrégula-rités peut faire douter de la sincé-rité du scrutin dans le duei qui l'opposait à M= Hélène Luc, conseiller général sortant, présidente du groupe communiste du Sénat et épouse du maire de la ville, M. Louis Luc (1). Il a déposé un recours en annulation auprès du tri-bunal administratif de Paris.

A côté d'intimidations, insultes, obstructions, «interprétations» abu-sives du code électoral, le candidat de la droite signale la substitution d'une enveloppe de cent bulletins au bureau numéro 12; dans les bureaux numéros 2, 13 et 14, il bureaux numeros 2, 13 et 14, il relève la présence d'assesseurs et de scrutateurs non inscrits sur les listes électorales de la ville. Il n'y a là rien que du déjà-vu. Ce qui l'est moins, c'est la démarche de M. Patrzynski et de ses amis « en amont » du scrutin : constatant un nombre d'électeurs anormalement important, selon eux, par rapport à la population de la ville, ils avaient effectué un recensement à partir de listes électorales, faisant porter à chacun une enveloppe nominativement.

M. Luc: la faute de l'INSEE

Environ trois mille de ces enveloppes n'avaient ou être distribuées pour diverses raisons : certaines personnes seraient domiciliées dans des maisons qui n'existent plus (un immeuble dont l'emplacement est aujourd'hui occupé par un hôtel Climat était censé toujours héberger soixante électeurs); des morts figureraient encore sur les listes, M. Richard Dell'Agnola, maire (RPR) de Thiais, ville limitrophe, a fait effectuer un rapprochement des listes électorales de sa ville avec celle de Choisy-le-Roi, et il serait apparu que cent vingt de ses admi-nistrés, inscrits sur les listes de sa commune, figurent toujours sur celles de sa voisine.

Sept cent soixante-deux noms avaient été radiés par la mairie de Choisy-le-Roi à l'occasion d'une mise à jour courant février. Lorque le recensement effectué par M. Patrzynski et ses amis avait été

Chaque scrutin est marqué, terminé, le 29 février, un recours en annulation, portant sur huit cent trente-cinq noms, avait été déposé devant le tribunal d'instance d'Ivry. Celui-ci avait convoqué cinq cent quatre-vingt-neuf personnes gour cinq sculement se seraient présen-tées. Le tribunal, dans deux jugements des 17 et 18 mars, devait néanmoins rejeter la demande de radiation, celle-ci ayant été présentée hors délai, mais il notait qu'elle n'était pas sans motif en raison du nombre significatif d'enveloppes retournées par le service de la

> Selon les militants de l'opposition, cent dix personnes convoquées devant le tribunal, mais qui ne s'étalent pas rendues à cette convocation, auraient voté le 29 mars, ainsi que trois cent soixante-quinze autres, non convoquées, mais n'habitant pas à l'adresse indiquée. D'autre part, M. Michel Giraud, tête de la liste de l'UPF dans le Val-de-Marne aux élections régionales, avait fait faire des envois de courrier par la Poste à tous les élec-teurs du département âgés de moins de trente ans et de plus de soixante ans, soit environ 40 % des inscrits. Sur les huit mille lettres expédiées à Choisy-le-Roi, il y avait eu mille cinc cents retours.

M. Luc n'est pas resté sans réagir devant cette suspicion. Il a chargé son avocat de déposer plainte avec constitution de partie civile contre M. Patrzynski, pour diffamation, auprès du tribunal de grande ins-tance de Créteil. Pour ce qui est des vrais-faux électeurs, il renvoie la balle à l'INSEE. «Et si c'était vrai balle à l'INSEE, « Et si c'était vroi, la faute en incomberait à qui? Au maire ou à l'INSEE? », demandet-il, Et il ajoute : « Je ne peux pas tout contrôler. Si un couple quitte Choisy-le-Roi, je ne suis pas forcément au courant. M. Paurzynski n'a pas d'argument. C'est M. A-peuriès. »

FRANCIS GOUGE

(1) Me Luc avait été rééluc, le 29 mars, avec 5 072 voix contre 4 731 à M. Patrzynski, sur 14 058 électeurs ins-crits et 9 503 suffrages exprimés.

D M. Ségolène Royal se démet de son mandat régional. - M= Ségoiène Royal, ministre de l'environnement, a donné sa démission du conseil régional Poitou-Charentes, où elle sera remplacée par le suivant de liste, M. Jean Grellier, maire (PS) de Cerizay (Deux-Sèvres) et conseiller régional sortant. Cette démission date du début du Cette démission date ou devu.
mois, mais n'a été rendue publique que vendredi 24 avril, Ma Royal a expliqué sa décision par son souci d'« efficacité ». - (Corresp.)

SOMMAIRE

DATES

il y a deux cente ans, la première

Russie : en dépit des avertissements du FMI, le gouvernement décide d'adoucir sa politique éco-

A New-York, l'ONU appelle au respect de la trêve en Bosnie-Herzéocvine...... 3 La ratification des accords de

Schengen par les Pays-Bas reste Un consell intérimaire islamiste doit s'installer à Kaboul........... 4

M. Chris Patten est nommé gouverneur de Hongkong castes dans le Sihar indien 4 Iran : l'adieu inavoué à Khomeiny 5 La reprise des négociations de paix israélo-arabes Somalie : l'ONU a décidé d'en-

voyer cinquente observateurs à

Mogadisclo...... 6

POLITIQUE

Les débats sur la révision de la Constitution et sur la ratification du traité de Meastricht 6 Livres politiques : «S'Il s'agit de réformer...», par André Laurens. 6

SOCIÉTÉ

La Cour de cassation se prononcera sur l'arrêt Touvier dans un délai de huit à neuf mois 7 M. Curlen menace de rompre l'accord franco-américain sur le sida 7 Les communes de Bretagne sinistrées par la marée noire de 1978 vont recevoir leurs indemnités.... 8 Une délégation aux restructurations militaires sera installée en

HEURES LOCALES

 L'armée déménage, les élus pro-testent e Les îles du Ponant menscées par la tourisme e Point de 2015?», par Jean-Paul Laceze e Budgets, mode d'emploi. 9 à 11

Musiques : Pelléas et Mélisande, Exposition : Ashley Bickerton à la naterie Lambert

Le dix-septième congrès de FO 15 La grève des dockers à Mar-Canal Plus signe des accords à long terme avec le football et la Revue des veleurs 16

Crédits, changes, grands mar-

Services Abonnements Carnet..... Météorologie Mots croisés

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ca muméro comporte un cahier « Radio-télévision » Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1992

a été tiré à 501 924 exemplaires.

Arec ou contre

100

- 44

. . . .

-- z 4

17年27年

Seensa
